



N° 61-205-X au catalogue

Investissements privés et publics au Canada : perspectives

2008



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.ca ou par téléphone entre 8h30 et 16h30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements **1-800-263-1136**

Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants **1-800-363-7629**

Télécopieur **1-877-287-4369**

Renseignements concernant le Programme des services de dépôt **1-800-635-7943**

Télécopieur pour le Programme des services de dépôt **1-800-565-7757**

Centre de renseignements de Statistique Canada : 1-613-951-8116

Télécopieur **1-613-951-0581**

Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 61-205-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Publications.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de *service à la clientèle* qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle.

Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.ca sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada

Division de l'investissement et du stock de capital

Section des dépenses en immobilisations

Investissements privés et publics au Canada : perspectives

2008

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2008

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être citée comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Avril 2008

N° 61-205-X au catalogue

ISSN 1718-3812

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (catalogue no. 61-205-X).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Informations pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Remerciements

Cette publication a été réalisée à la Division des Investissements et du stock de capital sous la direction de Dave McDowell, directeur, Yves Gauthier, chef de la Section des Dépenses en immobilisations, Gilbert Paquette, Kamal Sharan, Les Shinder, chefs d'unités et Suzanne Martin, chef d'unité, production des enquêtes.

Les analystes suivants ont contribué d'une façon particulière : Shefali Burns, Margarita Chen, Rosemary Gleeson, Debbie Hill et Liz Snell.

Yvon Cormier et Thérèse Bergeron ont prêté leur assistance technique. Les personnes suivantes ont participé à la collecte et à la préparation des données : Thérèse Bergeron, Doubatog Beringar, Normand Boivin, Michael Green, Sherry Hickey, Francine Léveillé, Normand Mongeon, Brianne Steele et Marc Viau.

Division des Méthodes d'enquêtes-entreprises : Martin Renaud et Gerrit Faber.

L'enquête sur les Dépenses en immobilisations et en réparations pour les administrations publiques provinciales au Québec est l'oeuvre conjointe de Statistique Canada et de L'institut de la statistique du Québec. Leur collaboration mérite notre reconnaissance.

Note concernant CANSIM

Pour la plupart des tableaux de la présente publication, les données sont disponibles sur CANSIM (Système canadien d'information socio économique). Les numéros de référence CANSIM apparaissent au bas de chaque tableau. Ceux-ci comprennent maintenant les perspectives pour 2008, les dépenses réelles provisoires de 2007 et les dépenses réelles de 2006.

Table des matières

Faits saillants	6
Note aux lecteurs	7
Analyse	8
Le secteur de l'extraction minière et de l'extraction pétrolière et gazière se redresse	9
Le secteur du transport enregistre des hausses consécutives	9
Fabrication : la première transformation des métaux et le raffinage du pétrole alimentent le redressement	9
Services publics : l'énergie électrique passe au vert	10
Les dépenses en immobilisations dans le secteur de l'immobilier affichent une forte croissance	10
L'administration publique affiche la plus forte croissance d'investissement	10
Provinces et territoires : les Territoires du Nord-Ouest sont les seuls à enregistrer une baisse des investissements privés et publics	11
Produits connexes	14
Tableaux statistiques	
1 Résumé par secteur, Canada	17
2 Immobilisations et réparations, Canada	19
2-1 Agriculture, foresterie, pêche et chasse, secteur [11]	19
2-2 Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz, secteur [21]	20
2-3 Services publics, secteur [22]	22
2-4 Fabrication, secteur [31-33]	23
2-5 Commerce de gros, secteur [41]	25
2-6 Commerce de détail, secteur [44-45]	26
2-7 Transport et entreposage, secteur [48-49]	27
2-8 Industrie de l'information et industrie culturelle, secteur [51]	28
2-9 Finance et assurances, secteur [52]	29
2-10 Services immobiliers et services de location et de location à bail, secteur [53]	30
2-11 Services professionnels, scientifiques et techniques, secteur [54]	31
2-12 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement, secteur [56]	32
2-13 Services d'enseignement, secteur [61]	33
2-14 Soins de santé et assistance sociale, secteur [62]	34
2-15 Arts, spectacles et loisirs, secteur [71]	34

Table des matières – suite

2-16	Hébergement et services de restauration, secteur [72]	35
2-17	Autres services, sauf les administrations publiques, secteur [81]	35
2-18	Administrations publiques, secteur [91]	36
3	Résumé par provinces et territoire	37
4	Immobilisations et réparations, provinces et territoires	38
4-1	Terre-Neuve-et-Labrador	38
4-2	Île-du-Prince-Édouard	41
4-3	Nouvelle-Écosse	44
4-4	Nouveau-Brunswick	47
4-5	Québec	50
4-6	Ontario	54
4-7	Manitoba	58
4-8	Saskatchewan	61
4-9	Alberta	64
4-10	Colombie-Britannique	68
4-11	Territoire du Yukon	72
4-12	Territoires du Nord-Ouest	75
4-13	Nunavut	78
5	Investissements publics, résumé par secteur	81
5-1	Canada	81
5-2	Provinces et territoires	83
6	Investissements privés, résumé par secteur	84
6-1	Canada	84
6-2	Provinces et territoires	86

Qualité des données, concepts et méthodologie

Introduction	87
Concepts	88
Sources	94
Assurance de la qualité	97
Méthodologie	99
Utilisateurs et utilisations	114
Chronologie de la série des dépenses en immobilisations	115
Mesures de la qualité	117

Table des matières – suite

Appendice

I	Glossaire	120
II	Références	124

Graphiques

1.	Investissement à la hausse	8
2.	Le Manitoba et la Saskatchewan dépasseront les autres provinces et territoires quant à l'augmentation des dépenses	11

Faits saillants

- Les dépenses en immobilisations au Canada devraient demeurer importantes cette année, affichant même un rythme de croissance plus rapide que celui enregistré en 2007. Le total des investissements en construction non résidentielle et en matériel et outillage devrait atteindre 250,1 milliards de dollars, en hausse de 6,8 % par rapport à 2007.

Note aux lecteurs

Les perspectives d'investissement en construction non résidentielle et en matériel et outillage sont tirées d'une enquête par sondage, réalisée auprès de 28 000 entreprises et administrations publiques d'octobre 2007 à la fin de janvier 2008.

Les données du présent communiqué sont ajustées pour représenter l'année civile et sont exprimées en dollars courants.

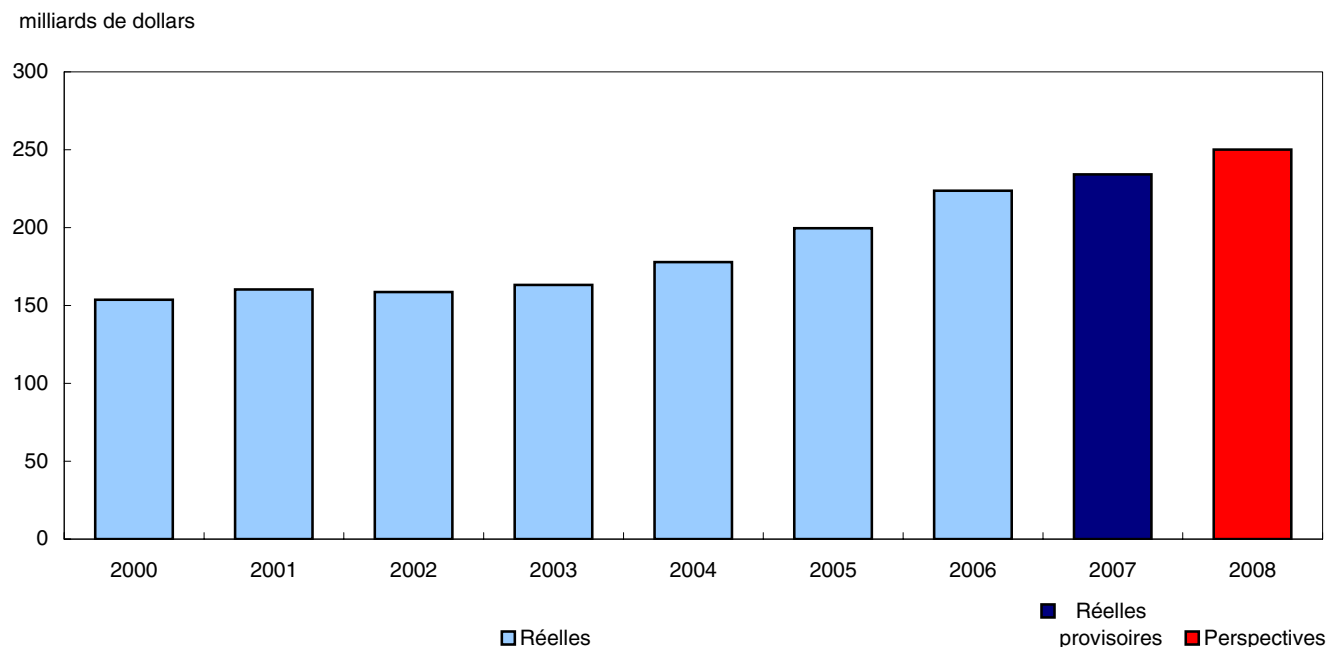
Pour en savoir davantage sur les définitions, les sources de données et les méthodes, consultez l'hyperlien sur les métadonnées qui figure à la fin du communiqué.

Analyse

Les dépenses en immobilisations au Canada devraient demeurer importantes cette année, affichant même un rythme de croissance plus rapide que celui enregistré en 2007.

Selon une enquête par sondage, réalisée auprès de 28 000 entreprises et administrations publiques, le total des investissements en construction non résidentielle et en matériel et outillage devrait atteindre 250,1 milliards de dollars, en hausse de 6,8 % par rapport à 2007. Cette augmentation sera plus forte que la progression de 4,7 % enregistrée en 2007.

Graphique 1
Investissement à la hausse



De ce total, 129,2 milliards de dollars seront affectés à la construction non résidentielle, en hausse de 7,9 %, tandis que 120,9 milliards de dollars seront réservés aux investissements en matériel et outillage, ce qui représente un bond de 5,7 %.

La demande mondiale en ressources naturelles et matières brutes du Canada maintient les prix à des niveaux élevés et alimente les dépenses d'investissement dans le secteur primaire et les secteurs connexes en aval. Les plus fortes progressions d'investissement devraient survenir dans le secteur de l'extraction pétrolière et gazière, dans le secteur des transports, comme les pipelines, ainsi que dans le secteur de la production d'électricité.

Le secteur public représente un peu plus du quart (68,6 milliards de dollars) des 250,1 milliards de dollars des perspectives totales d'investissement. On s'attend à ce que l'investissement dans le secteur public augmente de 11,8 % comparativement à 2007, soit à un rythme équivalant à plus de deux fois le taux de croissance de 5,1 % du secteur privé.

Par ailleurs, le marché canadien de l'habitation devrait demeurer assez stable. En effet, les investissements prévus cette année se situent à un peu plus de 89,3 milliards de dollars, en hausse d'à peine 1,0 % par rapport à 2007, comparativement à la croissance de 8,3 % enregistrée en 2007.

Les dépenses totales en immobilisations, y compris le secteur du logement, la construction non résidentielle et le matériel et l'outillage, devraient grimper de 16,9 milliards de dollars pour atteindre un montant estimatif de 339,5 milliards de dollars en 2008, en hausse de 5,2 % comparativement à 2007.

Le secteur de l'extraction minière et de l'extraction pétrolière et gazière se redresse

Les données d'enquête révèlent que les perspectives d'investissement du secteur de l'extraction minière et de l'extraction pétrolière et gazière devraient atteindre 56,4 milliards de dollars en 2008, en hausse de 4,3 % comparativement à l'année précédente. Il s'agit d'un revirement par rapport au recul de 6,4 % affiché en 2007.

La demande de plus en plus forte de ressources naturelles du Canada a propulsé les prix des produits de base mondiaux à des niveaux sans précédent.

Les investissements dans le secteur de l'extraction pétrolière et gazière par des moyens non classiques, principalement les sables bitumineux de l'Alberta, devraient atteindre 19,7 milliards de dollars, en hausse de 23,0 % par rapport à 2007.

Dans le secteur de l'extraction minière, les perspectives d'investissement affichent également une croissance importante. Les dépenses devraient augmenter de 12,2 % pour atteindre 7,1 milliards de dollars en 2008. Cette croissance est principalement attribuable à l'extraction de minerais métalliques.

On prévoit que les investissements s'établiront à 1,3 milliard de dollars dans le secteur du nickel-cuivre et à 986,3 millions de dollars dans le secteur du cuivre-zinc.

Le secteur du transport enregistre des hausses consécutives

Le secteur du transport et de l'entreposage devrait tirer profit des progressions observées dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz, surtout dans le domaine des pipelines.

Les entreprises ont estimé leurs investissements totaux cette année à un peu plus de 23,1 milliards de dollars, en hausse de 23,3 % par rapport à 2007. Cet accroissement serait enregistré dans le sillage du bond de 29,1 % survenu en 2007.

Les investissements dans les pipelines devraient atteindre 6,0 milliards de dollars, soit trois fois le niveau de 2,0 milliards de dollars inscrit en 2006.

De même, les investissements dans les secteurs des transports en commun et du transport terrestre de voyageurs, qui relèvent en grande partie du secteur public, devraient atteindre 4,5 milliards de dollars cette année, soit près de deux fois le niveau affiché en 2006. Ensemble, ces deux secteurs représentent un investissement supplémentaire se chiffrant à 4,8 milliards de dollars cette année.

Fabrication : la première transformation des métaux et le raffinage du pétrole alimentent le redressement

Les entreprises de la fabrication se sont montrées optimistes dans leurs perspectives d'investissement, malgré l'effet néfaste de l'appréciation du dollar canadien et des prix record du pétrole brut sur ce secteur.

Les entreprises ont estimé leurs investissements à un peu plus de 19,7 milliards de dollars cette année, en hausse de 7,6 %. Cette augmentation ferait suite au recul de 5,5 % enregistré en 2007.

En 2007, seulement 6 des 20 industries du secteur de la fabrication ont accru leurs dépenses en immobilisations. Pour 2008, 11 des 20 industries, en particulier les secteurs de la première transformation des métaux et des produits

du pétrole et du charbon, anticipent des hausses d'investissements. On s'attend à ce que ces deux secteurs combinés investissent 1,3 milliard de dollars de plus pour un total de 5,1 milliards de dollars cette année.

Les entreprises du secteur de la première transformation des métaux ont estimé que leurs dépenses d'investissement atteindront 2,2 milliards de dollars, en hausse de 50,3 %.

Dans le secteur de la fabrication de produits du pétrole et du charbon, les dépenses d'investissement sont estimées à 2,8 milliards de dollars, en hausse de 25,6 %.

Services publics : l'énergie électrique passe au vert

Dans le secteur des services publics, la croissance du total des investissements devrait dépasser la croissance nationale de 6,8 % cette année. Il s'agit toutefois d'un ralentissement marqué par rapport à 2007.

Au total, les sociétés de services publics prévoient des dépenses d'investissement se chiffrant à près de 21,3 milliards de dollars cette année, en hausse de 8,0 %. En comparaison, les investissements de l'année précédente avaient progressé de 23,8 % alors que des projets d'importance avaient été mis en chantier.

Cependant, au sein du secteur, les entreprises qui produisent, transmettent et distribuent de l'énergie électrique prévoient une croissance de 12,6 % des dépenses d'investissement en 2008. Les investissements en construction non résidentielle s'élèveront de 13,3 %, tandis que les investissements en matériel et outillage grimperont de 11,1 %.

Dans l'ensemble, la croissance de ce secteur est attribuable à deux facteurs, soit la nécessité d'accroître la capacité ainsi que la nécessité de trouver d'autres sources de production d'énergie ayant un effet moindre sur l'environnement et des technologies plus efficaces, comme la production d'énergie éolienne.

Les dépenses en immobilisations dans le secteur de l'immobilier affichent une forte croissance

Les dépenses en immobilisations dans le secteur des services immobiliers et des services de location et de location à bail devraient croître pour une sixième année d'affilée en 2008. Les entreprises prévoient faire des investissements totaux d'un peu plus de 19,3 milliards de dollars, en hausse de 8,2 % par rapport à 2007.

Le principal facteur à l'origine de cette hausse est l'industrie des bailleurs de biens immobiliers, où les dépenses en immobilisations devraient atteindre plus de 6,8 milliards de dollars, en hausse de 23,6 % ou de 1,3 milliard de dollars comparativement à 2007.

L'administration publique affiche la plus forte croissance d'investissement

Les dépenses d'investissement de l'administration publique, c'est-à-dire les trois ordres de gouvernement, représenteront près de la moitié (48,5 %) des dépenses totales du secteur public, soit un montant estimatif de 33,3 milliards de dollars.

Le total des investissements pour ce secteur augmentera de 14,7 % par rapport à 2007, comparativement à un taux de croissance annuel moyen de 12,0 % au cours des cinq dernières années.

Des 33,3 milliards de dollars du total des investissements, l'administration publique fédérale représente 14,2 %, les provinces et territoires, 34,8 % et les administrations publiques locales, municipales et régionales, 51,0 %.

Les dépenses en immobilisations du gouvernement fédéral augmenteront à un taux légèrement supérieur à la croissance nationale (+6,8 %) en enregistrant une croissance de 8,3 % en 2008 pour s'établir à 4,7 milliards de dollars. Les dépenses des provinces et des territoires augmenteront de 23,3 % pour atteindre 11,6 milliards de dollars, et les dépenses des administrations locales progresseront de 11,3 % pour s'établir à environ 17,0 milliards de dollars.

Ensemble, les dépenses de 3,9 milliards de dollars des administrations provinciales, territoriales et locales représenteront presque toutes les nouvelles dépenses de l'administration publique.

Provinces et territoires : les Territoires du Nord-Ouest sont les seuls à enregistrer une baisse des investissements privés et publics

Les perspectives d'investissements publics et privés devraient augmenter dans l'ensemble des provinces et des territoires en 2008, sauf dans les Territoires du Nord-Ouest, où l'on anticipe un recul de 17,4 % en raison de l'achèvement de projets dans le secteur de l'extraction minière.

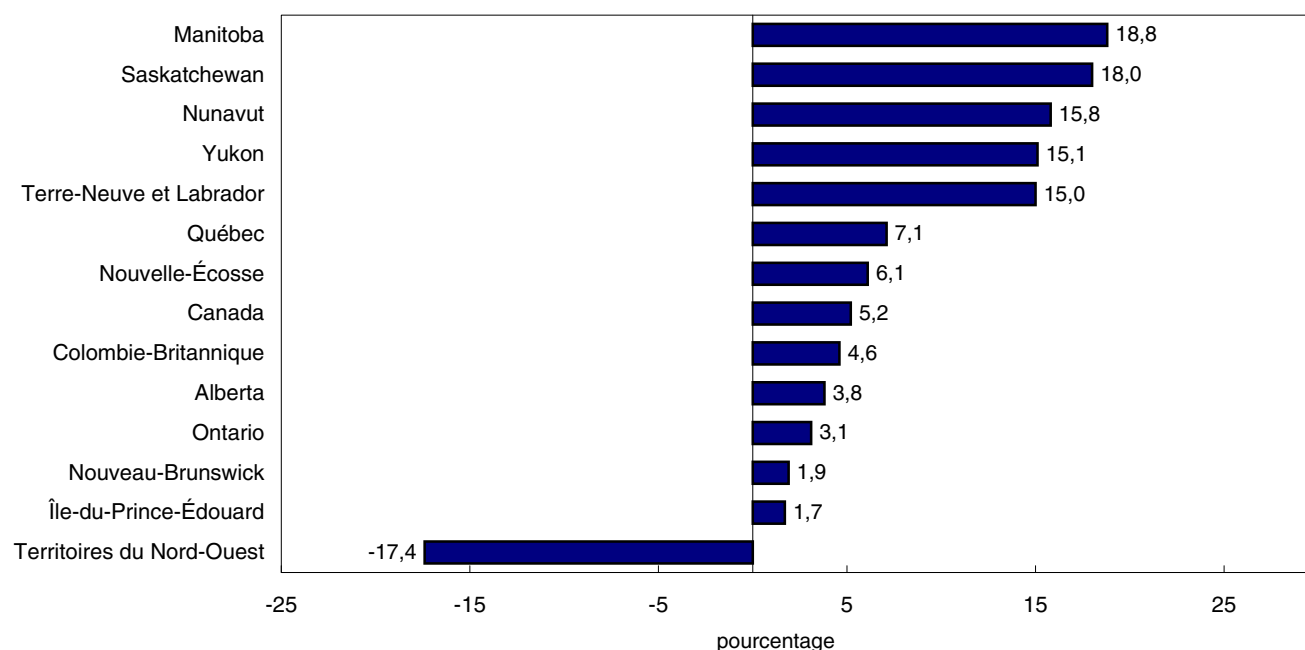
Les hausses les plus prononcées devraient survenir au Manitoba (+18,8 %) et en Saskatchewan (+18,0 %).

Cependant, en dollars absolus, l'augmentation la plus prononcée se produira au Québec, où l'on prévoit une hausse des investissements de plus de 4,0 milliards de dollars, ce qui représente 23,9 % de l'augmentation du total des investissements à l'échelle nationale en 2008.

La croissance des investissements de l'administration publique alimente les hausses au Québec (+1,7 milliard de dollars) et en Ontario (+1,1 milliard de dollars).

Graphique 2

Le Manitoba et la Saskatchewan dépasseront les autres provinces et territoires quant à l'augmentation des dépenses



Le secteur de l'extraction pétrolière et gazière sera le principal facteur à l'origine de la croissance des dépenses en immobilisations dans deux provinces : Terre-Neuve-et-Labrador et la Colombie-Britannique. En dollars absolus, ce secteur engagera des dépenses supplémentaires d'environ 508,7 millions de dollars à Terre-Neuve-et-Labrador et de 1,3 milliard de dollars en Colombie-Britannique.

Au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta, les progressions sont principalement attribuables aux nouveaux investissements dans le secteur du transport et de l'entreposage. L'Alberta bénéficie également de son industrie des services immobiliers, principalement en raison de la forte demande de locaux à bureaux, ce qui générera 35,4 % de l'augmentation du total des investissements de la province.

Tableau explicatif 1

Dépenses prévues en immobilisations des sociétés privées et des administrations publiques

	Dépenses réelles de 2006	Dépenses réelles provisoires de 2007	Perspectives pour 2008	Dépenses réelles provisoires de 2007 par rapport aux perspectives pour 2008	Dépenses réelles de 2006 par rapport aux dépenses réelles provisoires de 2007
	millions de dollars			variation en pourcentage	
Total	305 410,2	322 595,8	339 453,2	5,2	5,6
Construction non résidentielle et matériel et outillage	223 701,4	234 136,8	250 121,3	6,8	4,7
Logement	81 708,8	88 459,0	89 331,9	1,0	8,3
Secteur SCIAN					
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 091,6	4 057,6	3 881,8	-4,3	-0,8
Extraction minière, de pétrole et de gaz	57 767,3	54 091,9	56 397,6	4,3	-6,4
Services publics	15 900,0	19 680,4	21 250,9	8,0	23,8
Construction	4 717,7	5 097,1	5 341,7	4,8	8,0
Fabrication	19 352,9	18 295,2	19 685,4	7,6	-5,5
Commerce de gros	4 910,3	4 979,1	5 239,0	5,2	1,4
Commerce de détail	8 023,5	8 162,4	8 864,7	8,6	1,7
Transport et entreposage	14 542,1	18 776,2	23 149,7	23,3	29,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	9 040,8	9 490,9	10 018,2	5,6	5,0
Finance et assurances	18 042,5	17 769,8	17 868,3	0,6	-1,5
Services immobiliers et location et location à bail	16 649,7	17 855,5	19 319,6	8,2	7,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	3 209,1	3 169,7	3 160,0	-0,3	-1,2
Gestion de sociétés et d'entreprises	186,1	190,6	163,5	-14,2	2,4
Services administratifs, soutien, gestion déchets	1 795,0	1 844,6	1 806,5	-2,1	2,8
Services d'enseignement	7 415,3	8 173,9	7 814,6	-4,4	10,2
Soins de santé et assistance sociale	7 236,0	7 174,8	7 016,6	-2,2	-0,8
Arts, spectacles et loisirs	1 487,9	2 046,4	1 681,6	-17,8	37,5
Hébergement et services de restauration	2 604,1	2 699,5	2 657,1	-1,6	3,7
Autres services, sauf les administrations publiques	1 509,3	1 555,1	1 500,5	-3,5	3,0
Administrations publiques	25 220,0	29 026,1	33 304,2	14,7	15,1

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Tableau explicatif 2
Dépenses prévues en immobilisations des sociétés privées et des administrations publiques

	Construction	Machines et matériel	Total	Dépenses réelles provisoires de 2007 par rapport aux prévisions de 2008	Dépenses réelles de 2006 par rapport aux dépenses réelles provisoires de 2007
	millions de dollars			variation en pourcentage	
Canada 1					
2006	195 762,9	109 647,4	305 410,2		
2007	208 146,2	114 449,6	322 595,8		
2008	218 513,5	120 939,7	339 453,2	5,2	5,6
Terre-Neuve et Labrador					
2006	3 242,5	1 116,3	4 358,8		
2007	2 846,8	1 193,0	4 039,8		
2008	3 438,5	1 209,2	4 647,7	15,0	-7,3
Île-du-Prince-Édouard					
2006	486,7	340,6	827,3		
2007	484,8	459,0	943,7		
2008	524,0	435,5	959,5	1,7	14,1
Nouvelle-Écosse					
2006	3 951,9	2 385,5	6 337,4		
2007	3 903,2	2 325,9	6 229,1		
2008	4 264,5	2 341,7	6 606,3	6,1	-1,7
Nouveau-Brunswick					
2006	3 588,4	2 097,6	5 686,0		
2007	4 008,1	1 983,8	5 991,9		
2008	4 005,1	2 102,5	6 107,7	1,9	5,4
Québec					
2006	32 393,1	19 416,2	51 809,4		
2007	36 012,0	20 343,1	56 355,0		
2008	38 866,8	21 514,7	60 381,5	7,1	8,8
Ontario					
2006	56 721,4	41 835,7	98 557,1		
2007	59 520,1	43 638,1	103 158,1		
2008	61 883,8	44 521,7	106 405,5	3,1	4,7
Manitoba					
2006	4 809,7	3 027,6	7 837,3		
2007	5 794,6	3 357,7	9 152,3		
2008	7 079,4	3 793,0	10 872,4	18,8	16,8
Saskatchewan					
2006	6 762,7	3 510,1	10 272,7		
2007	6 809,4	3 621,6	10 431,0		
2008	8 189,5	4 123,8	12 313,3	18,0	1,5
Alberta					
2006	52 986,8	23 936,8	76 923,7		
2007	55 882,0	24 819,0	80 701,0		
2008	56 220,2	27 532,4	83 752,7	3,8	4,9
Colombie-Britannique					
2006	28 440,7	11 471,5	39 912,2		
2007	29 899,7	12 186,3	42 086,1		
2008	31 453,9	12 576,3	44 030,2	4,6	5,4
Yukon					
2006	447,1	120,3	567,4		
2007	537,3	105,3	642,6		
2008	551,6	187,8	739,4	15,1	13,2
Territoires du Nord-Ouest					
2006	1 531,6	316,8	1 848,3		
2007	1 771,4	277,1	2 048,5		
2008	1 359,0	333,0	1 691,9	-17,4	10,8
Nunavut					
2006	400,4	72,3	472,7		
2007	676,9	139,7	816,5		
2008	677,1	268,1	945,2	15,8	72,7

1. Dépenses réelles de 2006, suivies des dépenses réelles provisoires de 2007 et ensuite des perspectives pour 2008.

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

13-568-X	Flux et stocks de capital fixe, 1961-1994 : historique
61-232-X	Investissements étrangers et nationaux au Canada
64-001-X	Permis de bâtir

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

029-0005	Immobilisations et réparations, selon le secteur et la province, annuel
029-0007	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 21, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz, annuel
029-0008	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 22, services publics, annuel
029-0009	Immobilisations et réparations, selon les secteurs de l'industrie 31-33, fabrication, annuel
029-0010	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 41, commerce de gros, annuel
029-0011	Immobilisations et réparations, selon les secteurs de l'industrie 44-45, commerce de détail, annuel
029-0012	Immobilisations et réparations, selon les secteurs de l'industrie 48-49, transport et entreposage, annuel
029-0013	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 51, industrie de l'information et industrie culturelle, annuel
029-0014	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 52, finance et assurances, annuel
029-0015	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 53, services immobiliers et services de location et de location à bail, annuel
029-0016	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 54, services professionnels, scientifiques et techniques, annuel
029-0017	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 56, services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement, annuel
029-0018	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 61, services d'enseignement, annuel

029-0019	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 62, soins de santé et assistance sociale, annuel
029-0020	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 71, art, spectacles et loisirs, annuel
029-0021	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 72, hébergement et services de restauration, annuel
029-0022	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 81, autres services (sauf les administrations publiques), annuel
029-0024	Immobilisations et réparations, résumé selon la province et le territoire, annuel
029-0039	Dépenses d'immobilisations en construction, par type d'actif et secteur selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel
029-0040	Dépenses d'immobilisations en construction, selon le type d'actif, annuel
032-0001	Investissements publics et privés, résumé selon le secteur, annuel
032-0002	Investissements publics et privés, résumé selon la province et le territoire, annuel

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2803	Dépenses en immobilisations et réparations - Réelles, provisoires, perspectives
------	---

Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

- *Dépenses en immobilisations pour la construction par secteur, par province et territoire*
- *Dépenses en immobilisations pour machine et matériel par secteur, par provinces et territoires*
- *Dépenses en immobilisations par secteur, par provinces et territoires*
- *Dépenses en immobilisations privées et publiques*

Tableaux statistiques

Tableau 1
Résumé par secteur, Canada

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2006	1 228,5	2 863,2	4 091,6	849,0	2 798,8	3 647,8	2 077,5	5 662,0	7 739,5
2007	1 231,7	2 825,9	4 057,6	..	..	..	..	..	..
2008	1 173,5	2 708,4	3 881,8	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2006	45 800,8	11 966,5	57 767,3	1 208,3	4 057,2	5 265,5	47 009,1	16 023,7	63 032,8
2007	41 443,8	12 648,1	54 091,9	..	..	..	..	..	..
2008	40 539,9	15 857,7	56 397,6	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2006	11 687,8	4 212,2	15 900,0	1 508,4	1 731,3	3 239,7	13 196,2	5 943,5	19 139,7
2007	14 709,1	4 971,4	19 680,4	..	..	..	..	..	..
2008	15 672,3	5 578,5	21 250,9	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2006	586,6	4 131,1	4 717,7	116,5	1 918,0	2 034,5	703,1	6 049,1	6 752,2
2007	638,3	4 458,8	5 097,1	..	..	..	..	..	..
2008	671,1	4 670,5	5 341,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2006	2 665,9	16 687,0	19 352,9	1 155,9	9 214,2	10 370,1	3 821,8	25 901,2	29 723,0
2007	2 306,7	15 988,5	18 295,2	..	..	..	..	..	..
2008	2 689,4	16 996,1	19 685,4	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2006	1 540,7	3 369,6	4 910,3	223,7	522,4	746,2	1 764,4	3 892,0	5 656,5
2007	1 364,4	3 614,8	4 979,1	..	..	..	..	..	..
2008	1 415,8	3 823,3	5 239,0	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2006	4 170,7	3 852,7	8 023,5	488,2	667,4	1 155,6	4 658,9	4 520,1	9 179,1
2007	4 298,7	3 863,7	8 162,4	..	..	..	..	..	..
2008	4 805,0	4 059,7	8 864,7	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2006	5 767,2	8 774,9	14 542,1	1 759,2	4 601,5	6 360,7	7 526,4	13 376,4	20 902,8
2007	7 934,5	10 841,7	18 776,2	..	..	..	..	..	..
2008	12 016,7	11 133,0	23 149,7	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2006	2 124,4	6 916,5	9 040,8	266,3	737,5	1 003,8	2 390,7	7 654,0	10 044,7
2007	2 558,4	6 932,4	9 490,9	..	..	..	..	..	..
2008	2 544,1	7 474,1	10 018,2	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2006	868,2	17 174,3	18 042,5	360,1	480,6	840,7	1 228,3	17 654,9	18 883,3
2007	967,2	16 802,6	17 769,8	..	..	..	..	..	..
2008	1 163,4	16 704,9	17 868,3	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2006	4 385,5	12 264,2	16 649,7	782,7	595,1	1 377,8	5 168,2	12 859,3	18 027,6
2007	5 003,3	12 852,2	17 855,5	..	..	..	..	..	..
2008	6 139,6	13 180,0	19 319,6	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2006	481,7	2 727,4	3 209,1	89,8	309,7	399,5	571,5	3 037,1	3 608,6
2007	422,3	2 747,3	3 169,7	..	..	..	..	..	..
2008	324,3	2 835,6	3 160,0	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2006	44,1	142,0	186,1	13,3	56,2	69,5	57,4	198,2	255,6
2007	23,9	166,6	190,6	..	..	..	..	..	..
2008	21,8	141,6	163,4	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2006	384,6	1 410,4	1 795,0	90,6	354,3	444,9	475,2	1 764,7	2 240,0
2007	429,9	1 414,7	1 844,6	..	..	..	..	..	..
2008	379,2	1 427,3	1 806,5	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1 – suite

Résumé par secteur, Canada

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Services d'enseignement [61]									
2006	5 192,1	2 223,2	7 415,3	1 252,5	330,0	1 582,5	6 444,6	2 553,2	8 997,8
2007	5 846,0	2 328,0	8 173,9	..	..	..	..	..	..
2008	5 467,9	2 346,7	7 814,6	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2006	4 506,8	2 729,2	7 236,0	577,8	555,6	1 133,5	5 084,6	3 284,8	8 369,5
2007	4 176,4	2 998,4	7 174,8	..	..	..	..	..	..
2008	4 271,0	2 745,5	7 016,6	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2006	837,5	650,4	1 487,9	139,1	136,7	275,8	976,6	787,1	1 763,7
2007	1 064,9	981,6	2 046,4	..	..	..	..	..	..
2008	661,8	1 019,8	1 681,6	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2006	1 786,2	817,9	2 604,1	224,4	363,8	588,2	2 010,6	1 181,7	3 192,3
2007	1 983,5	716,0	2 699,5	..	..	..	..	..	..
2008	1 919,4	737,6	2 657,1	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2006	489,7	1 019,6	1 509,3	182,6	260,5	443,0	672,3	1 280,1	1 952,3
2007	508,6	1 046,5	1 555,1	..	..	..	..	..	..
2008	539,0	961,5	1 500,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2006	19 504,9	5 715,1	25 220,0	3 260,6	1 234,9	4 495,6	22 765,5	6 950,0	29 715,5
2007	22 775,7	6 250,4	29 026,1	..	..	..	..	..	..
2008	26 766,4	6 537,8	33 304,2	..	..	..	..	..	..
Logement									
2006	81 708,8	0,0	81 708,8	11 923,0	0,0	11 923,0	93 631,8	0,0	93 631,8
2007	88 459,0	0,0	88 459,0	..	..	..	..	..	..
2008	89 331,9	0,0	89 331,9	..	..	..	..	..	..
Total des dépenses									
2006	195 762,9	109 647,4	305 410,2	26 472,2	30 925,8	57 397,9	222 235,1	140 573,2	362 808,2
2007	208 146,2	114 449,6	322 595,8	..	..	..	..	..	..
2008	218 513,5	120 939,7	339 453,2	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 2-1
Immobilisations et réparations, Canada — Agriculture, foresterie, pêche et chasse¹, secteur [11]

	Immobilisations			Réparations ²		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	
	millions de dollars								
Cultures agricoles [111]									
2006	393,4	1 392,1	1 785,4	462,4	1 792,7	2 255,2	855,8	3 184,8	4 040,6
2007	402,4	1 413,6	1 816,0	..	..	..	..	..	..
2008	378,2	1 356,8	1 735,0	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2006	680,7	1 087,8	1 768,5	289,5	428,5	718,1	970,2	1 516,3	2 486,6
2007	696,3	1 105,5	1 801,8	..	..	..	..	..	..
2008	654,4	1 061,3	1 715,7	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2006	84,1	223,9	308,1	47,2	362,2	409,3	131,3	586,1	717,4
2007	64,9	164,4	229,4	..	..	..	..	..	..
2008	78,7	175,2	254,0	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2006	56,1	71,0	127,2	45,4	155,7	201,1	101,5	226,7	328,3
2007	55,7	70,5	126,2	..	..	..	..	..	..
2008	54,2	69,3	123,5	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2006	14,2	88,3	102,5	4,4	59,7	64,1	18,6	148,0	166,6
2007	12,4	71,9	84,3	..	..	..	..	..	..
2008	8,0	45,7	53,7	..	..	..	..	..	..
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2006	1 228,5	2 863,2	4 091,6	849,0	2 798,8	3 647,8	2 077,5	5 662,0	7 739,5
2007	1 231,7	2 825,9	4 057,6	..	..	..	..	..	..
2008	1 173,5	2 708,4	3 881,8	..	..	..	..	..	..

1. Les dépenses en immobilisations pour la chasse et le piégeage sont exclues du total pour cette catégorie.

2. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 2-2
Immobilisations et réparations, Canada — Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz, secteur [21]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	
millions de dollars									
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2006	40 769,2	7 513,4	48 282,6	882,0	1 628,0	2 509,9	41 651,2	9 141,4	50 792,6
2007	34 776,2	8 302,9	43 079,1	..	..	..	..	..	..
2008	33 586,8	11 621,8	45 208,6	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz par des méthodes classiques [21113]									
2006	35 434,2	620,4	36 054,6	882,0	72,6	954,6	36 316,2	693,0	37 009,2
2007	26 457,8	633,1	27 090,9	..	..	..	..	..	..
2008	24 921,8	625,2	25 547,0	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole par des méthodes non classiques [21114]									
2006	5 335,0	6 893,0	12 228,0	0,0	1 555,4	1 555,4	5 335,0	8 448,4	13 783,4
2007	8 318,4	7 669,7	15 988,2	..	..	..	..	..	..
2008	8 665,0	10 996,6	19 661,6	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2006	3 401,4	1 911,1	5 312,5	300,5	1 715,5	2 016,0	3 701,9	3 626,6	7 328,5
2007	4 193,7	2 157,1	6 350,8	..	..	..	..	..	..
2008	4 487,9	2 636,1	7 123,9	..	..	..	..	..	..
Extraction de charbon [2121]									
2006	183,6	224,1	407,7	x	x	x	x	x	x
2007	134,6	194,4	329,0	..	..	..	..	..	..
2008	183,3	385,7	569,0	..	..	..	..	..	..
Extraction de charbon bitumineux [21214]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de charbon subbitumineux [21215]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de charbon de lignite [21216]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais métalliques [2122]									
2006	1 799,4	818,6	2 618,0	251,0	991,6	1 242,5	2 050,4	1 810,2	3 860,6
2007	2 428,1	1 065,5	3 493,6	..	..	..	..	..	..
2008	3 185,5	1 443,9	4 629,4	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais de fer [21221]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais d'or et d'argent [21222]									
2006	657,7	97,4	755,1	24,7	187,6	212,3	682,4	285,0	967,5
2007	836,0	150,4	986,3	..	..	..	..	..	..
2008	801,3	200,9	1 002,2	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais de plomb-zinc [212231]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais de nickel-cuivre [212232]									
2006	479,9	169,5	649,4	58,6	269,6	328,3	538,5	439,1	977,7
2007	647,0	343,1	990,2	..	..	..	..	..	..
2008	825,9	458,0	1 283,9	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais de cuivre-zinc [212233]									
2006	251,5	252,5	504,0	x	x	212,9	x	x	716,9
2007	414,8	289,9	704,7	..	..	..	..	..	..
2008	713,4	272,9	986,3	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2-2 – suite

Immobilisations et réparations, Canada — Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz, secteur [21]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Extraction de minerais d'uranium [212291]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de tous les autres minerais métalliques [212299]									
2006	x	x	53,9	x	x	72,3	x	x	126,2
2007	44,3	38,5	82,8	..	..	..	..	..	..
2008	310,4	26,4	336,8	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais non métalliques [2123]									
2006	1 418,3	868,4	2 286,7	46,5	500,9	547,4	1 464,8	1 369,3	2 834,2
2007	1 631,0	897,3	2 528,2	..	..	..	..	..	..
2008	1 119,0	806,5	1 925,5	..	..	..	..	..	..
Extraction de pierre [21231]									
2006	15,7	80,5	96,3	4,7	89,7	94,4	20,4	170,2	190,7
2007	15,6	79,2	94,8	..	..	..	..	..	..
2008	19,3	80,8	100,1	..	..	..	..	..	..
Extraction de sable, de gravier, d'argile, de céramique et de minerais réfractaires [21232]									
2006	73,0	133,8	206,8	2,1	109,2	111,2	75,1	243,0	318,0
2007	27,9	216,0	243,9	..	..	..	..	..	..
2008	17,2	155,0	172,2	..	..	..	..	..	..
Extraction d'amiante [212394]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de gypse [212395]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de potasse [212396]									
2006	x	x	495,2	x	x	149,1	x	x	644,3
2007	x	x	551,5	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	859,4	..	..	..	..	..	..
Extraction de tourbe [212397]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de tous les autres minerais non métalliques [212398]									
2006	1 233,6	215,8	1 449,4	14,8	137,8	152,6	1 248,4	353,6	1 602,0
2007	1 461,1	109,4	1 570,5	..	..	..	..	..	..
2008	677,8	65,6	743,5	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2006	1 630,2	2 541,9	4 172,2	25,8	713,7	739,5	1 656,0	3 255,6	4 911,7
2007	2 473,9	2 188,2	4 662,1	..	..	..	..	..	..
2008	2 465,2	1 599,8	4 065,0	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2006	45 800,8	11 966,5	57 767,3	1 208,3	4 057,2	5 265,5	47 009,1	16 023,7	63 032,8
2007	41 443,8	12 648,1	54 091,9	..	..	..	..	..	..
2008	40 539,9	15 657,7	56 397,6	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0007.

Tableau 2-3
Immobilisations et réparations, Canada — Services publics, secteur [22]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
	millions de dollars								
Production, transport et distribution d'électricité [2211]									
2006	8 004,4	3 770,5	11 774,9	1 384,8	1 698,8	3 083,6	9 389,2	5 469,3	14 858,5
2007	10 538,9	4 517,9	15 056,8	..	..	..	..	..	..
2008	11 938,0	5 020,4	16 958,4	..	..	..	..	..	..
Distribution de gaz naturel [2212]									
2006	1 131,2	249,5	1 380,7	118,6	20,5	139,2	1 249,8	270,0	1 519,9
2007	1 136,8	267,1	1 403,9	..	..	..	..	..	..
2008	1 216,9	331,4	1 548,3	..	..	..	..	..	..
Réseaux d'aqueduc et d'égout et autres [2213]									
2006	2 552,2	192,2	2 744,4	4,9	12,0	16,9	2 557,1	204,2	2 761,3
2007	3 033,4	186,3	3 219,7	..	..	..	..	..	..
2008	2 517,5	226,8	2 744,2	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2006	11 687,8	4 212,2	15 900,0	1 508,4	1 731,3	3 239,7	13 196,2	5 943,5	19 139,7
2007	14 709,1	4 971,4	19 680,4	..	..	..	..	..	..
2008	15 672,3	5 578,5	21 250,9	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0008.

Tableau 2-4
Immobilisations et réparations, Canada — Fabrication, secteur [31-33]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
	millions de dollars								
Fabrication d'aliments [311]									
2006	253,0	1 281,4	1 534,4	122,0	709,7	831,7	375,0	1 991,1	2 366,1
2007	289,9	1 352,1	1 642,0	..	..	..	..	..	..
2008	275,3	1 526,8	1 802,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication de boissons et de produits du tabac [312]									
2006	71,2	407,9	479,1	12,5	85,2	97,8	83,7	493,1	576,9
2007	66,2	426,9	493,2	..	..	..	..	..	..
2008	78,9	397,4	476,3	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2006	8,3	70,2	78,5	2,9	46,9	49,8	11,2	117,1	128,2
2007	3,1	56,5	59,7	..	..	..	..	..	..
2008	2,7	71,3	74,0	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2006	6,4	52,3	58,8	2,1	28,1	30,2	8,5	80,4	89,0
2007	4,4	42,4	46,8	..	..	..	..	..	..
2008	2,9	46,9	49,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de vêtements [315]									
2006	9,2	40,8	50,0	9,9	19,2	29,1	19,1	60,0	79,1
2007	7,3	37,7	45,1	..	..	..	..	..	..
2008	10,7	28,8	39,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2006	239,6	1 192,0	1 431,6	66,4	1 317,3	1 383,7	306,0	2 509,3	2 815,3
2007	131,7	1 090,4	1 222,1	..	..	..	..	..	..
2008	126,5	1 059,2	1 185,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2006	61,4	1 232,2	1 293,6	136,7	1 554,4	1 691,1	198,1	2 786,6	2 984,7
2007	52,6	1 083,6	1 136,2	..	..	..	..	..	..
2008	72,1	981,1	1 053,1	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2006	33,8	351,9	385,7	23,0	145,7	168,7	56,8	497,6	554,4
2007	22,0	379,4	401,4	..	..	..	..	..	..
2008	23,6	333,1	356,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2006	307,9	2 380,4	2 688,3	45,0	559,7	604,7	352,9	2 940,1	3 293,0
2007	206,5	2 054,8	2 261,3	..	..	..	..	..	..
2008	403,5	2 436,8	2 840,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2006	638,1	932,0	1 570,1	102,0	565,2	667,2	740,1	1 497,2	2 237,3
2007	549,8	1 251,2	1 801,0	..	..	..	..	..	..
2008	526,2	1 485,5	2 011,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2006	67,6	874,3	941,9	35,1	451,4	486,5	102,7	1 325,7	1 428,4
2007	63,5	893,2	956,7	..	..	..	..	..	..
2008	130,5	806,1	936,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2006	121,7	636,6	758,3	28,3	484,0	512,3	150,0	1 120,6	1 270,6
2007	58,9	584,7	643,6	..	..	..	..	..	..
2008	50,8	472,9	523,7	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2006	182,5	1 192,9	1 375,4	242,3	1 661,6	1 903,9	424,8	2 854,5	3 279,3
2007	200,0	1 292,8	1 492,8	..	..	..	..	..	..
2008	383,6	1 859,8	2 243,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits métalliques [332]									
2006	122,6	691,7	814,3	33,7	291,3	325,0	156,3	983,0	1 139,3
2007	64,9	599,7	664,6	..	..	..	..	..	..
2008	91,5	641,9	733,4	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2-4 – suite

Immobilisations et réparations, Canada — Fabrication, secteur [31-33]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Fabrication de machines [333]									
2006	78,8	466,2	545,0	60,2	174,1	234,3	139,0	640,3	779,3
2007	58,4	463,5	521,9	..	..	..	..	..	..
2008	78,0	516,3	594,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2006	89,6	559,5	649,1	20,8	45,9	66,8	110,4	605,4	715,9
2007	116,0	510,8	626,8	..	..	..	..	..	..
2008	122,4	605,5	727,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2006	14,0	184,0	198,0	13,2	81,5	94,7	27,2	265,5	292,7
2007	11,4	160,0	171,4	..	..	..	..	..	..
2008	16,7	177,6	194,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel de transport [336]									
2006	297,6	3 763,6	4 061,2	174,3	856,0	1 030,2	471,9	4 619,6	5 091,4
2007	350,6	3 341,2	3 691,8	..	..	..	..	..	..
2008	243,9	3 275,8	3 519,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]									
2006	35,5	167,8	203,4	13,5	84,2	97,7	49,0	252,0	301,1
2007	26,0	171,3	197,2	..	..	..	..	..	..
2008	31,3	183,2	214,5	..	..	..	..	..	..
Activités diverses de fabrication [339]									
2006	27,0	209,4	236,4	11,9	52,9	64,8	38,9	262,3	301,1
2007	23,4	196,1	219,5	..	..	..	..	..	..
2008	18,7	190,6	209,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2006	2 665,9	16 687,0	19 352,9	1 155,9	9 214,2	10 370,1	3 821,8	25 901,2	29 723,0
2007	2 306,7	15 988,5	18 295,2	..	..	..	..	..	..
2008	2 689,4	16 996,1	19 685,4	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0009.

Tableau 2-5
Immobilisations et réparations, Canada — Commerce de gros, secteur [41]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
	millions de dollars								
Grossistes-distributeurs de produits agricoles [411]									
2006	14,7	95,6	110,2	2,8	4,8	7,6	17,5	100,4	117,8
2007	21,7	83,1	104,8	..	..	..	..	..	..
2008	15,8	113,3	129,1	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de produits pétroliers [412]									
2006	128,3	171,5	299,7	24,1	48,0	72,0	152,4	219,5	371,7
2007	61,0	238,9	299,8	..	..	..	..	..	..
2008	127,0	233,5	360,5	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac [413]									
2006	358,3	497,1	855,3	27,1	94,0	121,1	385,4	591,1	976,4
2007	409,9	606,2	1 016,1	..	..	..	..	..	..
2008	335,9	549,2	885,0	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs d'articles personnels et ménagers [414]									
2006	125,4	280,5	405,9	33,5	40,2	73,7	158,9	320,7	479,6
2007	113,7	346,4	460,1	..	..	..	..	..	..
2008	113,9	344,4	458,3	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de véhicules automobiles et de leurs pièces [415]									
2006	500,0	379,4	879,4	41,6	58,1	99,7	541,6	437,5	979,1
2007	469,0	437,4	906,4	..	..	..	..	..	..
2008	508,9	571,0	1 079,8	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de matériaux et fournitures de construction [416]									
2006	82,1	332,4	414,6	20,4	67,6	88,0	102,5	400,0	502,6
2007	65,0	266,0	331,0	..	..	..	..	..	..
2008	60,6	276,1	336,7	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de machines, de matériel et de fournitures [417]									
2006	193,7	992,4	1 186,1	55,0	109,5	164,5	248,7	1 101,9	1 350,6
2007	136,2	1 110,2	1 246,4	..	..	..	..	..	..
2008	161,9	1 172,6	1 334,6	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de produits divers [418]									
2006	130,9	509,0	639,8	17,9	89,3	107,1	148,8	598,3	747,0
2007	76,3	414,7	491,1	..	..	..	..	..	..
2008	74,2	461,7	536,0	..	..	..	..	..	..
Agents et courtiers du commerce de gros [419]									
2006	7,4	111,9	119,3	1,4	11,0	12,4	8,8	122,9	131,7
2007	11,6	111,8	123,5	..	..	..	..	..	..
2008	17,5	101,6	119,1	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2006	1 540,7	3 369,6	4 910,3	223,7	522,4	746,2	1 764,4	3 892,0	5 656,5
2007	1 364,4	3 614,8	4 979,1	..	..	..	..	..	..
2008	1 415,8	3 823,3	5 239,0	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0010.

Tableau 2-6
Immobilisations et réparations, Canada — Commerce de détail, secteur [44-45]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	
millions de dollars									
Marchands de véhicules automobiles et de leurs pièces [441]									
2006	333,5	364,9	698,3	59,1	68,7	127,8	392,6	433,6	826,2
2007	366,7	335,5	702,3	..	..	..	..	..	..
2008	358,2	299,2	657,3	..	..	..	..	..	..
Magasins de meubles et d'accessoires de maison [442]									
2006	92,1	135,5	227,6	22,5	19,3	41,8	114,6	154,8	269,4
2007	101,3	102,9	204,1	..	..	..	..	..	..
2008	141,4	79,3	220,7	..	..	..	..	..	..
Magasins d'appareils électroniques et ménagers [443]									
2006	97,2	165,8	263,0	12,3	12,8	25,2	109,5	178,6	288,1
2007	89,0	148,1	237,1	..	..	..	..	..	..
2008	90,4	145,4	235,8	..	..	..	..	..	..
Marchands de matériaux de construction et de matériel et fournitures de jardinage [444]									
2006	499,6	317,9	817,5	31,0	38,0	68,9	530,6	355,9	886,4
2007	431,1	440,0	871,1	..	..	..	..	..	..
2008	340,5	402,3	742,8	..	..	..	..	..	..
Magasins d'alimentation [445]									
2006	1 279,1	939,3	2 218,4	183,1	158,6	341,7	1 462,2	1 097,9	2 560,1
2007	1 224,1	863,5	2 087,6	..	..	..	..	..	..
2008	1 249,3	893,7	2 142,9	..	..	..	..	..	..
Magasins de produits de santé et de soins personnels [446]									
2006	223,1	213,3	436,4	21,8	28,3	50,1	244,9	241,6	486,5
2007	282,6	232,8	515,5	..	..	..	..	..	..
2008	208,8	316,9	525,7	..	..	..	..	..	..
Stations-service [447]									
2006	375,8	415,1	790,8	35,0	145,0	180,1	410,8	560,1	970,9
2007	370,3	439,1	809,4	..	..	..	..	..	..
2008	352,0	480,0	832,0	..	..	..	..	..	..
Magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires [448]									
2006	463,1	310,1	773,3	56,9	19,7	76,6	520,0	329,8	849,9
2007	498,5	329,7	828,2	..	..	..	..	..	..
2008	533,7	334,2	867,9	..	..	..	..	..	..
Magasins d'articles de sport, d'articles de passe-temps, d'articles de musique et de livres [451]									
2006	116,2	145,6	261,7	16,0	21,8	37,8	132,2	167,4	299,5
2007	164,9	161,8	326,7	..	..	..	..	..	..
2008	160,3	151,8	312,0	..	..	..	..	..	..
Magasins de fournitures de tout genre [452]									
2006	519,9	481,6	1 001,5	8,5	88,4	96,8	528,4	570,0	1 098,3
2007	617,3	504,7	1 122,0	..	..	..	..	..	..
2008	1 197,8	641,1	1 838,8	..	..	..	..	..	..
Magasins de détail divers [453]									
2006	93,3	145,0	238,4	25,3	31,4	56,7	118,6	176,4	295,1
2007	90,0	108,6	198,6	..	..	..	..	..	..
2008	97,3	114,8	212,2	..	..	..	..	..	..
Détaillants hors magasin [454]									
2006	77,8	218,7	296,5	16,8	35,3	52,1	94,6	254,0	348,5
2007	62,9	196,9	259,8	..	..	..	..	..	..
2008	75,3	201,2	276,5	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2006	4 170,7	3 852,7	8 023,5	488,2	667,4	1 155,6	4 658,9	4 520,1	9 179,1
2007	4 298,7	3 863,7	8 162,4	..	..	..	..	..	..
2008	4 805,0	4 059,7	8 864,7	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0011.

Tableau 2-7
Immobilisations et réparations, Canada — Transport et entreposage, secteur [48-49]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	
millions de dollars									
Transport aérien [481]									
2006	34,9	2 790,9	2 825,9	16,2	533,5	549,7	51,1	3 324,4	3 375,6
2007	69,1	4 291,6	4 360,7	..	..	..	..	..	..
2008	146,8	3 297,9	3 444,8	..	..	..	..	..	..
Transport ferroviaire [482]									
2006	1 050,0	430,0	1 480,0	851,3	940,8	1 792,0	1 901,3	1 370,8	3 272,1
2007	1 218,7	326,2	1 544,9	..	..	..	..	..	..
2008	1 318,5	371,2	1 689,7	..	..	..	..	..	..
Transport par eau [483]									
2006	x	x	480,2	x	x	221,5	x	x	701,7
2007	100,6	553,2	653,8	..	..	..	..	..	..
2008	94,2	712,3	806,4	..	..	..	..	..	..
Transport par camion [484]									
2006	161,2	2 055,8	2 217,0	65,0	1 468,1	1 533,1	226,2	3 523,9	3 750,1
2007	163,0	1 839,9	2 002,9	..	..	..	..	..	..
2008	184,9	1 605,6	1 790,6	..	..	..	..	..	..
Transport en commun et transport terrestre de voyageurs [485]									
2006	1 060,7	1 435,8	2 496,5	354,8	643,4	998,2	1 415,5	2 079,2	3 494,7
2007	1 534,5	1 559,2	3 093,7	..	..	..	..	..	..
2008	2 135,8	2 412,5	4 548,3	..	..	..	..	..	..
Transport par pipeline [486]									
2006	1 450,4	550,6	2 001,1	197,3	227,0	424,3	1 647,7	777,6	2 425,4
2007	1 842,3	759,2	2 601,5	..	..	..	..	..	..
2008	4 961,4	995,1	5 956,5	..	..	..	..	..	..
Transport de tourisme et d'agrément [487]									
2006	3,2	54,8	58,0	3,5	7,3	10,8	6,7	62,1	68,8
2007	5,5	51,6	57,1	..	..	..	..	..	..
2008	2,3	45,6	47,9	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien au transport [488]									
2006	1 674,3	579,7	2 254,0	185,7	373,3	559,0	1 860,0	953,0	2 812,9
2007	2 778,4	896,6	3 675,0	..	..	..	..	..	..
2008	2 694,7	977,8	3 672,6	..	..	..	..	..	..
Services postaux [491]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Messageries et services de messagers [492]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Entreposage [493]									
2006	76,0	218,4	294,4	27,3	91,5	118,8	103,3	309,9	413,2
2007	55,5	226,5	282,0	..	..	..	..	..	..
2008	110,0	282,6	392,6	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2006	5 767,2	8 774,9	14 542,1	1 759,2	4 601,5	6 360,7	7 526,4	13 376,4	20 902,8
2007	7 934,5	10 841,7	18 776,2	..	..	..	..	..	..
2008	12 016,7	11 133,0	23 149,7	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0012.

Tableau 2-8
Immobilisations et réparations, Canada — Industrie de l'information et industrie culturelle, secteur [51]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
	millions de dollars								
Édition (sauf par Internet) [511]									
2006	59,7	256,5	316,2	12,1	38,7	50,8	71,8	295,2	367,0
2007	29,0	211,7	240,7	..	..	..	..	..	..
2008	23,4	198,8	222,2	..	..	..	..	..	..
Industries du film et de l'enregistrement sonore [512]									
2006	89,4	234,7	324,1	10,5	12,9	23,4	99,9	247,6	347,5
2007	41,5	142,2	183,6	..	..	..	..	..	..
2008	54,5	141,7	196,1	..	..	..	..	..	..
Radiotélévision (sauf par Internet) [515]									
2006	56,7	318,6	375,3	6,2	25,3	31,5	62,9	343,9	406,8
2007	50,4	378,3	428,7	..	..	..	..	..	..
2008	46,1	383,1	429,2	..	..	..	..	..	..
Édition, radiodiffusion et télédiffusion par Internet [516]									
2006	0,4	9,7	10,1	0,0	1,0	1,0	0,4	10,7	11,1
2007	0,1	14,1	14,2	..	..	..	..	..	..
2008	0,1	11,1	11,2	..	..	..	..	..	..
Télécommunications [517]									
2006	1 524,0	5 511,4	7 035,4	230,5	644,5	875,0	1 754,5	6 155,9	7 910,4
2007	2 054,7	5 583,3	7 638,0	..	..	..	..	..	..
2008	2 072,1	6 099,8	8 171,8	..	..	..	..	..	..
Fournisseurs de services Internet, sites portails de recherche et services de traitement de données [518]									
2006	392,7	557,2	949,8	3,0	13,4	16,4	395,7	570,6	966,2
2007	380,2	578,9	959,1	..	..	..	..	..	..
2008	345,9	611,5	957,4	..	..	..	..	..	..
Autres services d'information [519]									
2006	1,3	26,0	27,3	4,0	1,8	5,8	5,3	27,8	33,2
2007	2,7	23,9	26,6	..	..	..	..	..	..
2008	2,1	28,1	30,2	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2006	2 124,4	6 916,5	9 040,8	266,3	737,5	1 003,8	2 390,7	7 654,0	10 044,7
2007	2 558,4	6 932,4	9 490,9	..	..	..	..	..	..
2008	2 544,1	7 474,1	10 018,2	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0013.

Tableau 2-9
Immobilisations et réparations, Canada — Finance et assurances, secteur [52]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Autorités monétaires - banque centrale [521]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Intermédiation financière et activités connexes [522]									
2006	517,5	16 421,9	16 939,4	255,1	341,0	596,1	772,6	16 762,9	17 535,5
2007	548,4	15 996,0	16 544,4	..	..	..	..	..	..
2008	766,4	15 791,9	16 558,3	..	..	..	..	..	..
Valeurs mobilières, contrats de marchandises et autres activités d'investissement financier connexes [523]									
2006	117,9	202,8	320,7	28,0	45,6	73,7	145,9	248,4	394,4
2007	137,8	229,3	367,1	..	..	..	..	..	..
2008	120,1	248,5	368,6	..	..	..	..	..	..
Sociétés d'assurance et activités connexes [524]									
2006	168,5	491,9	660,4	65,9	87,8	153,7	234,4	579,7	814,1
2007	153,0	521,9	674,9	..	..	..	..	..	..
2008	123,0	573,1	696,1	..	..	..	..	..	..
Fonds et autres instruments financiers [526]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2006	868,2	17 174,3	18 042,5	360,1	480,6	840,7	1 228,3	17 654,9	18 883,3
2007	967,2	16 802,6	17 769,8	..	..	..	..	..	..
2008	1 163,4	16 704,9	17 868,3	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0014.

Tableau 2-10

Immobilisations et réparations, Canada — Services immobiliers et services de location et de location à bail, secteur [53]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	
millions de dollars									
Bailleurs de biens immobiliers [5311]									
2006	3 798,4	971,4	4 769,8	669,7	66,5	736,2	4 468,1	1 037,9	5 505,9
2007	4 390,7	1 147,0	5 537,7	..	..	..	..	..	..
2008	5 582,8	1 259,3	6 842,0	..	..	..	..	..	..
Bureaux d'agents et de courtiers immobiliers [5312]									
2006	55,2	190,9	246,1	17,0	8,0	25,0	72,2	198,9	271,1
2007	51,8	253,7	305,6	..	..	..	..	..	..
2008	51,9	247,0	298,9	..	..	..	..	..	..
Activités liées à l'immobilier [5313]									
2006	261,0	184,5	445,4	51,8	15,3	67,1	312,8	199,8	512,5
2007	263,7	202,5	466,1	..	..	..	..	..	..
2008	233,7	216,3	450,0	..	..	..	..	..	..
Location et location à bail de matériel automobile [5321]									
2006	117,6	6 338,5	6 456,1	15,0	170,5	185,5	132,6	6 509,0	6 641,6
2007	123,3	6 327,0	6 450,3	..	..	..	..	..	..
2008	128,6	6 557,4	6 686,0	..	..	..	..	..	..
Location de biens de consommation [5322]									
2006	16,9	404,8	421,8	12,0	11,1	23,1	28,9	415,9	444,9
2007	25,0	433,2	458,2	..	..	..	..	..	..
2008	28,8	476,0	504,8	..	..	..	..	..	..
Centres de location d'articles divers [5323]									
2006	6,2	75,0	81,2	0,8	16,7	17,5	7,0	91,7	98,7
2007	4,4	83,5	87,9	..	..	..	..	..	..
2008	2,6	78,6	81,2	..	..	..	..	..	..
Location et location à bail de machines et matériel d'usage commercial et industriel [5324]									
2006	101,9	4 081,0	4 182,9	13,8	305,7	319,5	115,7	4 386,7	4 502,4
2007	122,7	4 375,3	4 498,0	..	..	..	..	..	..
2008	98,6	4 329,6	4 428,2	..	..	..	..	..	..
Bailleurs de biens incorporels non financiers, sauf les oeuvres protégées par le droit d'auteur [5331]									
2006	28,3	18,1	46,4	2,7	1,3	4,0	31,0	19,4	50,4
2007	21,6	30,1	51,8	..	..	..	..	..	..
2008	12,5	15,9	28,4	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2006	4 385,5	12 264,2	16 649,7	782,7	595,1	1 377,8	5 168,2	12 859,3	18 027,6
2007	5 003,3	12 852,2	17 855,5	..	..	..	..	..	..
2008	6 139,6	13 180,0	19 319,6	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0015.

Tableau 2-11
Immobilisations et réparations, Canada — Services professionnels, scientifiques et techniques, secteur [54]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
	millions de dollars								
Services juridiques [5411]									
2006	21,0	253,6	274,6	3,9	16,8	20,7	24,9	270,4	295,3
2007	21,0	260,9	281,8	..	..	..	..	..	..
2008	26,9	261,9	288,8	..	..	..	..	..	..
Services de comptabilité, de préparation des déclarations de revenus, de tenue de livres et de paye [5412]									
2006	43,6	289,7	333,3	24,0	6,0	30,0	67,6	295,7	363,3
2007	36,8	278,3	315,1	..	..	..	..	..	..
2008	36,2	275,7	311,8	..	..	..	..	..	..
Architecture, génie et services connexes [5413]									
2006	56,3	515,9	572,2	10,2	59,6	69,9	66,5	575,5	642,0
2007	71,2	476,0	547,2	..	..	..	..	..	..
2008	57,2	483,6	540,7	..	..	..	..	..	..
Services spécialisés de design [5414]									
2006	2,8	61,8	64,7	1,6	6,5	8,1	4,4	68,3	72,8
2007	4,2	84,8	89,0	..	..	..	..	..	..
2008	3,4	61,9	65,3	..	..	..	..	..	..
Conception de systèmes informatiques et services connexes [5415]									
2006	28,2	619,0	647,3	13,2	106,4	119,6	41,4	725,4	766,9
2007	30,0	654,1	684,2	..	..	..	..	..	..
2008	25,7	689,8	715,4	..	..	..	..	..	..
Services de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques [5416]									
2006	47,5	294,9	342,4	2,7	19,4	22,1	50,2	314,3	364,5
2007	38,4	292,1	330,5	..	..	..	..	..	..
2008	30,9	299,2	330,1	..	..	..	..	..	..
Services de recherche et de développement scientifiques [5417]									
2006	236,9	420,6	657,5	18,9	43,3	62,2	255,8	463,9	719,7
2007	164,5	422,5	587,0	..	..	..	..	..	..
2008	96,5	493,4	589,9	..	..	..	..	..	..
Publicité et services connexes [5418]									
2006	28,4	125,4	153,8	11,1	17,2	28,3	39,5	142,6	182,1
2007	43,3	131,8	175,1	..	..	..	..	..	..
2008	40,6	119,2	159,8	..	..	..	..	..	..
Autres services professionnels, scientifiques et techniques [5419]									
2006	17,0	146,4	163,4	4,1	34,5	38,6	21,1	180,9	202,0
2007	12,9	146,9	159,8	..	..	..	..	..	..
2008	7,0	151,1	158,0	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2006	481,7	2 727,4	3 209,1	89,8	309,7	399,5	571,5	3 037,1	3 608,6
2007	422,3	2 747,3	3 169,7	..	..	..	..	..	..
2008	324,3	2 835,6	3 160,0	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0016.

Tableau 2-12
Immobilisations et réparations, Canada — Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement, secteur [56]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Services administratifs et services de soutien [561]									
2006	232,3	1 037,1	1 269,4	51,1	236,0	287,1	283,4	1 273,1	1 556,5
2007	259,0	1 030,3	1 289,3	..	..	..	..	..	..
2008	211,3	1 006,8	1 218,1	..	..	..	..	..	..
Services de gestion des déchets et d'assainissement [562]									
2006	152,4	373,3	525,7	39,5	118,3	157,8	191,9	491,6	683,5
2007	170,9	384,4	555,3	..	..	..	..	..	..
2008	167,9	420,5	588,4	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2006	384,6	1 410,4	1 795,0	90,6	354,3	444,9	475,2	1 764,7	2 240,0
2007	429,9	1 414,7	1 844,6	..	..	..	..	..	..
2008	379,2	1 427,3	1 806,5	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0017.

Tableau 2-13
Immobilisations et réparations, Canada — Services d'enseignement, secteur [61]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	
millions de dollars									
Écoles primaires et secondaires [6111]									
2006	2 684,3	581,8	3 266,2	914,3	94,8	1 009,1	3 598,6	676,6	4 275,2
2007	3 053,5	665,1	3 718,5	..	..	..	..	..	..
2008	2 582,7	627,3	3 210,0	..	..	..	..	..	..
Collèges communautaires et cégeps [6112]									
2006	577,1	382,3	959,4	74,0	47,7	121,7	651,1	430,0	1 081,1
2007	621,3	397,0	1 018,3	..	..	..	..	..	..
2008	610,1	458,3	1 068,4	..	..	..	..	..	..
Universités [6113]									
2006	1 896,0	1 167,8	3 063,8	248,1	171,0	419,1	2 144,1	1 338,8	3 482,9
2007	2 115,4	1 176,8	3 292,2	..	..	..	..	..	..
2008	2 172,6	1 178,7	3 351,3	..	..	..	..	..	..
Écoles de commerce et de formation en informatique et en gestion [6114]									
2006	1,7	15,6	17,4	0,5	2,3	2,7	2,2	17,9	20,1
2007	1,5	11,8	13,3	..	..	..	..	..	..
2008	1,5	12,0	13,4	..	..	..	..	..	..
Écoles techniques et écoles de métiers [6115]									
2006	11,4	18,0	29,5	4,7	6,2	10,8	16,1	24,2	40,3
2007	30,9	33,7	64,6	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	77,2	..	..	..	..	..	..
Autres établissements d'enseignement et de formation [6116]									
2006	17,9	47,0	64,8	9,9	7,5	17,4	27,8	54,5	82,2
2007	19,2	32,4	51,7	..	..	..	..	..	..
2008	47,7	35,4	83,1	..	..	..	..	..	..
Services de soutien à l'enseignement [6117]									
2006	3,7	10,6	14,3	1,1	0,6	1,7	4,8	11,2	16,0
2007	4,2	11,2	15,4	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	11,2	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2006	5 192,1	2 223,2	7 415,3	1 252,5	330,0	1 582,5	6 444,6	2 553,2	8 997,8
2007	5 846,0	2 328,0	8 173,9	..	..	..	..	..	..
2008	5 467,9	2 346,7	7 814,6	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0018.

Tableau 2-14
Immobilisations et réparations, Canada — Soins de santé et assistance sociale, secteur [62]

	Immobilisations			Réparations 1			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Services de soins ambulatoires [621]									
2006	103,8	318,8	422,6	64,2	93,1	157,4	168,0	411,9	580,0
2007	72,8	329,0	401,8	..	..	..	..	..	..
2008	72,0	289,2	361,2	..	..	..	..	..	..
Hôpitaux [622]									
2006	3 184,2	2 075,2	5 259,4	365,6	382,6	748,2	3 549,8	2 457,8	6 007,6
2007	3 010,6	2 334,7	5 345,3	..	..	..	..	..	..
2008	3 053,4	2 128,0	5 181,4	..	..	..	..	..	..
Établissements de soins infirmiers et de soins pour bénéficiaires internes [623]									
2006	1 124,8	285,1	1 409,9	106,6	63,7	170,3	1 231,4	348,8	1 580,2
2007	1 018,8	256,8	1 275,5	..	..	..	..	..	..
2008	1 088,3	259,2	1 347,6	..	..	..	..	..	..
Assistance sociale [624]									
2006	94,0	50,1	144,1	41,4	16,2	57,6	135,4	66,3	201,7
2007	74,2	78,0	152,2	..	..	..	..	..	..
2008	57,3	69,1	126,4	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2006	4 506,8	2 729,2	7 236,0	577,8	555,6	1 133,5	5 084,6	3 284,8	8 369,5
2007	4 176,4	2 998,4	7 174,8	..	..	..	..	..	..
2008	4 271,0	2 745,5	7 016,6	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.
Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0019.

Tableau 2-15
Immobilisations et réparations, Canada — Arts, spectacles et loisirs, secteur [71]

	Immobilisations			Réparations 1			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Arts d'interprétation, sports-spectacles et activités connexes [711]									
2006	208,1	93,9	301,9	25,0	11,6	36,5	233,1	105,5	338,5
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	148,3	164,0	312,3	..	..	..	..	..	..
Établissements du patrimoine [712]									
2006	122,2	29,0	151,2	28,9	7,8	36,7	151,1	36,8	187,9
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	144,1	37,3	181,4	..	..	..	..	..	..
Divertissement, loisirs et jeux de hasard et loteries [713]									
2006	507,3	527,5	1 034,8	85,3	117,2	202,5	592,6	644,7	1 237,3
2007	547,2	813,2	1 360,4	..	..	..	..	..	..
2008	369,4	818,5	1 187,9	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2006	837,5	650,4	1 487,9	139,1	136,7	275,8	976,6	787,1	1 763,7
2007	1 064,9	981,6	2 046,4	..	..	..	..	..	..
2008	661,8	1 019,8	1 681,6	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.
Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0020.

Tableau 2-16
Immobilisations et réparations, Canada — Hébergement et services de restauration, secteur [72]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Services d'hébergement [721]									
2006	1 107,4	318,9	1 426,3	131,5	168,0	299,5	1 238,9	486,9	1 725,9
2007	1 220,1	257,9	1 478,1	..	..	..	..	..	..
2008	1 192,8	308,2	1 501,1	..	..	..	..	..	..
Services de restauration et débits de boissons [722]									
2006	678,8	499,0	1 177,8	92,9	195,8	288,7	771,7	694,8	1 466,5
2007	763,4	458,0	1 221,4	..	..	..	..	..	..
2008	726,6	429,4	1 156,0	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2006	1 786,2	817,9	2 604,1	224,4	363,8	588,2	2 010,6	1 181,7	3 192,3
2007	1 983,5	716,0	2 699,5	..	..	..	..	..	..
2008	1 919,4	737,6	2 657,1	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.
Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0021.

Tableau 2-17
Immobilisations et réparations, Canada — Autres services, sauf les administrations publiques¹, secteur [81]

	Immobilisations			Réparations ²		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Réparation et entretien [811]									
2006	57,8	454,9	512,7	19,3	120,2	139,5	77,1	575,1	652,2
2007	37,7	450,5	488,2	..	..	..	..	..	..
2008	65,0	397,6	462,6	..	..	..	..	..	..
Services personnels et services de blanchissage [812]									
2006	108,3	236,3	344,6	29,4	72,4	101,8	137,7	308,7	446,4
2007	113,6	234,6	348,1	..	..	..	..	..	..
2008	130,1	203,3	333,4	..	..	..	..	..	..
Organismes religieux, fondations, groupes de citoyens et organisations professionnelles et similaires [813]									
2006	323,6	328,4	652,0	133,9	67,9	201,8	457,5	396,3	853,8
2007	357,3	361,5	718,8	..	..	..	..	..	..
2008	343,9	360,5	704,4	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2006	489,7	1 019,6	1 509,3	182,6	260,5	443,0	672,3	1 280,1	1 952,3
2007	508,6	1 046,5	1 555,1	..	..	..	..	..	..
2008	539,0	961,5	1 500,5	..	..	..	..	..	..

1. Les dépenses en immobilisations pour le sous-secteur 814 « Ménages privés » de la SCIAN sont exclues du total pour cette catégorie ou ce tableau.
 2. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.
Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0022.

Tableau 2-18
Immobilisations et réparations, Canada — Administrations publiques¹, secteur [91]

	Immobilisations			Réparations ²		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
	millions de dollars								
Administration publique fédérale [911]									
2006	1 755,4	2 110,5	3 865,9	697,0	364,2	1 061,1	2 452,4	2 474,7	4 927,1
2007	1 895,9	2 463,1	4 359,0	..	..	..	..	..	..
2008	2 276,0	2 444,9	4 720,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2006	6 194,4	1 752,4	7 946,7	1 468,5	473,9	1 942,4	7 662,9	2 226,3	9 889,1
2007	7 560,6	1 848,5	9 409,1	..	..	..	..	..	..
2008	9 830,2	1 775,2	11 605,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2006	11 555,1	1 852,2	13 407,3	1 095,2	396,8	1 492,0	12 650,3	2 249,0	14 899,3
2007	13 319,2	1 938,8	15 258,0	..	..	..	..	..	..
2008	14 660,3	2 317,7	16 977,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2006	19 504,9	5 715,1	25 220,0	3 260,6	1 234,9	4 495,6	22 765,5	6 950,0	29 715,5
2007	22 775,7	6 250,4	29 026,1	..	..	..	..	..	..
2008	26 766,4	6 537,8	33 304,2	..	..	..	..	..	..

1. Les dépenses en immobilisations pour le sous-secteur 919 « Organismes publics internationaux et autres organismes publics extra-territoriaux » de la SCIAN sont exclues du total pour cette catégorie ou ce tableau.

2. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 3
Résumé par provinces et territoire

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Terre-Neuve-et-Labrador									
2006	3 242,5	1 116,3	4 358,8	381,6	460,3	841,9	3 624,1	1 576,6	5 200,7
2007	2 846,8	1 193,0	4 039,8	..	..	..	..	..	..
2008	3 438,5	1 209,2	4 647,7	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard									
2006	486,7	340,6	827,3	94,9	119,8	214,7	581,6	460,4	1 042,0
2007	484,8	459,0	943,7	..	..	..	..	..	..
2008	524,0	435,5	959,5	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse									
2006	3 951,9	2 385,5	6 337,4	782,8	848,0	1 630,8	4 734,7	3 233,5	7 968,2
2007	3 903,2	2 325,9	6 229,1	..	..	..	..	..	..
2008	4 264,5	2 341,7	6 606,3	..	..	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick									
2006	3 588,4	2 097,6	5 686,0	525,8	750,7	1 276,5	4 114,2	2 848,3	6 962,5
2007	4 008,1	1 983,8	5 991,9	..	..	..	..	..	..
2008	4 005,1	2 102,5	6 107,7	..	..	..	..	..	..
Québec									
2006	32 393,1	19 416,2	51 809,4	5 372,6	5 352,4	10 725,0	37 765,7	24 768,6	62 534,3
2007	36 012,0	20 343,1	56 355,0	..	..	..	..	..	..
2008	38 866,8	21 514,7	60 381,5	..	..	..	..	..	..
Ontario									
2006	56 721,4	41 835,7	98 557,1	9 782,8	10 244,9	20 027,7	66 504,2	52 080,6	118 584,8
2007	59 520,1	43 638,1	103 158,1	..	..	..	..	..	..
2008	61 883,8	44 521,7	106 405,5	..	..	..	..	..	..
Manitoba									
2006	4 809,7	3 027,6	7 837,3	1 149,8	1 125,2	2 274,9	5 959,5	4 152,8	10 112,2
2007	5 794,6	3 357,7	9 152,3	..	..	..	..	..	..
2008	7 079,4	3 793,0	10 872,4	..	..	..	..	..	..
Saskatchewan									
2006	6 762,7	3 510,1	10 272,7	1 129,9	1 522,6	2 652,5	7 892,6	5 032,7	12 925,2
2007	6 809,4	3 621,6	10 431,0	..	..	..	..	..	..
2008	8 189,5	4 123,8	12 313,3	..	..	..	..	..	..
Alberta									
2006	52 986,8	23 936,8	76 923,7	3 401,2	5 674,6	9 075,8	56 388,0	29 611,4	85 999,4
2007	55 882,0	24 819,0	80 701,0	..	..	..	..	..	..
2008	56 220,2	27 532,4	83 752,7	..	..	..	..	..	..
Colombie-Britannique									
2006	28 440,7	11 471,5	39 912,2	3 660,5	4 591,6	8 252,1	32 101,2	16 063,1	48 164,4
2007	29 899,7	12 186,3	42 086,1	..	..	..	..	..	..
2008	31 453,9	12 576,3	44 030,2	..	..	..	..	..	..
Territoire du Yukon									
2006	447,1	120,3	567,4	69,7	34,3	104,1	516,8	154,6	671,5
2007	537,3	105,3	642,6	..	..	..	..	..	..
2008	551,6	187,8	739,4	..	..	..	..	..	..
Territoires du Nord-Ouest									
2006	1 531,6	316,8	1 848,3	91,8	180,7	272,5	1 623,4	497,5	2 120,8
2007	1 771,4	277,1	2 048,5	..	..	..	..	..	..
2008	1 359,0	333,0	1 691,9	..	..	..	..	..	..
Nunavut									
2006	400,4	72,3	472,7	28,9	20,7	49,6	429,3	93,0	522,3
2007	676,9	139,7	816,5	..	..	..	..	..	..
2008	677,1	268,1	945,2	..	..	..	..	..	..
Total									
2006	195 762,9	109 647,4	305 410,2	26 472,2	30 925,8	57 397,9	222 235,1	140 573,2	362 808,2
2007	208 146,2	114 449,6	322 595,8	..	..	..	..	..	..
2008	218 513,5	120 939,7	339 453,2	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM029-0024.

Tableau 4-1
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Terre-Neuve-et-Labrador

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2006	19,4	26,9	46,3	21,1	32,0	53,2	40,5	58,9	99,5
2007	18,2	25,6	43,8	..	..	..	..	..	..
2008	17,5	24,1	41,6	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2006	1,0	1,0	2,0	0,8	2,3	3,1	1,8	3,3	5,1
2007	1,0	1,0	2,1	..	..	..	..	..	..
2008	1,0	1,0	2,0	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2006	4,1	6,2	10,3	1,0	0,9	1,8	5,1	7,1	12,2
2007	4,2	6,4	10,6	..	..	..	..	..	..
2008	4,0	6,2	10,1	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2006	10,4	15,4	25,8	16,5	22,1	38,6	26,9	37,5	64,4
2007	10,1	14,9	25,0	..	..	..	..	..	..
2008	10,0	14,7	24,6	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2006	x	x	1 730,2	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	1 177,7	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	1 682,0	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2006	x	x	1 275,2	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	906,9	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	1 415,6	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2006	x	x	331,9	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	133,4	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	138,2	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2006	85,9	37,3	123,1	0,1	9,0	9,1	86,0	46,3	132,3
2007	120,5	17,0	137,5	..	..	..	..	..	..
2008	117,1	11,1	128,2	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2006	94,0	57,3	151,3	19,0	30,5	49,5	113,0	87,8	200,7
2007	51,7	97,6	149,3	..	..	..	..	..	..
2008	51,6	81,4	132,9	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2006	6,5	45,3	51,8	2,4	43,8	46,2	8,9	89,1	98,0
2007	6,8	46,9	53,7	..	..	..	..	..	..
2008	6,9	46,9	53,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2006	x	x	148,4	x	x	61,5	x	x	210,0
2007	x	x	147,1	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	195,6	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2006	9,5	17,7	27,2	2,2	4,8	7,0	11,7	22,5	34,2
2007	5,1	18,2	23,3	..	..	..	..	..	..
2008	2,6	17,1	19,7	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-1 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Terre-Neuve-et-Labrador

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
	millions de dollars								
Commerce de détail [44-45]									
2006	91,6	41,2	132,8	5,9	9,7	15,6	97,5	50,9	148,4
2007	106,9	46,0	153,0	..	..	..	..	..	..
2008	107,1	45,8	152,9	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2006	22,6	114,6	137,2	6,0	63,2	69,2	28,6	177,8	206,4
2007	34,4	137,6	172,0	..	..	..	..	..	..
2008	23,4	118,9	142,3	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2006	36,8	83,6	120,4	3,1	10,8	13,9	39,9	94,4	134,3
2007	34,0	88,0	122,0	..	..	..	..	..	..
2008	30,4	84,2	114,5	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2006	6,8	134,7	141,5	2,5	2,2	4,7	9,3	136,9	146,2
2007	4,6	144,1	148,7	..	..	..	..	..	..
2008	9,4	138,5	148,0	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2006	18,3	83,3	101,6	4,0	4,9	8,9	22,3	88,2	110,5
2007	11,8	85,4	97,2	..	..	..	..	..	..
2008	16,7	77,8	94,6	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2006	0,5	0,7	1,2	0,0	0,2	0,2	0,5	0,9	1,5
2007	0,4	0,8	1,3	..	..	..	..	..	..
2008	0,6	0,9	1,5	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2006	1,6	5,4	7,0	0,1	2,3	2,4	1,7	7,7	9,4
2007	2,1	9,7	11,8	..	..	..	..	..	..
2008	1,8	9,3	11,1	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2006	40,7	17,9	58,5	x	1,8	x	x	19,7	x
2007	57,5	20,1	77,6	..	..	..	..	..	..
2008	62,6	18,2	80,9	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2006	32,0	25,3	57,4	8,0	9,5	17,5	40,0	34,8	74,9
2007	38,6	37,8	76,4	..	..	..	..	..	..
2008	37,3	38,2	75,5	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2006	0,7	0,8	1,5	0,5	0,3	0,7	1,2	1,1	2,3
2007	1,3	1,2	2,5	..	..	..	..	..	..
2008	0,6	1,0	1,6	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2006	2,7	7,9	10,6	1,4	2,1	3,5	4,1	10,0	14,1
2007	1,2	5,8	6,9	..	..	..	..	..	..
2008	8,2	4,8	12,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2006	273,4	65,7	339,0	79,8	37,6	117,5	353,2	103,3	456,5
2007	300,9	88,3	389,3	..	..	..	..	..	..
2008	329,1	102,7	431,8	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-1 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Terre-Neuve-et-Labrador

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Administration publique fédérale [911]									
2006	43,0	30,2	73,2	9,7	16,2	26,0	52,7	46,4	99,1
2007	51,3	47,7	99,0	..	..	..	..	..	..
2008	64,6	61,0	125,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2006	121,8	24,1	145,9	33,2	7,9	41,1	155,0	32,0	187,0
2007	156,2	31,4	187,6	..	..	..	..	..	..
2008	195,7	30,4	226,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2006	108,5	11,4	120,0	36,9	13,5	50,5	145,4	24,9	170,4
2007	93,5	9,2	102,6	..	..	..	..	..	..
2008	68,8	11,2	80,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2006	1 038,3	0,0	1 038,3	201,0	0,0	201,0	1 239,3	0,0	1 239,3
2007	1 141,0	0,0	1 141,0	..	..	..	..	..	..
2008	1 209,9	0,0	1 209,9	..	..	..	..	..	..
Total									
2006	3 242,5	1 116,3	4 358,8	381,6	460,3	841,9	3 624,1	1 576,6	5 200,7
2007	2 846,8	1 193,0	4 039,8	..	..	..	..	..	..
2008	3 438,5	1 209,2	4 647,7	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-2
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Île-du-Prince-Édouard

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2006	12,6	40,1	52,7	9,6	37,9	47,5	22,2	78,0	100,2
2007	12,5	40,3	52,8	..	..	..	..	..	..
2008	11,9	38,6	50,5	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2006	4,5	23,1	27,5	4,9	20,8	25,7	9,4	43,9	53,3
2007	4,6	23,4	28,0	..	..	..	..	..	..
2008	4,3	22,5	26,8	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2006	4,2	13,9	18,1	2,0	3,8	5,8	6,2	17,7	23,9
2007	4,3	14,1	18,5	..	..	..	..	..	..
2008	4,1	13,6	17,6	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2006	3,6	2,2	5,8	2,7	12,7	15,4	6,3	14,9	21,2
2007	3,6	2,2	5,8	..	..	..	..	..	..
2008	3,6	2,2	5,7	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2006	x	x	x	0,0	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2006	x	x	85,0	x	x	6,5	x	x	91,4
2007	x	x	188,8	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	147,8	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2006	2,7	19,6	22,3	0,4	6,6	7,1	3,1	26,2	29,4
2007	2,7	19,5	22,3	..	..	..	..	..	..
2008	2,7	19,2	21,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2006	5,4	44,7	50,1	7,0	28,3	35,3	12,4	73,0	85,4
2007	7,7	32,7	40,4	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	89,0	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2006	1,0	6,0	7,1	0,6	2,5	3,1	1,6	8,5	10,2
2007	0,9	5,4	6,3	..	..	..	..	..	..
2008	0,5	4,9	5,4	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2006	24,7	14,2	38,8	1,9	3,1	5,0	26,6	17,3	43,9
2007	14,2	14,0	28,2	..	..	..	..	..	..
2008	24,1	13,4	37,6	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2006	x	x	16,6	1,8	8,9	10,6	x	x	27,2
2007	x	x	23,7	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	24,6	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2006	5,8	7,7	13,5	1,1	2,6	3,6	6,9	10,3	17,1
2007	5,5	7,1	12,6	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	18,0	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-2 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Île-du-Prince-Édouard

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	
millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2006	5,9	37,0	42,9	0,6	1,4	2,1	6,5	38,4	44,9
2007	2,2	36,0	38,1	..	..	..	..	..	..
2008	5,3	36,4	41,7	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2006	8,6	23,8	32,4	2,1	1,0	3,1	10,7	24,8	35,4
2007	6,0	23,4	29,5	..	..	..	..	..	..
2008	7,7	23,4	31,1	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	0,2	x	x	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2006	0,2	0,6	0,8	0,0	0,1	0,1	0,2	0,7	0,9
2007	0,1	0,7	0,7	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	0,9	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2006	34,4	10,7	45,0	11,0	3,5	14,5	45,4	14,2	59,5
2007	29,2	14,6	43,8	..	..	..	..	..	..
2008	30,7	12,5	43,2	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2006	1,1	8,9	10,1	2,3	2,1	4,4	3,4	11,0	14,4
2007	3,9	13,1	17,0	..	..	..	..	..	..
2008	19,4	8,1	27,5	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	2,6	1,6	4,2	..	..	..	..	..	..
2008	1,0	0,7	1,7	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2006	4,4	6,7	11,1	3,0	3,4	6,3	7,4	10,1	17,4
2007	5,9	5,1	11,0	..	..	..	..	..	..
2008	5,6	4,8	10,4	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2006	1,6	7,2	8,8	1,9	2,9	4,8	3,5	10,1	13,6
2007	4,1	5,7	9,8	..	..	..	..	..	..
2008	2,8	5,6	8,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2006	96,2	29,5	125,7	8,0	7,7	15,7	104,2	37,2	141,4
2007	103,5	44,0	147,5	..	..	..	..	..	..
2008	95,3	44,3	139,7	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2006	25,6	22,3	47,9	4,1	4,9	8,9	29,7	27,2	56,9
2007	22,5	22,0	44,5	..	..	..	..	..	..
2008	14,3	24,3	38,7	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2006	26,4	6,5	32,9	0,1	0,3	0,4	26,5	6,8	33,3
2007	38,8	20,7	59,5	..	..	..	..	..	..
2008	39,5	18,9	58,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2006	44,1	0,7	44,8	3,9	2,5	6,3	48,0	3,2	51,2
2007	42,2	1,3	43,5	..	..	..	..	..	..
2008	41,5	1,1	42,5	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-2 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Île-du-Prince-Édouard

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2006	241,6	0,0	241,6	41,0	0,0	41,0	282,6	0,0	282,6
2007	249,1	0,0	249,1	..	..	..	..	..	..
2008	249,2	0,0	249,2	..	..	..	..	..	..
Total									
2006	486,7	340,6	827,3	94,9	119,8	214,7	581,6	460,4	1 042,0
2007	484,8	459,0	943,7	..	..	..	..	..	..
2008	524,0	435,5	959,5	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-3
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouvelle-Écosse

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2006	46,1	65,3	111,4	31,0	116,2	147,3	77,1	181,5	258,7
2007	45,7	64,8	110,5	..	..	..	..	..	..
2008	42,8	61,8	104,6	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2006	3,4	10,5	13,9	3,9	17,1	21,0	7,3	27,6	34,9
2007	3,5	10,6	14,1	..	..	..	..	..	..
2008	3,3	10,2	13,5	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2006	10,6	23,5	34,0	5,2	6,6	11,8	15,8	30,1	45,8
2007	10,8	23,8	34,6	..	..	..	..	..	..
2008	10,2	22,9	33,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2006	x	x	6,9	0,4	9,7	10,1	x	x	17,0
2007	0,1	7,2	7,3	..	..	..	..	..	..
2008	0,1	7,1	7,2	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2006	29,9	21,8	51,8	21,5	81,7	103,1	51,4	103,5	154,9
2007	30,1	21,9	52,0	..	..	..	..	..	..
2008	29,0	21,1	50,1	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2006	x	x	4,8	0,0	1,1	1,1	x	x	6,0
2007	x	x	2,4	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	0,7	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2006	x	x	380,8	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	183,4	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	191,4	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2006	x	x	318,6	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	93,1	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	84,0	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2006	x	x	33,2	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	47,2	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	45,9	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2006	16,9	12,2	29,1	0,1	13,6	13,7	17,0	25,8	42,8
2007	23,1	20,0	43,1	..	..	..	..	..	..
2008	39,5	22,1	61,6	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2006	x	x	211,6	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	239,5	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	246,4	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2006	14,3	104,6	118,8	3,1	57,8	60,9	17,4	162,4	179,8
2007	14,6	105,9	120,5	..	..	..	..	..	..
2008	16,2	117,0	133,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2006	54,1	337,8	391,9	19,0	257,9	276,9	73,1	595,7	668,8
2007	87,8	353,2	441,0	..	..	..	..	..	..
2008	219,5	361,4	580,9	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2006	16,0	63,5	79,5	6,5	16,7	23,1	22,5	80,2	102,7
2007	36,3	71,8	108,1	..	..	..	..	..	..
2008	60,8	98,4	159,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-3 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouvelle-Écosse

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Commerce de détail [44-45]									
2006	157,7	137,6	295,3	14,4	26,0	40,5	172,1	163,6	335,7
2007	169,8	96,9	266,7	..	..	..	..	..	..
2008	193,4	102,6	296,0	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2006	112,4	233,5	345,9	20,3	99,6	119,9	132,7	333,1	465,8
2007	115,8	298,2	414,0	..	..	..	..	..	..
2008	185,2	236,6	421,8	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2006	65,6	177,1	242,7	3,0	12,6	15,6	68,6	189,7	258,3
2007	53,0	171,6	224,5	..	..	..	..	..	..
2008	51,2	174,4	225,7	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2006	17,1	356,8	373,9	6,7	6,0	12,7	23,8	362,8	386,7
2007	12,0	334,1	346,1	..	..	..	..	..	..
2008	16,8	324,8	341,6	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2006	113,0	419,6	532,6	7,4	18,1	25,5	120,4	437,7	558,1
2007	65,3	374,5	439,8	..	..	..	..	..	..
2008	63,8	389,2	453,0	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2006	7,0	42,0	49,0	x	x	x	x	x	x
2007	3,6	45,7	49,2	..	..	..	..	..	..
2008	3,1	47,0	50,1	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2006	0,5	2,5	3,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,5	3,0
2007	0,7	2,7	3,4	..	..	..	..	..	..
2008	0,6	1,7	2,3	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2006	7,5	27,8	35,3	1,8	9,8	11,5	9,3	37,6	46,8
2007	24,7	29,1	53,9	..	..	..	..	..	..
2008	19,2	35,7	54,9	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2006	144,3	53,4	197,7	18,9	5,4	24,3	163,2	58,8	221,9
2007	140,0	47,8	187,8	..	..	..	..	..	..
2008	172,8	50,4	223,1	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2006	63,3	53,0	116,3	4,6	10,3	14,9	67,9	63,3	131,3
2007	71,8	40,1	111,9	..	..	..	..	..	..
2008	72,9	33,7	106,6	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2006	5,2	11,2	16,4	1,1	5,7	6,8	6,3	16,9	23,1
2007	3,6	5,8	9,5	..	..	..	..	..	..
2008	4,4	6,1	10,5	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2006	51,1	21,2	72,2	4,3	10,9	15,1	55,4	32,1	87,4
2007	62,3	20,6	83,0	..	..	..	..	..	..
2008	67,0	19,8	86,9	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2006	8,8	16,5	25,3	0,6	4,0	4,6	9,4	20,5	30,0
2007	1,4	19,5	20,9	..	..	..	..	..	..
2008	14,7	11,0	25,7	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2006	663,9	183,9	847,8	218,4	23,2	241,6	882,3	207,1	1 089,4
2007	650,0	175,2	825,2	..	..	..	..	..	..
2008	652,5	193,1	845,7	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-3 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouvelle-Écosse

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Administration publique fédérale [911]									
2006	77,4	75,9	153,3	52,8	21,3	74,1	130,2	97,2	227,4
2007	116,4	89,9	206,3	..	..	..	..	..	..
2008	149,5	114,3	263,8	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2006	297,6	79,3	376,9	160,0	0,0	160,0	457,6	79,3	536,9
2007	225,4	61,8	287,2	..	..	..	..	..	..
2008	223,7	58,0	281,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2006	288,8	28,7	317,5	5,6	1,9	7,5	294,4	30,6	325,1
2007	308,2	23,5	331,6	..	..	..	..	..	..
2008	279,3	20,9	300,2	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2006	1 889,9	0,0	1 889,9	418,0	0,0	418,0	2 307,9	0,0	2 307,9
2007	1 990,3	0,0	1 990,3	..	..	..	..	..	..
2008	2 046,6	0,0	2 046,6	..	..	..	..	..	..
Total									
2006	3 951,9	2 385,5	6 337,4	782,8	848,0	1 630,8	4 734,7	3 233,5	7 968,2
2007	3 903,2	2 325,9	6 229,1	..	..	..	..	..	..
2008	4 264,5	2 341,7	6 606,3	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-4
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouveau-Brunswick

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2006	22,6	55,8	78,4	10,3	61,7	72,0	32,9	117,5	150,5
2007	21,5	48,6	70,1	..	..	..	..	..	..
2008	20,6	47,1	67,7	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2006	7,5	19,0	26,5	4,7	22,3	27,0	12,2	41,3	53,5
2007	7,7	19,3	27,0	..	..	..	..	..	..
2008	7,2	18,6	25,8	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2006	5,9	16,2	22,1	3,0	5,5	8,5	8,9	21,7	30,6
2007	6,0	16,5	22,5	..	..	..	..	..	..
2008	5,6	15,8	21,5	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2006	2,2	14,9	17,1	1,8	30,3	32,1	4,0	45,2	49,2
2007	0,9	7,8	8,8	..	..	..	..	..	..
2008	1,0	8,3	9,2	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2006	7,0	4,2	11,2	0,7	1,3	2,0	7,7	5,5	13,1
2007	6,9	4,1	11,0	..	..	..	..	..	..
2008	6,8	4,0	10,8	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2006	0,1	1,4	1,5	0,0	2,4	2,4	0,1	3,8	4,0
2007	0,1	0,8	0,9	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,5	0,5	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2006	x	x	192,3	x	x	101,9	x	x	294,2
2007	x	x	331,4	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	436,2	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2006	x	x	619,4	x	x	47,0	x	x	666,5
2007	x	x	927,1	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	976,0	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2006	13,2	97,0	110,2	3,5	53,9	57,4	16,7	150,9	167,6
2007	14,9	108,1	123,0	..	..	..	..	..	..
2008	15,0	108,4	123,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2006	x	x	598,3	x	x	328,6	x	x	926,9
2007	53,1	501,1	554,1	..	..	..	..	..	..
2008	34,8	517,9	552,7	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2006	18,0	33,7	51,8	3,1	7,2	10,3	21,1	40,9	62,1
2007	19,2	37,6	56,9	..	..	..	..	..	..
2008	22,1	42,5	64,6	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2006	157,9	124,0	281,9	10,8	29,7	40,5	168,7	153,7	322,3
2007	167,8	97,9	265,7	..	..	..	..	..	..
2008	207,3	126,5	333,8	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2006	247,6	104,3	351,9	20,8	54,3	75,1	268,4	158,6	427,0
2007	253,5	135,4	388,9	..	..	..	..	..	..
2008	56,8	130,2	187,0	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2006	60,5	293,0	353,5	2,4	19,1	21,5	62,9	312,1	375,0
2007	66,9	168,9	235,7	..	..	..	..	..	..
2008	52,8	154,8	207,6	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-4 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouveau-Brunswick

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2006	11,6	246,7	258,3	3,1	4,4	7,5	14,7	251,1	265,9
2007	14,5	246,8	261,3	..	..	..	..	..	..
2008	25,8	250,4	276,2	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2006	66,2	227,3	293,5	10,0	9,0	19,0	76,2	236,3	312,5
2007	44,2	227,0	271,1	..	..	..	..	..	..
2008	36,2	235,3	271,5	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2006	2,8	36,8	39,6	1,3	3,6	5,0	4,1	40,4	44,6
2007	3,1	38,2	41,2	..	..	..	..	..	..
2008	1,8	37,8	39,6	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	0,0	0,8	0,9	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,1	0,2	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2006	6,2	20,1	26,3	18,4	12,4	30,8	24,6	32,5	57,1
2007	7,1	21,1	28,2	..	..	..	..	..	..
2008	7,6	23,7	31,3	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2006	79,1	26,8	105,9	15,1	4,0	19,1	94,2	30,8	125,0
2007	78,3	26,2	104,5	..	..	..	..	..	..
2008	59,3	26,5	85,8	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2006	196,2	46,7	242,8	12,7	8,0	20,7	208,9	54,7	263,6
2007	139,3	45,0	184,3	..	..	..	..	..	..
2008	94,7	29,4	124,1	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	7,5	4,0	11,5	..	..	..	..	..	..
2008	4,5	3,9	8,4	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2006	33,1	12,9	46,0	5,1	8,4	13,5	38,2	21,3	59,5
2007	28,3	10,3	38,6	..	..	..	..	..	..
2008	22,5	9,9	32,4	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2006	7,0	17,7	24,7	2,6	1,9	4,5	9,6	19,6	29,1
2007	11,6	15,0	26,6	..	..	..	..	..	..
2008	12,4	16,7	29,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2006	476,4	129,5	606,0	21,6	41,4	62,9	498,0	170,9	668,9
2007	427,9	153,2	581,2	..	..	..	..	..	..
2008	581,7	149,4	731,1	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2006	79,3	38,4	117,7	13,0	8,3	21,3	92,3	46,7	139,0
2007	82,7	50,2	132,8	..	..	..	..	..	..
2008	95,6	59,7	155,3	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2006	224,3	76,5	300,8	2,0	23,8	25,8	226,3	100,3	326,6
2007	183,7	83,0	266,8	..	..	..	..	..	..
2008	281,8	74,1	355,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2006	172,9	14,6	187,5	6,5	9,3	15,8	179,4	23,9	203,3
2007	161,5	20,0	181,6	..	..	..	..	..	..
2008	204,3	15,6	219,9	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-4 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouveau-Brunswick

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	
millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2006	1 394,3	0,0	1 394,3	328,0	0,0	328,0	1 722,3	0,0	1 722,3
2007	1 489,6	0,0	1 489,6	..	..	..	..	..	..
2008	1 528,9	0,0	1 528,9	..	..	..	..	..	..
Total									
2006	3 588,4	2 097,6	5 686,0	525,8	750,7	1 276,5	4 114,2	2 848,3	6 962,5
2007	4 008,1	1 983,8	5 991,9	..	..	..	..	..	..
2008	4 005,1	2 102,5	6 107,7	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-5
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Québec

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2006	258,4	419,1	677,6	166,9	398,3	565,2	425,3	817,4	1 242,8
2007	255,3	421,0	676,3	..	..	..	..	..	..
2008	242,4	396,1	638,5	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2006	52,9	143,9	196,8	71,2	220,6	291,8	124,1	364,5	488,7
2007	54,1	146,2	200,3	..	..	..	..	..	..
2008	50,9	140,3	191,1	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2006	188,2	215,9	404,1	82,8	93,3	176,1	271,0	309,2	580,2
2007	192,5	219,4	412,0	..	..	..	..	..	..
2008	181,0	210,6	391,6	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2006	12,0	45,1	57,1	x	x	86,8	x	x	143,9
2007	x	x	46,4	..	..	..	..	..	..
2008	8,5	35,4	43,8	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2006	1,4	2,5	3,9	0,5	2,3	2,8	1,9	4,8	6,7
2007	1,3	2,4	3,7	..	..	..	..	..	..
2008	1,3	2,3	3,6	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2006	3,9	11,7	15,6	x	x	7,7	x	x	23,3
2007	x	x	13,9	..	..	..	..	..	..
2008	0,9	7,6	8,4	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2006	781,5	202,8	984,3	58,1	361,1	419,1	839,6	563,9	1 403,4
2007	1 012,9	296,6	1 309,5	..	..	..	..	..	..
2008	1 317,8	575,0	1 892,8	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2006	3 576,5	818,6	4 395,1	x	x	x	x	x	x
2007	3 779,2	713,8	4 493,0	..	..	..	..	..	..
2008	4 385,9	707,5	5 093,4	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2006	141,1	994,8	1 135,8	22,5	380,3	402,8	163,6	1 375,1	1 538,6
2007	153,1	1 070,0	1 223,1	..	..	..	..	..	..
2008	159,7	1 110,6	1 270,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2006	593,4	3 454,1	4 047,4	280,1	1 986,6	2 266,8	873,5	5 440,7	6 314,2
2007	493,6	3 148,2	3 641,7	..	..	..	..	..	..
2008	713,4	3 849,5	4 562,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication d'aliments [311]									
2006	56,4	259,8	316,2	23,8	147,8	171,6	80,2	407,6	487,8
2007	42,7	243,5	286,2	..	..	..	..	..	..
2008	75,3	260,8	336,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication de boissons [3121]									
2006	9,8	79,0	88,7	2,1	25,3	27,3	11,9	104,3	116,0
2007	14,1	68,1	82,2	..	..	..	..	..	..
2008	15,9	75,7	91,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication du tabac [3122]									
2006	x	x	42,1	x	x	6,0	x	x	48,1
2007	x	x	33,6	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	29,1	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2006	2,4	27,7	30,1	2,3	25,5	27,8	4,7	53,2	57,8
2007	1,0	21,6	22,6	..	..	..	..	..	..
2008	1,0	24,0	25,0	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2006	2,0	16,0	18,0	0,6	10,1	10,8	2,6	26,1	28,8
2007	0,9	9,6	10,5	..	..	..	..	..	..
2008	0,2	10,9	11,0	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-5 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Québec

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Fabrication de vêtements [315]									
2006	4,2	18,9	23,1	7,2	10,2	17,4	11,4	29,1	40,5
2007	4,4	18,6	23,0	..	..	..	..	..	..
2008	7,3	14,8	22,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues [316]									
2006	x	x	4,8	x	x	3,3	x	x	8,1
2007	x	x	4,5	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	5,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2006	52,0	315,1	367,0	32,3	252,8	285,0	84,3	567,9	652,1
2007	65,0	356,2	421,2	..	..	..	..	..	..
2008	68,3	287,8	356,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2006	13,4	302,7	316,1	16,4	359,5	375,9	29,8	662,2	692,0
2007	7,0	246,2	253,2	..	..	..	..	..	..
2008	6,9	283,8	290,7	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2006	7,4	93,7	101,1	3,4	36,4	39,8	10,8	130,1	140,8
2007	9,7	91,5	101,2	..	..	..	..	..	..
2008	1,4	82,3	83,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2006	93,8	480,7	574,5	5,8	69,5	75,3	99,6	550,2	649,8
2007	100,7	211,6	312,3	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	895,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2006	119,3	202,8	322,1	31,4	108,2	139,6	150,7	311,0	461,7
2007	56,5	202,1	258,5	..	..	..	..	..	..
2008	48,0	228,5	276,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2006	18,5	177,4	195,9	14,1	73,0	87,2	32,6	250,4	283,1
2007	16,0	181,2	197,2	..	..	..	..	..	..
2008	15,8	179,6	195,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2006	14,6	117,7	132,2	6,3	113,3	119,6	20,9	231,0	251,9
2007	16,7	100,5	117,1	..	..	..	..	..	..
2008	23,2	116,0	139,3	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2006	48,2	469,6	517,8	40,2	492,5	532,7	88,4	962,1	1 050,5
2007	44,7	536,5	581,2	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	757,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits métalliques [332]									
2006	25,9	184,6	210,5	10,2	62,4	72,5	36,1	247,0	283,0
2007	23,5	145,1	168,6	..	..	..	..	..	..
2008	18,7	157,5	176,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de machines [333]									
2006	13,5	86,0	99,5	16,9	22,9	39,8	30,4	108,9	139,3
2007	4,1	106,8	110,9	..	..	..	..	..	..
2008	14,8	126,5	141,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2006	4,2	134,2	138,4	3,9	15,9	19,8	8,1	150,1	158,2
2007	13,3	105,2	118,5	..	..	..	..	..	..
2008	6,4	113,5	119,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2006	6,3	85,6	92,0	4,0	17,6	21,6	10,3	103,2	113,6
2007	5,0	70,2	75,2	..	..	..	..	..	..
2008	11,6	64,6	76,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-5 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Québec

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Fabrication de matériel de transport [336]									
2006	75,0	251,7	326,7	46,3	86,2	132,5	121,3	337,9	459,2
2007	43,3	297,8	341,1	..	..	..	..	..	..
2008	57,8	349,8	407,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]									
2006	9,2	53,6	62,8	6,0	34,6	40,7	15,2	88,2	103,5
2007	11,5	46,5	58,0	..	..	..	..	..	..
2008	12,7	53,4	66,1	..	..	..	..	..	..
Activités diverses de fabrication [339]									
2006	9,4	58,3	67,7	6,0	14,8	20,8	15,4	73,1	88,5
2007	10,5	54,5	65,0	..	..	..	..	..	..
2008	5,1	55,4	60,5	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2006	379,9	614,7	994,6	37,8	94,5	132,3	417,7	709,2	1 126,9
2007	381,7	764,2	1 145,9	..	..	..	..	..	..
2008	346,1	780,5	1 126,6	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2006	727,3	757,7	1 485,1	106,8	156,5	263,4	834,1	914,2	1 748,4
2007	713,4	777,6	1 491,0	..	..	..	..	..	..
2008	798,5	844,1	1 642,6	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2006	655,0	1 338,6	1 993,6	289,0	827,5	1 116,6	944,0	2 166,1	3 110,2
2007	914,3	1 814,8	2 729,1	..	..	..	..	..	..
2008	1 137,1	1 753,6	2 890,7	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2006	324,5	759,5	1 084,0	x	x	316,9	x	x	1 400,9
2007	588,2	1 063,2	1 651,4	..	..	..	..	..	..
2008	615,4	1 145,1	1 760,5	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2006	208,6	4 147,9	4 356,5	56,5	46,0	102,5	265,1	4 193,9	4 459,0
2007	97,3	4 034,5	4 131,8	..	..	..	..	..	..
2008	96,0	3 969,9	4 065,9	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2006	887,1	1 959,2	2 846,3	108,4	146,6	255,0	995,5	2 105,8	3 101,2
2007	1 138,2	1 909,0	3 047,3	..	..	..	..	..	..
2008	1 010,0	2 009,8	3 019,8	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2006	165,9	625,3	791,2	24,0	74,2	98,2	189,9	699,5	889,5
2007	124,1	559,1	683,2	..	..	..	..	..	..
2008	75,9	609,2	685,1	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2006	5,2	14,7	19,8	2,7	0,8	3,5	7,9	15,5	23,3
2007	4,4	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	13,0	x	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2006	71,7	198,9	270,6	x	x	x	x	x	x
2007	34,5	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	215,6	x	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2006	830,3	728,3	1 558,7	222,2	52,9	275,1	1 052,5	781,2	1 833,8
2007	1 061,7	796,2	1 857,9	..	..	..	..	..	..
2008	1 020,5	787,1	1 807,6	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2006	657,0	751,5	1 408,5	112,7	127,7	240,4	769,7	879,2	1 648,9
2007	668,7	848,6	1 517,3	..	..	..	..	..	..
2008	759,4	821,4	1 580,9	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-5 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Québec

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2006	109,1	116,8	225,9	44,5	35,4	79,9	153,6	152,2	305,8
2007	109,2	157,1	266,3	..	..	..	..	..	..
2008	105,7	153,3	259,0	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2006	300,8	131,7	432,5	92,4	67,3	159,6	393,2	199,0	592,1
2007	339,7	114,7	454,4	..	..	..	..	..	..
2008	295,4	90,3	385,7	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2006	106,8	220,8	327,6	39,9	56,5	96,5	146,7	277,3	424,0
2007	88,3	255,4	343,7	..	..	..	..	..	..
2008	70,8	249,3	320,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2006	3 947,8	1 161,4	5 109,2	487,3	212,1	699,4	4 435,1	1 373,5	5 808,5
2007	4 774,5	1 358,2	6 132,7	..	..	..	..	..	..
2008	6 397,4	1 433,8	7 831,1	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2006	284,3	365,3	649,5	111,9	40,5	152,3	396,2	405,8	801,8
2007	308,0	429,0	737,0	..	..	..	..	..	..
2008	430,7	473,1	903,7	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2006	1 530,5	507,0	2 037,6	84,9	124,8	209,8	1 615,4	631,8	2 247,4
2007	1 915,9	597,5	2 513,4	..	..	..	..	..	..
2008	2 974,1	595,7	3 569,8	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2006	2 133,0	289,1	2 422,1	290,5	46,8	337,2	2 423,5	335,9	2 759,3
2007	2 550,6	331,7	2 882,3	..	..	..	..	..	..
2008	2 992,6	365,0	3 357,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2006	17 665,1	0,0	17 665,1	3 009,0	0,0	3 009,0	20 674,1	0,0	20 674,1
2007	19 279,6	0,0	19 279,6	..	..	..	..	..	..
2008	19 288,0	0,0	19 288,0	..	..	..	..	..	..
Total									
2006	32 393,1	19 416,2	51 809,4	5 372,6	5 352,4	10 725,0	37 765,7	24 768,6	62 534,3
2007	36 012,0	20 343,1	56 355,0	..	..	..	..	..	..
2008	38 866,8	21 514,7	60 381,5	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-6
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Ontario

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2006	366,4	567,7	934,1	215,9	548,7	764,7	582,3	1 116,4	1 698,8
2007	375,1	560,2	935,3	..	..	..	..	..	..
2008	354,6	534,0	888,7	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2006	133,6	258,3	392,0	125,1	368,4	493,5	258,7	626,7	885,4
2007	136,7	262,4	399,1	..	..	..	..	..	..
2008	128,5	251,8	380,3	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2006	223,7	264,4	488,1	84,5	102,4	186,9	308,2	366,8	675,0
2007	228,8	268,7	497,5	..	..	..	..	..	..
2008	215,0	258,0	473,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2006	6,9	22,9	29,8	5,5	64,3	69,8	12,4	87,2	99,6
2007	4,1	17,3	21,5	..	..	..	..	..	..
2008	6,6	16,1	22,7	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2006	0,4	1,9	2,3	0,3	0,9	1,2	0,7	2,8	3,5
2007	0,4	1,8	2,2	..	..	..	..	..	..
2008	0,4	1,8	2,2	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2006	1,8	20,2	22,0	0,4	12,8	13,2	2,2	33,0	35,2
2007	5,1	9,9	15,0	..	..	..	..	..	..
2008	4,2	6,3	10,5	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2006	1 200,2	323,4	1 523,7	94,5	440,3	534,7	1 294,7	763,7	2 058,4
2007	1 500,2	444,4	1 944,5	..	..	..	..	..	..
2008	1 266,9	427,2	1 694,2	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2006	4 158,6	1 708,9	5 867,5	865,9	1 031,9	1 897,8	5 024,5	2 740,8	7 765,2
2007	5 098,2	2 219,1	7 317,3	..	..	..	..	..	..
2008	4 831,7	2 418,9	7 250,5	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2006	276,3	1 913,4	2 189,7	38,0	628,5	666,5	314,3	2 541,9	2 856,2
2007	290,6	1 995,2	2 285,8	..	..	..	..	..	..
2008	299,2	2 043,5	2 342,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2006	986,1	7 994,8	8 980,9	596,7	3 814,3	4 411,0	1 582,8	11 809,1	13 391,9
2007	953,2	7 530,3	8 483,5	..	..	..	..	..	..
2008	1 036,1	7 645,0	8 681,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication d'aliments [311]									
2006	98,7	585,2	684,0	57,7	281,3	339,0	156,4	866,5	1 022,9
2007	99,4	590,3	689,6	..	..	..	..	..	..
2008	98,6	537,6	636,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de boissons [3121]									
2006	22,1	149,4	171,4	5,0	19,7	24,7	27,1	169,1	196,1
2007	18,5	192,5	211,0	..	..	..	..	..	..
2008	37,4	176,1	213,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication du tabac [3122]									
2006	4,6	19,3	23,9	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	10,1	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	9,8	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2006	5,7	38,1	43,8	0,5	14,4	14,9	6,2	52,5	58,7
2007	1,5	30,2	31,7	..	..	..	..	..	..
2008	1,6	38,4	40,0	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2006	1,6	30,2	31,9	1,1	13,0	14,1	2,7	43,2	46,0
2007	0,6	25,9	26,5	..	..	..	..	..	..
2008	0,3	28,7	29,0	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-6 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Ontario

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
	millions de dollars								
Fabrication de vêtements [315]									
2006	4,1	14,7	18,7	1,5	6,6	8,1	5,6	21,3	26,8
2007	x	x	15,8	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	12,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues [316]									
2006	x	x	2,3	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	2,1	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	2,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2006	72,0	124,0	196,0	12,0	186,2	198,2	84,0	310,2	394,2
2007	19,7	142,9	162,6	..	..	..	..	..	..
2008	18,1	122,0	140,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2006	7,0	287,0	294,0	58,0	268,0	325,9	65,0	555,0	619,9
2007	25,3	301,0	326,2	..	..	..	..	..	..
2008	38,4	271,2	309,7	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2006	18,9	164,1	182,9	15,8	73,6	89,4	34,7	237,7	272,4
2007	5,6	194,3	199,8	..	..	..	..	..	..
2008	16,8	170,4	187,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2006	29,9	416,6	446,5	9,5	238,5	248,0	39,4	655,1	694,5
2007	33,3	294,6	327,9	..	..	..	..	..	..
2008	103,9	324,8	428,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2006	189,9	418,8	608,7	42,7	213,4	256,1	232,6	632,2	864,8
2007	238,7	548,8	787,5	..	..	..	..	..	..
2008	208,6	645,6	854,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2006	22,1	507,7	529,8	15,0	254,8	269,8	37,1	762,5	799,6
2007	20,5	486,8	507,3	..	..	..	..	..	..
2008	101,5	410,0	511,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2006	60,4	218,0	278,4	11,5	195,2	206,7	71,9	413,2	485,0
2007	27,4	214,4	241,8	..	..	..	..	..	..
2008	11,2	166,5	177,7	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2006	63,4	532,0	595,4	174,7	941,2	1 116,0	238,1	1 473,2	1 711,4
2007	23,5	498,0	521,5	..	..	..	..	..	..
2008	46,1	762,3	808,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits métalliques [332]									
2006	39,4	330,0	369,4	16,4	162,3	178,8	55,8	492,3	548,2
2007	19,9	299,0	318,9	..	..	..	..	..	..
2008	31,1	304,4	335,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de machines [333]									
2006	31,4	202,8	234,3	29,8	87,9	117,7	61,2	290,7	352,0
2007	20,4	173,0	193,4	..	..	..	..	..	..
2008	26,7	208,3	235,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2006	x	x	422,5	x	x	35,5	x	x	458,0
2007	87,0	334,5	421,6	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	512,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2006	x	x	82,6	x	x	64,4	x	x	147,0
2007	5,1	72,0	77,0	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	97,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-6 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Ontario

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Fabrication de matériel de transport [336]									
2006	208,5	3 366,7	3 575,1	115,0	720,4	835,4	323,5	4 087,1	4 410,5
2007	293,7	2 944,0	3 237,7	..	..	..	..	..	..
2008	172,9	2 791,8	2 964,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]									
2006	17,3	64,5	81,8	3,1	30,1	33,2	20,4	94,6	115,0
2007	5,0	76,3	81,3	..	..	..	..	..	..
2008	9,6	71,5	81,1	..	..	..	..	..	..
Activités diverses de fabrication [339]									
2006	7,6	99,9	107,5	3,3	24,9	28,2	10,9	124,8	135,7
2007	5,8	86,4	92,2	..	..	..	..	..	..
2008	7,1	87,3	94,4	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2006	608,0	1 515,1	2 123,1	88,3	199,0	287,4	696,3	1 714,1	2 410,5
2007	438,3	1 601,4	2 039,7	..	..	..	..	..	..
2008	452,0	1 701,6	2 153,7	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2006	1 606,5	1 515,1	3 121,6	167,4	218,6	386,0	1 773,9	1 733,7	3 507,6
2007	1 679,2	1 558,9	3 238,1	..	..	..	..	..	..
2008	1 751,9	1 596,5	3 348,4	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2006	1 714,6	2 625,7	4 340,3	502,4	1 245,0	1 747,4	2 217,0	3 870,7	6 087,6
2007	2 561,6	3 784,5	6 346,0	..	..	..	..	..	..
2008	3 092,3	3 814,2	6 906,5	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2006	876,0	3 359,6	4 235,6	115,1	375,6	490,7	991,1	3 735,2	4 726,3
2007	1 021,3	3 174,6	4 195,9	..	..	..	..	..	..
2008	966,2	3 359,0	4 325,3	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2006	336,2	7 883,7	8 219,9	199,1	312,4	511,5	535,3	8 196,1	8 731,4
2007	421,1	7 527,6	7 948,7	..	..	..	..	..	..
2008	611,4	7 678,0	8 289,4	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2006	1 888,7	5 491,8	7 380,4	419,9	233,2	653,1	2 308,6	5 725,0	8 033,5
2007	1 948,6	5 715,2	7 663,9	..	..	..	..	..	..
2008	2 333,8	5 926,8	8 260,6	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2006	187,5	1 088,1	1 275,6	30,0	141,4	171,4	217,5	1 229,5	1 447,0
2007	174,5	1 193,5	1 368,0	..	..	..	..	..	..
2008	143,0	1 199,4	1 342,4	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2006	15,2	91,8	106,9	4,7	27,6	32,2	19,9	119,4	139,2
2007	7,4	108,2	115,6	..	..	..	..	..	..
2008	5,0	95,8	100,8	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2006	149,7	617,7	767,4	23,2	135,1	158,3	172,9	752,8	925,8
2007	182,0	575,1	757,1	..	..	..	..	..	..
2008	143,8	560,7	704,5	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2006	1 824,2	753,5	2 577,7	242,2	98,4	340,7	2 066,4	851,9	2 918,4
2007	1 758,7	723,9	2 482,6	..	..	..	..	..	..
2008	1 626,8	712,1	2 338,9	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2006	1 860,7	925,2	2 785,9	175,2	209,9	385,0	2 035,9	1 135,1	3 170,9
2007	1 673,7	1 099,2	2 772,9	..	..	..	..	..	..
2008	1 780,1	950,5	2 730,6	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-6 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Ontario

	Immobilisations			Réparations 1			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2006	431,0	211,7	642,7	41,5	27,0	68,5	472,5	238,7	711,3
2007	430,0	350,9	780,9	..	..	..	..	..	..
2008	288,5	344,0	632,5	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2006	618,1	273,8	891,8	35,1	99,9	135,1	653,2	373,7	1 026,9
2007	591,9	273,8	865,6	..	..	..	..	..	..
2008	583,0	274,7	857,8	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2006	189,6	380,3	569,9	71,3	99,8	171,1	260,9	480,1	741,0
2007	231,0	371,1	602,1	..	..	..	..	..	..
2008	228,6	349,4	578,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2006	7 196,7	2 594,6	9 791,3	1 091,5	358,1	1 449,5	8 288,2	2 952,7	11 240,9
2007	7 300,9	2 830,9	10 131,8	..	..	..	..	..	..
2008	8 330,5	2 890,2	11 220,7	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2006	595,7	1 255,4	1 851,1	308,9	174,6	483,5	904,6	1 430,0	2 334,6
2007	568,6	1 466,1	2 034,7	..	..	..	..	..	..
2008	615,5	1 352,8	1 968,3	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2006	1 693,3	452,3	2 145,6	496,3	39,3	535,6	2 189,6	491,6	2 681,2
2007	1 846,0	442,1	2 288,1	..	..	..	..	..	..
2008	2 294,5	441,8	2 736,3	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2006	4 907,7	886,9	5 794,6	286,2	144,2	430,4	5 193,9	1 031,1	6 225,0
2007	4 886,3	922,7	5 809,0	..	..	..	..	..	..
2008	5 420,6	1 095,5	6 516,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2006	30 230,9	0,0	30 230,9	4 765,0	0,0	4 765,0	34 995,9	0,0	34 995,9
2007	30 882,8	0,0	30 882,8	..	..	..	..	..	..
2008	31 758,3	0,0	31 758,3	..	..	..	..	..	..
Total									
2006	56 721,4	41 835,7	98 557,1	9 782,8	10 244,9	20 027,7	66 504,2	52 080,6	118 584,8
2007	59 520,1	43 638,1	103 158,1	..	..	..	..	..	..
2008	61 883,8	44 521,7	106 405,5	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-7
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Manitoba

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2006	89,6	275,2	364,9	64,0	258,5	322,5	153,6	533,7	687,3
2007	92,0	272,3	364,4	..	..	..	..	..	..
2008	90,2	261,4	351,5	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2006	34,9	178,2	213,1	42,0	198,8	240,8	76,9	377,0	453,9
2007	35,7	181,0	216,7	..	..	..	..	..	..
2008	33,5	173,6	207,2	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2006	50,9	82,9	133,8	19,7	45,2	64,9	70,6	128,1	198,8
2007	52,1	84,2	136,3	..	..	..	..	..	..
2008	48,9	80,8	129,8	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2006	x	x	3,2	x	x	10,6	x	x	13,7
2007	x	x	3,2	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	7,0	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2006	0,7	1,2	1,9	0,5	0,6	1,1	1,2	1,8	3,1
2007	0,7	1,2	1,9	..	..	..	..	..	..
2008	0,7	1,2	1,8	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2006	x	x	12,9	x	x	5,0	x	x	17,8
2007	x	x	6,3	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	5,8	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2006	434,7	52,0	486,8	0,2	102,3	102,5	434,9	154,3	589,3
2007	433,2	110,2	543,3	..	..	..	..	..	..
2008	458,6	109,8	568,3	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2006	538,0	170,7	708,6	58,5	64,1	122,7	596,5	234,8	831,3
2007	768,9	228,8	997,7	..	..	..	..	..	..
2008	1 011,7	447,2	1 458,8	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2006	23,9	190,9	214,8	3,9	59,1	63,0	27,8	250,0	277,8
2007	29,3	231,1	260,3	..	..	..	..	..	..
2008	36,6	286,9	323,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2006	171,4	320,5	491,8	34,4	239,0	273,4	205,8	559,5	765,2
2007	164,2	386,5	550,7	..	..	..	..	..	..
2008	53,6	392,0	445,6	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2006	26,7	153,5	180,2	6,9	21,5	28,4	33,6	175,0	208,6
2007	30,7	130,9	161,6	..	..	..	..	..	..
2008	37,0	164,8	201,8	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2006	151,7	108,2	259,8	20,3	27,4	47,7	172,0	135,6	307,5
2007	131,1	107,3	238,4	..	..	..	..	..	..
2008	165,8	109,3	275,2	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2006	243,3	307,0	550,3	128,7	217,1	345,8	372,0	524,1	896,2
2007	317,8	379,3	697,0	..	..	..	..	..	..
2008	1 221,1	417,0	1 638,1	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2006	38,4	287,9	326,3	2,7	17,0	19,7	41,1	304,9	346,0
2007	23,8	236,8	260,7	..	..	..	..	..	..
2008	23,9	259,5	283,4	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-7 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Manitoba

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2006	82,5	463,8	546,3	9,0	9,9	19,0	91,5	473,7	565,3
2007	214,9	474,9	689,8	..	..	..	..	..	..
2008	133,1	445,0	578,1	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2006	37,7	278,0	315,7	3,6	6,8	10,4	41,3	284,8	326,1
2007	59,7	358,9	418,6	..	..	..	..	..	..
2008	48,5	377,6	426,0	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2006	6,6	59,1	65,6	2,3	3,4	5,6	8,9	62,5	71,2
2007	5,6	63,1	68,6	..	..	..	..	..	..
2008	7,3	64,0	71,3	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2006	0,4	3,3	3,6	0,3	0,4	0,6	0,7	3,7	4,3
2007	1,5	4,1	5,6	..	..	..	..	..	..
2008	0,4	6,8	7,2	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2006	2,5	19,7	22,2	3,4	5,5	8,9	5,9	25,2	31,1
2007	2,8	23,0	25,8	..	..	..	..	..	..
2008	4,6	50,3	54,9	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2006	129,7	66,4	196,0	198,8	7,9	206,7	328,5	74,3	402,8
2007	129,5	54,0	183,5	..	..	..	..	..	..
2008	125,3	61,9	187,2	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2006	170,8	70,6	241,4	14,3	19,0	33,2	185,1	89,6	274,6
2007	109,5	64,4	173,9	..	..	..	..	..	..
2008	116,6	71,4	188,0	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2006	35,3	22,5	57,9	7,0	9,4	16,4	42,3	31,9	74,2
2007	19,8	38,9	58,7	..	..	..	..	..	..
2008	17,5	47,6	65,1	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2006	27,7	23,5	51,2	6,4	10,7	17,1	34,1	34,2	68,3
2007	27,5	18,5	46,0	..	..	..	..	..	..
2008	36,8	18,1	54,9	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2006	17,7	27,9	45,6	7,8	6,2	14,0	25,5	34,1	59,6
2007	13,6	29,8	43,4	..	..	..	..	..	..
2008	15,0	26,0	41,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2006	785,7	127,0	912,7	205,3	40,0	245,3	991,0	167,0	1 158,0
2007	1 223,5	144,9	1 368,4	..	..	..	..	..	..
2008	1 266,7	176,5	1 443,3	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2006	133,6	49,8	183,4	27,9	11,0	38,9	161,5	60,8	222,3
2007	154,6	53,8	208,3	..	..	..	..	..	..
2008	177,2	46,0	223,2	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2006	394,9	40,6	435,5	135,8	1,0	136,8	530,7	41,6	572,3
2007	655,1	39,7	694,8	..	..	..	..	..	..
2008	700,8	37,4	738,2	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2006	257,1	36,7	293,8	41,6	28,0	69,5	298,7	64,7	363,3
2007	413,9	51,4	465,3	..	..	..	..	..	..
2008	388,8	93,1	481,9	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-7 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Manitoba

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2006	1 795,5	0,0	1 795,5	372,0	0,0	372,0	2 167,5	0,0	2 167,5
2007	1 995,7	0,0	1 995,7	..	..	..	..	..	..
2008	2 209,2	0,0	2 209,2	..	..	..	..	..	..
Total									
2006	4 809,7	3 027,6	7 837,3	1 149,8	1 125,2	2 274,9	5 959,5	4 152,8	10 112,2
2007	5 794,6	3 357,7	9 152,3	..	..	..	..	..	..
2008	7 079,4	3 793,0	10 872,4	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-8
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Saskatchewan

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2006	100,4	468,3	568,7	89,9	518,3	608,2	190,3	986,6	1 176,8
2007	103,0	474,6	577,6	..	..	..	..	..	..
2008	96,4	452,6	549,1	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2006	58,3	356,1	414,4	79,5	468,4	547,9	137,8	824,5	962,4
2007	59,7	361,7	421,4	..	..	..	..	..	..
2008	56,1	347,1	403,2	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2006	40,9	94,6	135,4	8,8	27,3	36,1	49,7	121,9	171,5
2007	41,8	96,1	137,8	..	..	..	..	..	..
2008	39,3	92,2	131,4	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2006	0,3	10,1	10,4	0,9	13,8	14,7	1,2	23,9	25,1
2007	0,3	9,0	9,3	..	..	..	..	..	..
2008	0,2	8,6	8,8	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2006	0,5	0,2	0,7	0,2	0,7	0,9	0,7	0,9	1,7
2007	0,5	0,2	0,7	..	..	..	..	..	..
2008	0,5	0,2	0,7	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2006	0,3	7,3	7,7	0,5	8,1	8,6	0,8	15,4	16,2
2007	0,8	7,6	8,4	..	..	..	..	..	..
2008	0,4	4,6	5,0	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2006	3 208,1	807,4	4 015,5	214,0	209,6	423,6	3 422,1	1 017,0	4 439,2
2007	2 505,4	814,4	3 319,8	..	..	..	..	..	..
2008	2 748,6	806,2	3 554,8	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2006	x	x	2 776,0	101,8	5,5	107,4	x	x	2 883,4
2007	x	x	1 970,8	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	2 064,7	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2006	x	x	960,2	111,7	172,4	284,1	x	x	1 244,3
2007	x	x	977,9	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	1 094,8	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2006	142,1	137,2	279,3	0,5	31,6	32,1	142,6	168,8	311,5
2007	256,7	114,4	371,1	..	..	..	..	..	..
2008	301,2	94,2	395,3	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2006	358,7	74,8	433,5	64,9	123,3	188,2	423,6	198,1	621,7
2007	406,5	77,2	483,7	..	..	..	..	..	..
2008	568,0	107,7	675,7	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2006	11,9	87,7	99,7	4,4	72,8	77,2	16,3	160,5	176,8
2007	14,0	101,8	115,8	..	..	..	..	..	..
2008	18,3	132,1	150,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2006	207,7	230,4	438,2	12,1	138,2	150,3	219,8	368,6	588,5
2007	181,9	264,3	446,1	..	..	..	..	..	..
2008	100,8	792,5	893,3	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2006	39,5	168,7	208,2	5,3	15,8	21,1	44,8	184,5	229,3
2007	29,9	137,5	167,4	..	..	..	..	..	..
2008	27,5	139,1	166,6	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-8 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Saskatchewan

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Commerce de détail [44-45]									
2006	93,5	81,5	175,0	16,6	19,4	35,9	110,1	100,9	211,0
2007	100,9	86,7	187,6	..	..	..	..	..	..
2008	118,7	82,0	200,7	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2006	182,2	282,3	464,5	137,3	272,6	409,9	319,5	554,9	874,4
2007	325,2	377,5	702,8	..	..	..	..	..	..
2008	1 155,5	326,5	1 482,0	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2006	24,8	304,4	329,2	1,7	7,9	9,6	26,5	312,3	338,8
2007	15,4	251,9	267,3	..	..	..	..	..	..
2008	11,3	292,1	303,4	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2006	21,0	346,0	366,9	10,3	13,2	23,5	31,3	359,2	390,4
2007	19,6	336,5	356,0	..	..	..	..	..	..
2008	30,8	346,2	377,0	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2006	47,6	204,8	252,3	10,2	10,6	20,8	57,8	215,4	273,2
2007	53,7	243,8	297,4	..	..	..	..	..	..
2008	52,4	231,7	284,0	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2006	6,7	37,9	44,6	1,9	4,8	6,7	8,6	42,7	51,4
2007	7,5	34,2	41,6	..	..	..	..	..	..
2008	2,5	38,5	41,0	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2006	0,5	1,5	2,0	1,6	0,5	2,0	2,1	2,0	4,0
2007	0,5	1,5	2,1	..	..	..	..	..	..
2008	0,4	2,0	2,4	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2006	5,0	31,9	37,0	2,1	7,7	9,8	7,1	39,6	46,8
2007	7,4	33,7	41,1	..	..	..	..	..	..
2008	7,2	36,4	43,6	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2006	241,5	60,8	302,3	2,8	3,4	6,2	244,3	64,2	308,5
2007	188,8	60,0	248,8	..	..	..	..	..	..
2008	139,3	59,0	198,3	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2006	92,5	64,9	157,4	39,2	16,0	55,2	131,7	80,9	212,6
2007	99,2	65,8	165,0	..	..	..	..	..	..
2008	48,7	58,3	107,0	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2006	22,6	30,8	53,4	3,2	4,6	7,8	25,8	35,4	61,2
2007	20,3	49,9	70,3	..	..	..	..	..	..
2008	22,8	30,8	53,6	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2006	26,4	15,2	41,5	5,2	12,3	17,5	31,6	27,5	59,0
2007	34,2	11,6	45,8	..	..	..	..	..	..
2008	34,7	14,5	49,1	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2006	20,5	24,9	45,4	6,7	8,9	15,6	27,2	33,8	61,0
2007	17,0	27,9	45,0	..	..	..	..	..	..
2008	23,9	24,2	48,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2006	554,2	185,8	740,0	178,4	62,7	241,2	732,6	248,5	981,2
2007	708,7	170,9	879,6	..	..	..	..	..	..
2008	785,8	151,4	937,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-8 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Saskatchewan

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Administration publique fédérale [911]									
2006	114,9	33,2	148,0	13,0	16,8	29,8	127,9	50,0	177,9
2007	147,8	34,5	182,3	..	..	..	..	..	..
2008	198,7	36,2	234,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2006	104,2	69,4	173,6	99,1	5,4	104,5	203,3	74,8	278,1
2007	184,3	55,0	239,3	..	..	..	..	..	..
2008	217,1	46,4	263,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2006	335,2	83,2	418,4	66,3	40,5	106,8	401,5	123,7	525,3
2007	376,6	81,5	458,1	..	..	..	..	..	..
2008	370,0	68,8	438,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2006	1 497,4	0,0	1 497,4	322,0	0,0	322,0	1 819,4	0,0	1 819,4
2007	1 970,5	0,0	1 970,5	..	..	..	..	..	..
2008	2 195,9	0,0	2 195,9	..	..	..	..	..	..
Total									
2006	6 762,7	3 510,1	10 272,7	1 129,9	1 522,6	2 652,5	7 892,6	5 032,7	12 925,2
2007	6 809,4	3 621,6	10 431,0	..	..	..	..	..	..
2008	8 189,5	4 123,8	12 313,3	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-9
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Alberta

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2006	177,2	710,3	887,6	166,6	578,7	745,3	343,8	1 289,0	1 632,9
2007	175,2	710,4	885,6	..	..	..	..	..	..
2008	164,6	673,0	837,6	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2006	61,9	353,5	415,4	94,1	391,6	485,7	156,0	745,1	901,1
2007	63,3	359,1	422,4	..	..	..	..	..	..
2008	59,5	344,5	403,9	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2006	106,5	306,9	413,3	62,4	118,7	181,1	168,9	425,6	594,4
2007	108,9	311,7	420,6	..	..	..	..	..	..
2008	102,3	299,0	401,4	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2006	6,5	35,8	42,3	9,9	54,1	64,1	16,4	89,9	106,4
2007	2,1	20,1	22,2	..	..	..	..	..	..
2008	2,4	21,3	23,7	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2006	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3
2007	0,1	0,1	0,2	..	..	..	..	..	..
2008	0,1	0,1	0,2	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2006	2,3	14,0	16,3	0,2	14,1	14,3	2,5	28,1	30,6
2007	0,8	19,4	20,2	..	..	..	..	..	..
2008	0,3	8,1	8,4	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2006	30 513,9	9 648,6	40 162,5	675,1	2 208,0	2 883,2	31 189,0	11 856,6	43 045,7
2007	27 842,1	10 124,0	37 966,1	..	..	..	..	..	..
2008	24 855,2	12 798,2	37 653,4	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2006	30 306,5	7 345,5	37 652,0	657,6	1 562,2	2 219,8	30 964,1	8 907,7	39 871,8
2007	27 577,6	8 032,2	35 609,8	..	..	..	..	..	..
2008	24 628,5	11 285,4	35 913,9	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2006	60,8	90,4	151,2	1,2	80,8	81,9	62,0	171,2	233,2
2007	75,6	194,9	270,5	..	..	..	..	..	..
2008	96,8	267,5	364,3	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2006	146,7	2 212,6	2 359,3	16,4	565,1	581,4	163,1	2 777,7	2 940,8
2007	188,9	1 897,0	2 085,8	..	..	..	..	..	..
2008	129,9	1 245,3	1 375,2	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2006	1 102,0	717,2	1 819,2	157,5	100,1	257,7	1 259,5	817,3	2 076,9
2007	1 874,8	830,3	2 705,1	..	..	..	..	..	..
2008	1 834,5	1 006,8	2 841,3	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2006	34,2	246,2	280,4	13,3	222,7	236,0	47,5	468,9	516,4
2007	41,9	297,7	339,5	..	..	..	..	..	..
2008	45,6	322,2	367,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2006	281,3	2 284,7	2 566,0	73,3	881,1	954,3	354,6	3 165,8	3 520,4
2007	191,8	2 452,1	2 643,9	..	..	..	..	..	..
2008	213,1	1 902,4	2 115,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication d'aliments [311]									
2006	36,2	111,8	147,9	10,6	72,2	82,8	46,8	184,0	230,7
2007	33,4	94,7	128,1	..	..	..	..	..	..
2008	11,7	112,4	124,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-9 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Alberta

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Fabrication de boissons [3121]									
2006	1,7	23,9	25,5	0,6	9,1	9,8	2,3	33,0	35,3
2007	4,4	21,2	25,6	..	..	..	..	..	..
2008	4,3	29,2	33,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication du tabac [3122]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2006	0,0	0,2	0,3	0,0	0,1	0,1	0,0	0,3	0,4
2007	0,1	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
2008	0,1	0,1	0,2	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2006	x	x	1,2	0,0	0,4	0,4	x	x	1,7
2007	x	x	1,1	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	1,6	1,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de vêtements [315]									
2006	x	x	0,9	0,1	0,3	0,3	x	x	1,2
2007	x	x	0,7	..	..	..	..	..	..
2008	0,1	0,5	0,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues [316]									
2006	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0	0,3	0,3
2007	0,0	0,2	0,3	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,2	0,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2006	12,7	132,0	144,7	6,5	132,4	138,9	19,2	264,4	283,6
2007	8,5	191,4	199,9	..	..	..	..	..	..
2008	4,0	130,9	134,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2006	7,5	188,4	195,9	3,5	127,5	131,0	11,0	315,9	326,9
2007	8,0	142,5	150,5	..	..	..	..	..	..
2008	9,5	98,5	107,9	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2006	3,0	25,4	28,5	1,0	11,0	11,9	4,0	36,4	40,4
2007	1,6	23,1	24,7	..	..	..	..	..	..
2008	1,1	21,2	22,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2006	53,6	1 099,9	1 153,5	8,1	107,6	115,7	61,7	1 207,5	1 269,2
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	37,4	663,6	701,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2006	75,9	203,1	279,0	21,9	181,1	203,0	97,8	384,2	482,0
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	71,0	394,0	465,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2006	2,0	40,7	42,7	1,4	18,5	19,9	3,4	59,2	62,6
2007	1,3	35,0	36,3	..	..	..	..	..	..
2008	1,9	33,6	35,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2006	10,2	159,6	169,8	4,8	70,9	75,7	15,0	230,5	245,5
2007	4,1	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	8,6	86,8	95,4	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2006	4,7	53,2	57,8	4,4	62,5	66,8	9,1	115,7	124,7
2007	5,2	39,8	45,0	..	..	..	..	..	..
2008	5,0	68,2	73,1	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-9 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Alberta

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Fabrication de produits métalliques [332]									
2006	45,8	93,0	138,8	1,6	40,6	42,2	47,4	133,6	181,0
2007	16,5	86,4	102,9	..	..	..	..	..	..
2008	25,3	104,6	129,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de machines [333]									
2006	16,0	82,5	98,6	5,0	30,4	35,4	21,0	112,9	134,0
2007	10,2	85,8	95,9	..	..	..	..	..	..
2008	22,4	92,8	115,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2006	1,5	15,8	17,4	0,2	1,9	2,1	1,7	17,7	19,5
2007	3,6	15,7	19,3	..	..	..	..	..	..
2008	1,6	16,9	18,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2006	1,9	4,6	6,4	0,4	1,8	2,3	2,3	6,4	8,7
2007	0,2	3,4	3,6	..	..	..	..	..	..
2008	0,8	3,8	4,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel de transport [336]									
2006	2,2	14,4	16,6	1,2	3,3	4,5	3,4	17,7	21,1
2007	3,2	11,7	14,9	..	..	..	..	..	..
2008	2,3	16,3	18,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]									
2006	2,2	14,2	16,4	1,2	5,1	6,3	3,4	19,3	22,7
2007	2,6	13,0	15,6	..	..	..	..	..	..
2008	1,9	15,2	17,0	..	..	..	..	..	..
Activités diverses de fabrication [339]									
2006	3,7	20,2	23,9	0,8	4,2	5,0	4,5	24,4	28,9
2007	4,1	11,6	15,6	..	..	..	..	..	..
2008	4,3	12,0	16,3	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2006	330,9	416,7	747,6	43,6	102,4	146,0	374,5	519,1	893,6
2007	267,0	497,3	764,3	..	..	..	..	..	..
2008	327,4	509,7	837,1	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2006	610,5	467,7	1 078,2	65,5	71,2	136,7	676,0	538,9	1 214,9
2007	610,5	445,5	1 056,0	..	..	..	..	..	..
2008	796,1	518,7	1 314,9	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2006	1 312,4	2 038,9	3 351,2	260,8	885,3	1 146,0	1 573,2	2 924,2	4 497,2
2007	1 911,9	1 990,5	3 902,4	..	..	..	..	..	..
2008	3 572,7	2 118,0	5 690,6	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2006	384,5	880,5	1 265,0	13,8	41,6	55,4	398,3	922,1	1 320,4
2007	446,3	945,1	1 391,5	..	..	..	..	..	..
2008	457,4	1 049,3	1 506,7	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2006	84,4	2 040,5	2 124,8	24,6	40,5	65,2	109,0	2 081,0	2 190,0
2007	66,9	2 074,8	2 141,7	..	..	..	..	..	..
2008	108,1	1 925,2	2 033,3	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2006	763,9	2 042,2	2 806,1	66,2	114,7	180,9	830,1	2 156,9	2 987,0
2007	1 137,0	1 913,4	3 050,5	..	..	..	..	..	..
2008	2 130,9	1 999,1	4 130,1	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2006	57,9	544,4	602,3	15,3	45,5	60,8	73,2	589,9	663,1
2007	67,8	531,2	599,1	..	..	..	..	..	..
2008	60,0	553,5	613,5	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-9 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Alberta

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2006	8,9	9,5	18,4	2,7	0,9	3,7	11,6	10,4	22,1
2007	7,6	19,8	27,4	..	..	..	..	..	..
2008	8,4	7,1	15,5	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2006	100,8	234,9	335,7	9,7	52,0	61,7	110,5	286,9	397,5
2007	129,9	254,6	384,5	..	..	..	..	..	..
2008	123,1	305,3	428,4	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2006	911,0	244,1	1 155,1	87,0	30,8	117,8	998,0	274,9	1 272,8
2007	1 282,7	243,0	1 525,8	..	..	..	..	..	..
2008	1 280,5	302,0	1 582,5	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2006	548,1	430,3	978,4	109,9	72,4	182,2	658,0	502,7	1 160,7
2007	652,1	415,3	1 067,4	..	..	..	..	..	..
2008	673,9	366,0	1 039,9	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2006	76,5	146,2	222,8	15,9	19,0	34,9	92,4	165,2	257,7
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	113,9	194,7	308,6	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2006	303,8	123,9	427,7	34,1	64,4	98,5	337,9	188,3	526,2
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	323,7	165,5	489,2	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2006	85,0	208,5	293,4	16,8	47,1	63,9	101,8	255,6	357,3
2007	79,1	218,8	297,9	..	..	..	..	..	..
2008	84,7	190,8	275,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2006	2 887,8	501,7	3 389,4	434,2	96,3	530,5	3 322,0	598,0	3 920,0
2007	3 979,2	527,1	4 506,3	..	..	..	..	..	..
2008	5 147,4	624,8	5 772,3	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2006	199,0	76,9	276,0	47,5	21,3	68,8	246,5	98,2	344,8
2007	195,3	83,9	279,2	..	..	..	..	..	..
2008	193,1	72,8	265,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2006	793,5	142,7	936,2	200,0	4,1	204,2	993,5	146,8	1 140,4
2007	1 255,8	152,3	1 408,2	..	..	..	..	..	..
2008	1 870,8	149,6	2 020,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2006	1 895,2	282,0	2 177,2	186,7	70,9	257,6	2 081,9	352,9	2 434,8
2007	2 528,1	290,9	2 818,9	..	..	..	..	..	..
2008	3 083,5	402,4	3 485,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2006	12 411,7	0,0	12 411,7	1 115,0	0,0	1 115,0	13 526,7	0,0	13 526,7
2007	14 638,8	0,0	14 638,8	..	..	..	..	..	..
2008	13 898,8	0,0	13 898,8	..	..	..	..	..	..
Total									
2006	52 986,8	23 936,8	76 923,7	3 401,2	5 674,6	9 075,8	56 388,0	29 611,4	85 999,4
2007	55 882,0	24 819,0	80 701,0	..	..	..	..	..	..
2008	56 220,2	27 532,4	83 752,7	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-10
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Colombie-Britannique

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2006	135,2	233,1	368,3	71,6	248,2	319,8	206,8	481,3	688,1
2007	132,7	206,8	339,5	..	..	..	..	..	..
2008	132,1	218,4	350,5	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2006	35,3	48,4	83,7	36,0	82,5	118,5	71,3	130,9	202,3
2007	36,2	48,8	84,9	..	..	..	..	..	..
2008	34,0	47,3	81,3	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2006	45,8	63,2	109,0	20,1	24,9	45,0	65,9	88,1	154,1
2007	46,8	64,5	111,4	..	..	..	..	..	..
2008	44,0	62,3	106,3	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2006	49,9	84,0	133,9	13,6	97,9	111,5	63,5	181,9	245,4
2007	46,1	58,9	105,0	..	..	..	..	..	..
2008	51,1	75,6	126,8	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2006	1,6	20,8	22,4	0,5	33,1	33,6	2,1	53,9	56,0
2007	1,6	20,9	22,5	..	..	..	..	..	..
2008	1,6	21,0	22,6	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2006	2,5	16,6	19,2	1,4	9,8	11,2	3,9	26,4	30,3
2007	2,0	13,7	15,7	..	..	..	..	..	..
2008	1,3	12,2	13,5	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2006	5 957,6	454,3	6 411,9	135,6	356,4	492,0	6 093,2	810,7	6 904,0
2007	4 593,7	424,0	5 017,7	..	..	..	..	..	..
2008	6 188,3	402,3	6 590,6	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2006	5 373,2	26,8	5 400,0	118,8	7,9	126,7	5 492,0	34,7	5 526,7
2007	3 664,0	26,7	3 690,7	..	..	..	..	..	..
2008	4 943,5	21,1	4 964,6	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2006	268,7	375,5	644,2	16,2	325,5	341,7	284,9	701,0	985,8
2007	338,5	355,8	694,3	..	..	..	..	..	..
2008	865,9	337,1	1 203,0	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2006	315,7	52,1	367,8	0,7	23,0	23,7	316,4	75,1	391,5
2007	591,2	41,6	632,7	..	..	..	..	..	..
2008	378,9	44,1	423,0	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2006	1 046,6	505,1	1 551,7	237,8	180,1	417,9	1 284,4	685,2	1 969,6
2007	1 581,9	533,9	2 115,9	..	..	..	..	..	..
2008	1 881,3	471,4	2 352,6	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2006	61,4	420,9	482,3	23,8	375,7	399,5	85,2	796,6	881,8
2007	69,3	470,1	539,4	..	..	..	..	..	..
2008	70,1	473,4	543,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2006	262,5	1 374,2	1 636,7	102,9	1 508,0	1 610,9	365,4	2 882,2	3 247,6
2007	127,7	1 216,5	1 344,2	..	..	..	..	..	..
2008	186,9	1 378,8	1 565,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication d'aliments [311]									
2006	5,3	93,6	98,9	4,6	64,9	69,5	9,9	158,5	168,4
2007	6,2	101,2	107,4	..	..	..	..	..	..
2008	3,8	109,6	113,3	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-10 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Colombie-Britannique

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Fabrication de boissons [3121]									
2006	7,7	38,0	45,6	1,2	8,4	9,6	8,9	46,4	55,2
2007	11,6	42,5	54,1	..	..	..	..	..	..
2008	10,6	38,2	48,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication du tabac [3122]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	2,2	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	2,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de vêtements [315]									
2006	0,6	2,6	3,2	0,7	0,9	1,6	1,3	3,5	4,9
2007	0,4	2,0	2,5	..	..	..	..	..	..
2008	0,6	1,6	2,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues [316]									
2006	x	x	x	0,0	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2006	93,1	483,3	576,4	6,7	628,9	635,7	99,8	1 112,2	1 212,0
2007	30,2	292,2	322,4	..	..	..	..	..	..
2008	30,0	295,0	325,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2006	27,8	291,6	319,4	37,8	539,0	576,8	65,6	830,6	896,2
2007	5,7	195,2	200,9	..	..	..	..	..	..
2008	14,4	153,2	167,5	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2006	1,2	32,9	34,1	1,4	12,6	14,0	2,6	45,5	48,1
2007	0,7	40,8	41,5	..	..	..	..	..	..
2008	2,8	35,2	38,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2006	x	x	107,6	x	x	27,4	x	x	135,0
2007	x	x	53,6	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	83,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2006	1,8	16,7	18,5	2,6	18,4	21,0	4,4	35,1	39,5
2007	1,0	24,9	25,9	..	..	..	..	..	..
2008	9,8	100,9	110,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2006	6,5	34,5	40,9	1,0	20,9	21,9	7,5	55,4	62,8
2007	5,9	42,6	48,5	..	..	..	..	..	..
2008	3,0	31,0	34,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2006	14,9	74,7	89,7	3,6	72,6	76,2	18,5	147,3	165,9
2007	3,2	80,5	83,7	..	..	..	..	..	..
2008	4,0	73,4	77,4	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2006	x	x	87,1	x	x	90,1	x	x	177,2
2007	x	x	208,2	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	370,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-10 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Colombie-Britannique

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
	millions de dollars								
Fabrication de produits métalliques [332]									
2006	2,2	40,3	42,5	2,3	9,1	11,4	4,5	49,4	53,9
2007	1,7	33,9	35,6	..	..	..	..	..	..
2008	1,9	36,3	38,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de machines [333]									
2006	3,6	29,7	33,3	3,3	9,0	12,2	6,9	38,7	45,6
2007	2,4	30,3	32,8	..	..	..	..	..	..
2008	2,2	29,5	31,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2006	3,1	49,9	53,0	1,5	5,1	6,6	4,6	55,0	59,7
2007	6,0	40,3	46,3	..	..	..	..	..	..
2008	3,1	45,6	48,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2006	0,5	8,9	9,4	0,2	2,0	2,3	0,7	10,9	11,7
2007	0,4	8,4	8,8	..	..	..	..	..	..
2008	0,4	8,3	8,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel de transport [336]									
2006	5,2	34,6	39,8	3,7	18,0	21,7	8,9	52,6	61,5
2007	1,7	37,2	38,9	..	..	..	..	..	..
2008	3,4	32,3	35,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]									
2006	2,4	20,2	22,5	1,0	6,4	7,4	3,4	26,6	30,0
2007	2,5	16,7	19,2	..	..	..	..	..	..
2008	2,6	17,1	19,7	..	..	..	..	..	..
Activités diverses de fabrication [339]									
2006	0,7	9,5	10,3	0,2	2,3	2,5	0,9	11,8	12,7
2007	0,8	9,3	10,1	..	..	..	..	..	..
2008	0,4	8,4	8,8	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2006	91,2	374,1	465,3	28,9	56,8	85,7	120,1	430,9	551,0
2007	142,6	341,6	484,2	..	..	..	..	..	..
2008	138,0	359,0	497,0	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2006	536,9	587,4	1 124,3	75,9	101,5	177,4	612,8	688,9	1 301,6
2007	593,7	617,3	1 211,0	..	..	..	..	..	..
2008	625,3	604,6	1 229,9	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2006	1 270,1	1 612,1	2 882,2	381,2	860,9	1 242,1	1 651,3	2 473,0	4 124,3
2007	1 487,3	1 809,5	3 296,9	..	..	..	..	..	..
2008	1 558,9	2 077,7	3 636,6	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2006	298,3	717,5	1 015,7	12,4	39,7	52,2	310,7	757,2	1 067,9
2007	293,4	766,4	1 059,7	..	..	..	..	..	..
2008	313,2	894,7	1 207,8	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2006	93,0	1 496,2	1 589,2	46,9	44,2	91,1	139,9	1 540,4	1 680,2
2007	100,1	1 569,2	1 669,4	..	..	..	..	..	..
2008	113,3	1 565,8	1 679,2	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2006	549,8	1 486,8	2 036,7	147,7	44,3	192,0	697,5	1 531,1	2 228,7
2007	535,1	1 952,9	2 488,0	..	..	..	..	..	..
2008	435,1	1 862,0	2 297,1	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2006	38,5	257,9	296,4	11,4	27,8	39,2	49,9	285,7	335,6
2007	29,0	250,0	279,0	..	..	..	..	..	..
2008	24,9	256,2	281,0	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-10 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Colombie-Britannique

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
	millions de dollars								
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2006	11,9	15,0	26,9	0,9	19,5	20,3	12,8	34,5	47,2
2007	1,0	12,0	13,1	..	..	..	..	..	..
2008	1,5	12,8	14,3	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2006	35,8	241,5	277,4	8,7	56,4	65,2	44,5	297,9	342,5
2007	37,7	233,4	271,1	..	..	..	..	..	..
2008	43,4	182,2	225,6	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2006	921,8	257,2	1 179,0	445,2	119,8	565,1	1 367,0	377,0	1 744,1
2007	1 037,9	336,7	1 374,7	..	..	..	..	..	..
2008	877,1	311,3	1 188,4	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2006	853,5	346,1	1 199,6	96,3	79,1	175,4	949,8	425,2	1 375,0
2007	674,3	363,1	1 037,4	..	..	..	..	..	..
2008	632,3	361,9	994,1	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2006	146,5	101,8	248,3	17,4	32,2	49,6	163,9	134,0	297,9
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	102,3	236,9	339,2	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2006	382,4	197,4	579,7	34,9	78,6	113,5	417,3	276,0	693,3
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	517,7	129,2	646,9	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2006	49,5	106,1	155,6	32,8	30,3	63,1	82,3	136,4	218,7
2007	58,5	95,6	154,1	..	..	..	..	..	..
2008	69,1	81,7	150,8	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2006	2 399,3	687,0	3 086,2	413,2	332,1	745,3	2 812,5	1 019,1	3 831,5
2007	3 030,6	692,6	3 723,2	..	..	..	..	..	..
2008	2 877,1	696,2	3 573,2	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2006	193,1	154,1	347,1	77,6	46,7	124,3	270,7	200,8	471,4
2007	225,4	175,8	401,2	..	..	..	..	..	..
2008	292,8	193,8	486,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2006	833,3	323,1	1 156,4	172,4	250,6	423,0	1 005,7	573,7	1 579,4
2007	882,5	321,1	1 203,6	..	..	..	..	..	..
2008	806,8	271,7	1 078,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2006	1 372,9	209,8	1 582,6	163,2	34,8	198,0	1 536,1	244,6	1 780,6
2007	1 922,7	195,7	2 118,4	..	..	..	..	..	..
2008	1 777,4	230,7	2 008,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2006	13 298,9	0,0	13 298,9	1 335,0	0,0	1 335,0	14 633,9	0,0	14 633,9
2007	14 522,2	0,0	14 522,2	..	..	..	..	..	..
2008	14 666,2	0,0	14 666,2	..	..	..	..	..	..
Total									
2006	28 440,7	11 471,5	39 912,2	3 660,5	4 591,6	8 252,1	32 101,2	16 063,1	48 164,4
2007	29 899,7	12 186,3	42 086,1	..	..	..	..	..	..
2008	31 453,9	12 576,3	44 030,2	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-11
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Territoire du Yukon

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2006	0,3	4,2	4,5	0,5	7,2	7,8	0,8	11,4	12,3
2007	0,4	4,5	4,9	..	..	..	..	..	..
2008	0,4	4,6	5,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2006	x	x	1,3	0,1	0,3	0,3	x	x	1,7
2007	x	x	1,4	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	1,3	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2006	17,6	2,2	19,8	0,3	0,7	1,0	17,9	2,9	20,7
2007	6,8	5,0	11,8	..	..	..	..	..	..
2008	0,3	2,1	2,4	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2006	5,1	8,6	13,7	0,8	1,7	2,4	5,9	10,3	16,2
2007	5,2	5,8	10,9	..	..	..	..	..	..
2008	5,2	5,7	10,9	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2006	x	x	10,0	0,1	7,0	7,1	x	x	17,1
2007	x	x	10,2	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	11,2	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2006	x	x	22,4	x	x	2,5	x	x	24,9
2007	x	x	24,2	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	24,1	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-11 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Territoire du Yukon

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2006	0,2	5,8	6,0	x	x	0,6	x	x	6,6
2007	x	x	7,2	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	6,9	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2006	0,3	10,6	10,9	0,2	1,4	1,5	0,5	12,0	12,4
2007	0,3	11,0	11,3	..	..	..	..	..	..
2008	0,3	8,6	8,9	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2006	0,2	1,3	1,5	0,1	0,2	0,4	0,3	1,5	1,9
2007	0,1	1,7	1,8	..	..	..	..	..	..
2008	0,1	0,9	1,0	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2006	x	x	0,1	0,0	0,0	0,0	x	x	0,1
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2006	0,1	0,7	0,8	0,1	0,4	0,5	0,2	1,1	1,3
2007	0,1	0,5	0,6	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	1,4	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2006	7,3	1,9	9,2	1,1	1,8	3,0	8,4	3,7	12,1
2007	x	x	8,1	..	..	..	..	..	..
2008	4,0	3,3	7,2	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2006	2,6	3,3	5,9	0,2	0,2	0,4	2,8	3,5	6,3
2007	4,7	2,8	7,5	..	..	..	..	..	..
2008	4,7	2,4	7,1	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2006	x	x	4,4	x	x	4,7	x	x	9,1
2007	1,3	0,3	1,6	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2006	2,5	2,7	5,2	0,5	2,9	3,4	3,0	5,6	8,7
2007	1,4	2,8	4,2	..	..	..	..	..	..
2008	1,0	3,0	4,0	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2006	0,2	0,8	1,0	0,1	0,1	0,3	0,3	0,9	1,2
2007	0,0	1,0	1,1	..	..	..	..	..	..
2008	0,2	1,1	1,3	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2006	112,1	17,9	130,1	49,6	4,1	53,6	161,7	22,0	183,7
2007	132,3	19,8	152,1	..	..	..	..	..	..
2008	144,3	31,0	175,3	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2006	0,7	1,9	2,5	1,3	1,1	2,4	2,0	3,0	4,9
2007	2,1	2,0	4,1	..	..	..	..	..	..
2008	2,1	1,9	4,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2006	95,1	13,6	108,7	45,5	2,1	47,6	140,6	15,7	156,2
2007	114,4	13,5	127,9	..	..	..	..	..	..
2008	122,7	23,4	146,2	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2006	16,4	2,4	18,8	2,8	0,9	3,7	19,2	3,3	22,5
2007	15,9	4,2	20,1	..	..	..	..	..	..
2008	19,4	5,7	25,1	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-11 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Territoire du Yukon

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2006	132,9	0,0	132,9	7,0	0,0	7,0	139,9	0,0	139,9
2007	140,2	0,0	140,2	..	..	..	..	..	..
2008	140,2	0,0	140,2	..	..	..	..	..	..
Total									
2006	447,1	120,3	567,4	69,7	34,3	104,1	516,8	154,6	671,5
2007	537,3	105,3	642,6	..	..	..	..	..	..
2008	551,6	187,8	739,4	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-12
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Territoires du Nord-Ouest

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2006	0,1	0,6	0,7	0,6	0,1	0,7	0,7	0,7	1,4
2007	0,1	0,7	0,8	..	..	..	..	..	..
2008	0,1	0,5	0,6	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2006	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
2007	0,0	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2006	0,1	0,2	0,3	0,6	0,0	0,6	0,7	0,2	0,9
2007	0,1	0,2	0,3	..	..	..	..	..	..
2008	0,1	0,2	0,3	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2006	0,0	0,2	0,3	0,0	0,1	0,1	0,0	0,3	0,4
2007	0,0	0,4	0,4	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,2	0,2	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2006	x	x	1 443,3	11,4	93,1	104,4	x	x	1 547,7
2007	x	x	1 552,1	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	1 157,0	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2006	16,8	9,9	26,7	1,6	1,3	2,9	18,4	11,2	29,6
2007	21,7	8,8	30,5	..	..	..	..	..	..
2008	19,8	10,6	30,4	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2006	0,5	5,4	5,9	0,5	7,7	8,2	1,0	13,1	14,1
2007	0,6	6,2	6,8	..	..	..	..	..	..
2008	0,4	4,3	4,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2006	0,0	1,7	1,7	0,0	0,7	0,7	0,0	2,4	2,4
2007	0,0	1,0	1,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	1,7	1,7	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2006	1,5	3,6	5,0	0,2	0,5	0,7	1,7	4,1	5,8
2007	5,8	3,7	9,5	..	..	..	..	..	..
2008	1,4	3,6	5,0	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2006	3,9	6,2	10,1	1,1	1,7	2,8	5,0	7,9	12,9
2007	4,1	5,7	9,7	..	..	..	..	..	..
2008	8,6	6,0	14,6	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2006	x	x	83,4	10,5	55,9	66,4	x	x	149,8
2007	x	x	83,8	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	111,1	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2006	x	x	22,0	0,4	1,1	1,6	x	x	23,6
2007	5,6	25,2	30,8	..	..	..	..	..	..
2008	4,0	20,1	24,1	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-12 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Territoires du Nord-Ouest

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2006	0,7	7,5	8,3	x	x	0,4	x	x	8,7
2007	x	x	22,9	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	22,1	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2006	4,2	32,8	37,0	1,1	4,4	5,5	5,3	37,2	42,5
2007	2,0	33,8	35,8	..	..	..	..	..	..
2008	3,0	34,8	37,8	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2006	0,2	2,4	2,6	0,3	0,4	0,7	0,5	2,8	3,3
2007	0,9	2,5	3,4	..	..	..	..	..	..
2008	0,2	2,4	2,6	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2006	x	x	1,6	x	x	x	x	x	1,6
2007	x	x	1,8	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	0,8	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2006	0,2	5,1	5,2	0,1	0,4	0,5	0,3	5,5	5,7
2007	0,4	4,7	5,2	..	..	..	..	..	..
2008	0,3	4,3	4,6	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2006	14,5	1,9	16,4	0,2	0,1	0,3	14,7	2,0	16,6
2007	x	x	38,2	..	..	..	..	..	..
2008	44,1	1,5	45,7	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2006	5,1	2,0	7,1	0,4	0,9	1,3	5,5	2,9	8,4
2007	11,5	2,0	13,5	..	..	..	..	..	..
2008	13,4	2,7	16,1	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	1,7
2007	0,4	0,6	1,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,3	0,5	0,8	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2006	14,1	0,8	14,9	0,2	0,3	0,5	14,3	1,1	15,4
2007	14,7	0,5	15,2	..	..	..	..	..	..
2008	14,8	0,6	15,3	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2006	0,3	0,7	1,0	0,4	0,4	0,8	0,7	1,1	1,8
2007	1,4	0,6	2,1	..	..	..	..	..	..
2008	0,9	0,6	1,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2006	72,1	18,6	90,7	55,1	11,2	66,3	127,2	29,8	157,0
2007	89,4	29,9	119,3	..	..	..	..	..	..
2008	88,8	28,3	117,1	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2006	6,8	5,0	11,8	14,9	1,1	16,0	21,7	6,1	27,8
2007	6,8	5,4	12,2	..	..	..	..	..	..
2008	11,7	5,9	17,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2006	49,3	9,8	59,1	39,1	8,5	47,5	88,4	18,3	106,7
2007	65,9	20,7	86,6	..	..	..	..	..	..
2008	66,6	18,0	84,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2006	16,0	3,8	19,8	1,1	1,6	2,7	17,1	5,4	22,5
2007	16,8	3,8	20,6	..	..	..	..	..	..
2008	10,5	4,4	14,9	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-12 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Territoires du Nord-Ouest

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2006	63,8	0,0	63,8	7,0	0,0	7,0	70,8	0,0	70,8
2007	65,1	0,0	65,1	..	..	..	..	..	..
2008	78,3	0,0	78,3	..	..	..	..	..	..
Total									
2006	1 531,6	316,8	1 848,3	91,8	180,7	272,5	1 623,4	497,5	2 120,8
2007	1 771,4	277,1	2 048,5	..	..	..	..	..	..
2008	1 359,0	333,0	1 691,9	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-13
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nunavut

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2006	0,3	0,6	0,9	1,5	0,1	1,5	1,8	0,7	2,4
2007	0,3	0,6	0,9	..	..	..	..	..	..
2008	0,3	0,6	0,8	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2006	0,3	0,6	0,9	1,5	0,1	1,5	1,8	0,7	2,4
2007	0,3	0,6	0,9	..	..	..	..	..	..
2008	0,3	0,6	0,8	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2006	252,2	8,5	260,7	x	x	x	x	x	x
2007	438,0	73,4	511,3	..	..	..	..	..	..
2008	470,6	203,1	673,7	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2006	0,1	1,3	1,4	0,1	1,8	2,0	0,2	3,1	3,4
2007	0,2	1,9	2,1	..	..	..	..	..	..
2008	0,1	1,4	1,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2006	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,1	1,0	0,0	1,1
2007	0,0	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2006	3,5	3,5	7,0	0,9	0,9	1,7	4,4	4,4	8,7
2007	2,1	4,0	6,1	..	..	..	..	..	..
2008	3,1	4,3	7,3	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2006	0,3	14,7	15,0	0,2	4,3	4,5	0,5	19,0	19,5
2007	0,2	9,2	9,4	..	..	..	..	..	..
2008	0,3	6,9	7,2	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2006	x	x	10,7	x	x	0,6	x	x	11,3
2007	x	x	14,7	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	17,1	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-13 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nunavut

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2006	0,0	7,9	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,9	8,0
2007	0,0	8,0	8,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	8,8	8,8	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2006	0,2	4,1	4,3	1,9	0,2	2,1	2,1	4,3	6,3
2007	1,3	3,9	5,1	..	..	..	..	..	..
2008	1,2	3,9	5,2	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2006	0,1	2,1	2,2	0,0	0,1	0,1	0,1	2,2	2,3
2007	x	x	2,1	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	2,1	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	0,3	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	0,3	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2006	13,4	x	13,8	x	0,2	0,2	x	x	14,1
2007	39,7	0,9	40,5	..	..	..	..	..	..
2008	24,9	0,9	25,8	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2006	23,7	1,5	25,2	2,1	0,7	2,7	25,8	2,2	28,0
2007	29,1	1,1	30,3	..	..	..	..	..	..
2008	17,7	1,5	19,2	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2006	0,1	0,3	0,5	0,2	0,2	0,3	0,3	0,5	0,8
2007	1,4	0,2	1,6	..	..	..	..	..	..
2008	7,7	0,3	8,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2006	39,4	12,5	51,9	18,3	8,4	26,8	57,7	20,9	78,6
2007	54,3	15,3	69,5	..	..	..	..	..	..
2008	69,8	15,9	85,8	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2006	2,2	2,2	4,3	14,4	0,3	14,8	16,6	2,5	19,1
2007	14,6	2,7	17,3	..	..	..	..	..	..
2008	30,1	3,0	33,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2006	30,1	7,5	37,6	0,0	6,1	6,1	30,1	13,6	43,7
2007	36,6	9,7	46,2	..	..	..	..	..	..
2008	36,1	9,8	46,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2006	7,1	2,9	10,0	3,9	2,0	5,9	11,0	4,9	15,9
2007	3,1	2,9	6,0	..	..	..	..	..	..
2008	3,7	3,1	6,7	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-13 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nunavut

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2006	48,6	0,0	48,6	3,0	0,0	3,0	51,6	0,0	51,6
2007	94,1	0,0	94,1	..	..	..	..	..	..
2008	62,4	0,0	62,4	..	..	..	..	..	..
Total									
2006	400,4	72,3	472,7	28,9	20,7	49,6	429,3	93,0	522,3
2007	676,9	139,7	816,5	..	..	..	..	..	..
2008	677,1	268,1	945,2	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 5-1
Investissements publics, résumé par secteur — Canada

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2006	7 895,9	2 310,0	10 205,9	680,8	1 280,9	1 961,7	8 576,7	3 590,9	12 167,5
2007	9 848,7	2 555,6	12 404,3	..	..	..	..	..	..
2008	10 978,6	2 910,3	13 889,0	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2006	58,4	59,4	117,8	25,2	7,2	32,4	83,6	66,6	150,2
2007	59,2	63,7	123,0	..	..	..	..	..	..
2008	50,8	66,2	117,0	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2006	1 289,0	1 469,3	2 758,3	420,4	696,3	1 116,7	1 709,4	2 165,6	3 875,0
2007	1 952,7	1 915,9	3 868,5	..	..	..	..	..	..
2008	2 800,4	2 770,7	5 571,1	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2006	24,4	309,3	333,7	5,5	4,4	9,9	29,9	313,7	343,6
2007	26,7	284,0	310,7	..	..	..	..	..	..
2008	27,0	305,9	332,9	..	..	..	..	..	..
Finances et assurances [52]									
2006	29,3	129,8	159,1	32,4	24,0	56,5	61,7	153,8	215,5
2007	40,0	156,9	196,9	..	..	..	..	..	..
2008	67,2	215,0	282,2	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2006	381,7	28,2	409,9	37,5	3,5	41,0	419,2	31,7	450,8
2007	644,1	48,7	692,8	..	..	..	..	..	..
2008	722,5	46,2	768,6	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5-1 – suite

Investissements publics, résumé par secteur — Canada

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Services d'enseignement [61]									
2006	5 053,6	2 045,7	7 099,3	1 212,1	273,8	1 485,9	6 265,7	2 319,5	8 585,3
2007	5 594,5	2 154,9	7 749,5	..	..	..	..	..	..
2008	5 186,5	2 167,3	7 353,8	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2006	2 912,2	2 268,9	5 181,0	411,1	421,4	832,5	3 323,3	2 690,3	6 013,5
2007	3 169,5	2 529,9	5 699,4	..	..	..	..	..	..
2008	3 368,2	2 338,1	5 706,3	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2006	367,7	276,4	644,1	47,0	50,6	97,5	414,7	327,0	741,6
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	353,3	603,9	957,3	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2006	19 504,9	5 715,1	25 220,0	3 260,6	1 234,9	4 495,6	22 765,5	6 950,0	29 715,5
2007	22 775,7	6 250,4	29 026,1	..	..	..	..	..	..
2008	26 766,4	6 537,8	33 304,2	..	..	..	..	..	..
Logement									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Total									
2006	37 685,4	14 722,9	52 408,3	6 151,6	4 026,7	10 178,3	43 837,0	18 749,6	62 586,6
2007	44 747,1	16 646,4	61 393,6	..	..	..	..	..	..
2008	50 499,9	18 140,3	68 640,2	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.
Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 032-0001.

Tableau 5-2
Investissements publics, résumé par secteur — Provinces et territoires

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
	millions de dollars								
Terre-Neuve-et-Labrador									
2006	419,1	152,5	571,7	102,8	69,6	172,4	521,9	222,1	744,1
2007	455,8	221,8	677,5	..	..	..	..	..	..
2008	514,0	237,0	751,0	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard									
2006	139,3	87,8	227,1	21,3	13,5	34,8	160,6	101,3	261,9
2007	137,9	71,9	209,8	..	..	..	..	..	..
2008	149,6	64,4	214,1	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse									
2006	924,3	318,8	1 243,1	245,9	42,3	288,2	1 170,2	361,1	1 531,3
2007	1 016,9	298,0	1 314,9	..	..	..	..	..	..
2008	1 033,5	317,0	1 350,4	..	..	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick									
2006	985,9	239,0	1 224,9	68,2	75,0	143,1	1 054,1	314,0	1 368,0
2007	1 082,5	258,7	1 341,2	..	..	..	..	..	..
2008	1 229,8	238,7	1 468,5	..	..	..	..	..	..
Québec									
2006	9 176,2	3 260,4	12 436,6	1 075,8	569,1	1 644,9	10 252,0	3 829,5	14 081,5
2007	10 632,0	3 850,8	14 482,8	..	..	..	..	..	..
2008	12 964,4	3 931,7	16 896,1	..	..	..	..	..	..
Ontario									
2006	12 984,4	5 935,5	18 920,0	1 882,0	1 820,7	3 702,7	14 866,4	7 756,2	22 622,7
2007	13 495,1	6 854,2	20 349,3	..	..	..	..	..	..
2008	15 168,3	7 530,3	22 698,6	..	..	..	..	..	..
Manitoba									
2006	1 545,6	481,1	2 026,7	488,8	168,8	657,5	2 034,4	649,9	2 684,3
2007	2 224,0	563,1	2 787,1	..	..	..	..	..	..
2008	2 391,8	689,9	3 081,7	..	..	..	..	..	..
Saskatchewan									
2006	1 286,2	616,0	1 902,2	288,7	211,1	499,8	1 574,9	827,1	2 402,1
2007	1 487,2	585,2	2 072,4	..	..	..	..	..	..
2008	1 649,5	602,3	2 251,8	..	..	..	..	..	..
Alberta									
2006	4 907,9	1 420,7	6 328,6	670,4	274,5	944,9	5 578,3	1 695,2	7 273,5
2007	7 423,0	1 547,4	8 970,4	..	..	..	..	..	..
2008	8 690,2	1 766,3	10 456,5	..	..	..	..	..	..
Colombie-Britannique									
2006	5 001,3	2 129,0	7 130,2	1 178,3	749,6	1 927,9	6 179,6	2 878,6	9 058,1
2007	6 354,1	2 301,0	8 655,1	..	..	..	..	..	..
2008	6 251,9	2 654,9	8 906,8	..	..	..	..	..	..
Territoire du Yukon									
2006	126,1	29,5	155,7	52,6	7,9	60,5	178,7	37,4	216,2
2007	148,4	27,3	175,7	..	..	..	..	..	..
2008	168,8	39,7	208,4	..	..	..	..	..	..
Territoires du Nord Ouest									
2006	102,6	34,0	136,6	56,7	13,2	70,0	159,3	47,2	206,5
2007	158,9	45,1	204,0	..	..	..	..	..	..
2008	168,0	45,0	213,0	..	..	..	..	..	..
Nunavut									
2006	86,4	18,5	105,0	20,2	11,3	31,5	106,6	29,8	136,5
2007	131,4	22,0	153,4	..	..	..	..	..	..
2008	120,2	23,0	143,2	..	..	..	..	..	..
Canada									
2006	37 685,4	14 722,9	52 408,3	6 151,6	4 026,7	10 178,3	43 837,0	18 749,6	62 586,6
2007	44 747,1	16 646,4	61 393,6	..	..	..	..	..	..
2008	50 499,9	18 140,3	68 640,2	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 032-0002.

Tableau 6-1
Investissements privés, résumé par secteur — Canada

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2006	1 228,5	2 863,2	4 091,6	849,0	2 798,8	3 647,8	2 077,5	5 662,0	7 739,5
2007	1 231,7	2 825,9	4 057,6	..	..	..	..	..	..
2008	1 173,5	2 708,4	3 881,8	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2006	3 791,9	1 902,2	5 694,1	827,6	450,4	1 278,0	4 619,5	2 352,6	6 972,2
2007	4 860,4	2 415,8	7 276,1	..	..	..	..	..	..
2008	4 693,7	2 668,2	7 361,9	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2006	586,6	4 131,1	4 717,7	116,5	1 918,0	2 034,5	703,1	6 049,1	6 752,2
2007	638,3	4 458,8	5 097,1	..	..	..	..	..	..
2008	671,1	4 670,5	5 341,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2006	4 112,3	3 793,4	7 905,7	463,0	660,2	1 123,2	4 575,3	4 453,6	9 028,9
2007	4 239,5	3 800,0	8 039,5	..	..	..	..	..	..
2008	4 754,2	3 993,5	8 747,7	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2006	4 478,2	7 305,6	11 783,8	1 338,8	3 905,2	5 244,0	5 817,0	11 210,8	17 027,8
2007	5 981,8	8 925,8	14 907,7	..	..	..	..	..	..
2008	9 216,3	8 362,3	17 578,6	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2006	2 099,9	6 607,2	8 707,2	260,8	733,1	993,9	2 360,7	7 340,3	9 701,1
2007	2 531,8	6 648,4	9 180,2	..	..	..	..	..	..
2008	2 517,1	7 168,2	9 685,3	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2006	838,9	17 044,6	17 883,5	327,7	456,6	784,3	1 166,6	17 501,2	18 667,8
2007	927,2	16 645,6	17 572,8	..	..	..	..	..	..
2008	1 096,2	16 489,9	17 586,1	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2006	4 003,8	12 236,0	16 239,9	745,2	591,6	1 336,9	4 749,0	12 827,6	17 576,7
2007	4 359,2	12 803,5	17 162,7	..	..	..	..	..	..
2008	5 417,1	13 133,9	18 551,0	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2006	44,1	142,0	186,1	13,3	56,2	69,5	57,4	198,2	255,6
2007	23,9	166,6	190,6	..	..	..	..	..	..
2008	21,8	141,6	163,4	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6-1 – suite

Investissements privés, résumé par secteur — Canada

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	Total
millions de dollars									
Services d'enseignement [61]									
2006	138,5	177,5	316,0	40,4	56,2	96,6	178,9	233,7	412,6
2007	251,4	173,0	424,4	..	..	..	..	..	..
2008	281,4	179,4	460,8	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2006	1 594,7	460,3	2 055,0	166,8	134,2	301,0	1 761,5	594,5	2 356,0
2007	1 006,9	468,5	1 475,5	..	..	..	..	..	..
2008	902,8	407,4	1 310,2	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2006	469,9	374,0	843,8	92,1	86,1	178,2	562,0	460,1	1 022,0
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	308,4	415,9	724,3	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2006	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2006	484,1	x	x	x	x	x	x	x	x
2007	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2008	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2006	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2007	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2008	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2006	81 708,8	0,0	81 708,8	11 923,0	0,0	11 923,0	93 631,8	0,0	93 631,8
2007	88 459,0	0,0	88 459,0	..	..	..	..	..	..
2008	89 331,9	0,0	89 331,9	..	..	..	..	..	..
Total									
2006	158 077,5	94 924,4	253 001,9	20 320,6	26 899,1	47 219,6	178 398,1	121 823,5	300 221,5
2007	163 399,1	97 803,1	261 202,2	..	..	..	..	..	..
2008	168 013,6	102 799,4	270 813,0	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM032-0001.

Tableau 6-2
Investissements privés, résumé par secteur — Provinces et territoires

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Machines matériels	
millions de dollars									
Terre-Neuve-et-Labrador									
2006	2 823,3	963,8	3 787,1	278,8	390,7	669,5	3 102,1	1 354,5	4 456,6
2007	2 391,0	971,3	3 362,3	..	..	..	..	..	..
2008	2 924,6	972,1	3 896,7	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard									
2006	347,4	252,8	600,2	73,6	106,3	179,9	421,0	359,1	780,1
2007	346,9	387,1	734,0	..	..	..	..	..	..
2008	374,4	371,0	745,4	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse									
2006	3 027,6	2 066,8	5 094,4	536,9	805,7	1 342,6	3 564,5	2 872,5	6 436,9
2007	2 886,3	2 027,9	4 914,2	..	..	..	..	..	..
2008	3 231,1	2 024,8	5 255,8	..	..	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick									
2006	2 602,5	1 858,6	4 461,1	457,7	675,7	1 133,4	3 060,2	2 534,3	5 594,5
2007	2 925,7	1 725,0	4 650,7	..	..	..	..	..	..
2008	2 775,3	1 863,8	4 639,1	..	..	..	..	..	..
Québec									
2006	23 217,0	16 155,8	39 372,8	4 296,8	4 783,3	9 080,0	27 513,8	20 939,1	48 452,8
2007	25 380,0	16 492,2	41 872,2	..	..	..	..	..	..
2008	25 902,4	17 583,0	43 485,4	..	..	..	..	..	..
Ontario									
2006	43 736,9	35 900,2	79 637,1	7 900,8	8 424,2	16 325,0	51 637,7	44 324,4	95 962,1
2007	46 025,0	36 783,9	82 808,9	..	..	..	..	..	..
2008	46 715,5	36 991,4	83 706,8	..	..	..	..	..	..
Manitoba									
2006	3 264,1	2 546,4	5 810,5	661,0	956,4	1 617,4	3 925,1	3 502,8	7 427,9
2007	3 570,6	2 794,6	6 365,2	..	..	..	..	..	..
2008	4 687,6	3 103,1	7 790,7	..	..	..	..	..	..
Saskatchewan									
2006	5 476,4	2 894,1	8 370,5	841,2	1 311,5	2 152,6	6 317,6	4 205,6	10 523,1
2007	5 322,3	3 036,4	8 358,7	..	..	..	..	..	..
2008	6 540,0	3 521,5	10 061,5	..	..	..	..	..	..
Alberta									
2006	48 078,9	22 516,1	70 595,1	2 730,8	5 400,1	8 130,9	50 809,7	27 916,2	78 726,0
2007	48 459,0	23 271,6	71 730,6	..	..	..	..	..	..
2008	47 530,0	25 766,1	73 296,1	..	..	..	..	..	..
Colombie-Britannique									
2006	23 439,4	9 342,6	32 782,0	2 482,2	3 842,0	6 324,3	25 921,6	13 184,6	39 106,2
2007	23 545,6	9 885,4	33 431,0	..	..	..	..	..	..
2008	25 201,9	9 921,4	35 123,4	..	..	..	..	..	..
Territoire du Yukon									
2006	321,0	90,7	411,7	17,1	26,4	43,5	338,1	117,1	455,3
2007	388,8	78,0	466,8	..	..	..	..	..	..
2008	382,8	148,2	531,0	..	..	..	..	..	..
Territoires du Nord Ouest									
2006	1 428,9	282,8	1 711,7	35,0	167,5	202,5	1 463,9	450,3	1 914,2
2007	1 612,4	232,1	1 844,5	..	..	..	..	..	..
2008	1 191,0	287,9	1 478,9	..	..	..	..	..	..
Nunavut									
2006	313,9	53,8	367,7	8,7	9,4	18,1	322,6	63,2	385,8
2007	545,5	117,6	663,1	..	..	..	..	..	..
2008	556,9	245,1	802,0	..	..	..	..	..	..
Canada									
2006	158 077,5	94 924,4	253 001,9	20 320,6	26 899,1	47 219,6	178 398,1	121 823,5	300 221,5
2007	163 399,1	97 803,1	261 202,2	..	..	..	..	..	..
2008	168 013,6	102 799,4	270 813,0	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2005, perspectives 2006 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM032-0002.

Introduction

Les données sur les dépenses en immobilisations fournissent des indications utiles quant à l'état du marché dans l'économie en général et dans ses divers secteurs. Comme ces dépenses représentent une partie importante et relativement variable des dépenses nationales brutes, l'envergure et la teneur des programmes d'investissements donnent une bonne idée de la demande que les producteurs canadiens ont eu à satisfaire au cours de la période en cause. De plus, l'importance relative des immobilisations projetées, au total et dans chaque secteur, permet de savoir ce que prévoient les dirigeants d'entreprise en ce qui concerne la demande future par rapport à la capacité de production actuelle.

On trouve dans la section « Sources et méthodes » les renseignements nécessaires pour tirer le maximum des tableaux statistiques. La section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Concepts » présente les définitions de base employées pour la collecte et la publication des données, les unités d'enquête visées et la classification des secteurs d'activité et des zones géographiques. Cette dernière section aborde en outre la question de la comparabilité de la série des dépenses en immobilisations avec les autres sources de données.

À la section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Sources », on peut prendre connaissance des différents types de questionnaires employés pour recenser les données, des sources des données non recensées et des modes de recueil de données. La section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Assurance de la qualité » présente les mesures prises pour assurer la qualité des données pendant et après la collecte.

La section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Méthodologie » expose les actions entreprises et les sources utilisées pour définir la base de sondage et la méthode employée pour en tirer un échantillon stratifié. On trouvera dans la même section les procédés d'imputation et d'estimation concernant les non-répondants compris dans l'échantillon et l'inflation concernant la partie non recensée de la base de sondage. Les deux dernières sections, « Qualité des données, concepts et méthodologie — Utilisateurs et utilisations » et « Qualité des données, concepts et méthodologie — Chronologie de la série des dépenses en immobilisations », fournissent respectivement des renseignements sur l'utilité des données et sur les données historiques qui existent en matière de dépenses en immobilisations.

Concepts

Définitions

Dépenses en immobilisations

Les dépenses en immobilisations sont constituées par le coût d'acquisition, de construction et d'installation d'usines, de matériel et d'outillage durables, que ce soit ou non à des fins de remplacement ou de location. Les dépenses immobilisées servant par exemple à payer des études de faisabilité, des honoraires d'architecte, d'avocat ou d'ingénieur et des frais d'installation, la valeur des biens immobilisés implantés par une entreprise, soit par voie de sous-traitance, soit par son propre personnel, ainsi que les frais d'intérêt capitalisés découlant des prêts qui financent les immobilisations sont aussi comprises dans les dépenses en immobilisations. Les dépenses brutes ont été indiquées sans déduction de la valeur de rebut ou d'échange des biens remplacés et comprennent les subventions reçues le cas échéant.

Les dépenses en immobilisations des ministères ne comprennent pas les subventions accordées aux entités externes (municipalités, organismes, établissements, entreprises) ni les articles budgétaires liés à un organisme ministériel ou à une société d'État de propriétaires, qui font l'objet d'une enquête distincte. Les dépenses en immobilisations ministérielles fédérales concernent les frais acquittés par le ministère, peu importe le ministère ayant octroyé le contrat. Les dépenses ministérielles provinciales comprennent les dépenses en immobilisations consacrées à des bâtiments, au matériel et à l'outillage devant être utilisées au Canada, financées par un fonds renouvelable, par un prêt rattaché à un fonds renouvelable, par un autre genre de prêt, par le Trésor ou par un compte spécial.

Le but est d'inclure le coût des usines, du matériel et de l'outillage nouveaux dont la durée d'utilisation doit dépasser un an. C'est pourquoi on demande aux répondants d'inscrire comme immobilisations tous les achats imputés aux comptes d'immobilisations. Cette méthode passe sous silence certains types d'équipements dont l'achat est imputé aux comptes courants.

Constructions permanentes

Une dépense de construction correspond à une activité humaine se traduisant par l'érection, l'assemblage ou l'achèvement d'un bâtiment ou d'un autre genre d'ouvrage autoportant et immobile dont les fondations, l'assise ou l'emplacement sont permanents. Le prix d'achat du terrain est exclu des dépenses de construction, qui comprennent toutefois les frais de raccordement aux services publics et d'aménagement des lieux. Les constructions comprennent en outre les modifications, les rénovations et les ajouts majeurs comportant des changements de structure ou prolongeant la durée d'utilisation prévue d'un bien. La structure peut se trouver au-dessus ou au-dessous de la surface terrestre et peut servir à faire passer ou à loger des biens ou des personnes. Une structure, non considérée comme du matériel, sous forme de bâtiment ou d'« autre structure », peut être définie comme étant le résultat d'une activité de construction ayant pour but de protéger, de soutenir, de retenir ou de faire passer quelque chose. Toute construction peut être classée comme bâtiment ou comme ouvrage de génie civil.

Un **bâtiment** est une construction permanente qui comporte des murs et un toit protégeant des biens ou des personnes d'une réalité sociale ou physique. Il peut aussi s'agir d'un abri mobile ou temporaire destiné à rester à un endroit donné pour une période prolongée, ou encore d'une annexe ou des dépendances nécessaires pour leurs fonctions de contenance, de soutien, d'accès ou de protection, ainsi que du matériel et de l'outillage faisant partie intégrante de la structure et servant par exemple à la plomberie, aux installations électriques, à la climatisation ou

aux ascenseurs. Par exemple, un hangar pour avions, une usine, un hôpital, un hôtel, un immeuble à bureaux, une gare ferroviaire, une école et un centre commercial sont des bâtiments.

Un **ouvrage de génie civil** sert directement ou indirectement au transport de personnes, d'équipement, de matériel, de gaz ou de signaux électriques. Il peut aussi s'agir de structures autoportantes logeant ces mêmes réalités, que ce soit ou non lors du transport comme tel. Les structures autoportantes érigées pour la transmission de signaux électriques peuvent aussi comprendre les structures conçues pour fournir un éclairage statique ou des signaux lumineux périodiques à partir d'un endroit immobile. De plus, les frais engagés pour apporter des modifications importantes à un terrain en vue d'un usage spécialisé sont des frais d'ouvrage de génie civil. Sont des ouvrages de génie civil entre autres les ponts, les routes, les aqueducs, les systèmes d'égouts, les barrages, les installations d'éclairage de rue, les chemins de fer et les pipelines.

Ces définitions présentent une conception générale de ce qu'est une construction permanente; cependant, plusieurs industries sont caractérisées par des conditions particulières qui nécessitent des considérations spéciales. Ainsi, outre les définitions qui précèdent, les entreprises minières engagent des dépenses d'exploration, de mise en valeur et de location des sites miniers, des frais d'activités sur le terrain et des frais généraux qui rentrent dans les dépenses en constructions permanentes. Les dépenses consacrées par les entreprises gazières et pétrolières au forage d'exploration et d'exploitation, aux installations de production, à la récupération assistée et aux usines de traitement du gaz naturel rentrent aussi dans cette catégorie. Pour les entreprises de services publics, les dépenses en constructions permanentes comprennent les frais liés à la transformation, aux postes d'aiguillage et aux usines de production ainsi que les frais généraux imputables aux usines.

Bien que le **logement** ne rentre pas dans les dépenses en immobilisations selon les définitions qui précèdent, il a été inclus en l'occurrence car il occupe une place importante dans les dépenses en construction et présente des fluctuations similaires à celles qui caractérisent les dépenses en immobilisations des entreprises, des établissements et des administrations publiques.

Matériel et outillage immobilisés

Le matériel et l'outillage sont constitués par toute combinaison de pièces interreliées qui sont mues physiquement ou électromagnétiquement et emploient la pression, la chaleur, la mécanique, l'électricité ou une autre forme d'énergie pour accomplir un travail ou, si elles sont statiques, pour faire partie du milieu de travail de personnes.

Les dépenses en immobilisations rentrant dans la catégorie du matériel et de l'outillage représentent le total des frais capitalisés consacrés à des appareils tels qu'automobiles, chaudières, compresseurs, engins de terrassement ou de manutention, génératrices, moteurs, fournitures de bureau et de magasin, matériel professionnel et scientifique, pompes, outils et transformateurs.

De plus, les dépenses en matériel et en outillage comprennent le coût de tout autre matériel ou outillage qui ne sont pas déjà déclarés comme faisant partie d'un bâtiment ou d'un ouvrage de génie civil, le coût des travaux d'exploration ou de mise en valeur (installations non productrices), le coût des biens pouvant être considérés comme du matériel de transformation ou d'exploitation minière et le coût des autres biens d'équipement que l'entreprise utilise elle-même ou loue à un tiers. Les dépenses immobilisées liées à l'outillage, les paiements proportionnels effectués avant l'achèvement des travaux ainsi que les résidus de compte et les retenues de garantie comptabilisés dans l'année en cause sont aussi incluses. Les dépenses brutes sont indiquées sans déduction des produits de la vente des actifs immobilisés ni de la valeur de rebut ou d'échange des biens remplacés.

Contrats de location

Conformément aux recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés, les contrats de location sont divisés en contrats de location-exploitation et contrats de location-acquisition. Les immobilisations acquises pour être employées par l'acheteur ou pour être louées à autrui, soit à des fins d'exploitation, soit à des fins d'acquisition, sont classées comme des dépenses en immobilisations nouvelles. L'Institut canadien des comptables agréés

recommande que les biens acquis par contrat de location-acquisition soient déclarés par le preneur. Toutefois, pour les besoins de l'enquête, ces biens sont déclarés par le bailleur.

Immobilisations usagées

Les immobilisations usagées sont définies comme étant des bâtiments, des constructions, du matériel ou de l'outillage ayant déjà servi à un autre organisme. Les dépenses liées à des immobilisations canadiennes usagées sont exclues puisqu'elles représentent un transfert de biens à l'intérieur du Canada et n'ont aucun effet sur le total national. Par contre, les dépenses liées à des biens importés au Canada augmentent le stock national et sont donc incluses dans la série des dépenses en immobilisations.

Travaux en cours

La série des dépenses en immobilisations comprend les dépenses consacrées aux travaux en cours, soit les coûts accumulés des projets d'immobilisations non achevés mais destinés à être immobilisés lorsqu'ils seront terminés.

Dépenses en entretien et réparations

Les dépenses en entretien et réparations portant sur des ouvrages, du matériel et de l'outillage sont indiquées séparément. **Ces dépenses ne sont pas considérées comme des immobilisations.**

Les dépenses en entretien et réparations sont constituées par la partie des frais courants qui sont portés en diminution des revenus de l'année où ils ont été engagés et qui sont consentis afin de maintenir le stock des immobilisations ou leur capacité productive (prévention) tout au long de la durée d'utilisation prévue. L'entretien et les réparations permettent de maintenir la productivité des immobilisations jusqu'à la fin de leur période de service sans temps d'arrêt indus. Ils ont aussi pour but de remettre une partie quelconque des immobilisations en bon état de marche après une défaillance ou une réduction de l'efficacité, ou de prolonger sensiblement la durée d'utilisation ou la productivité des biens. Ces sorties de fonds donnent une meilleure idée de la demande portant sur la main-d'oeuvre et le matériel.

Réparation des constructions

Les dépenses d'entretien et de réparations liées aux constructions comprennent les dépenses qui ne prolongent pas la durée d'utilisation prévue de la structure et qui n'en augmentent pas la capacité. Les dépenses d'entretien des bâtiments et des autres structures peuvent comprendre le soin courant des biens comme les services de conciergerie, l'enlèvement de la neige ou l'épandage de sel ou de sable par le personnel de l'entreprise ou par d'autres personnes engagées par elle.

Réparation du matériel et de l'outillage

Les dépenses d'entretien et de réparations liées au matériel et à l'outillage comprennent les dépenses qui ne prolongent pas la durée d'utilisation prévue du bien et n'en augmentent pas la capacité. Elles peuvent comprendre les vidanges d'huile et le graissage des véhicules et outillage.

Amortissement cumulé

L'amortissement cumulé est la somme des annuités imputées à la dépréciation du bien depuis son achat.

Utilisation de la capacité

On calcule l'utilisation de la capacité en divisant le niveau de production effectif d'une entreprise (en dollars ou en unités), par son niveau de production normal.

Impartition ou exécution autonome

L'impartition est l'action de confier des travaux à un entrepreneur en construction. L'exécution autonome consiste à faire effectuer les travaux par le personnel de l'entreprise.

Aliénation, vente et réduction des immobilisations

Il s'agit ici de la valeur comptable brute des immobilisations qui ont été aliénées, vendues, mises hors service, détruites ou sorties de quelque autre façon (y compris les réductions) ou qui ont été échangées à l'occasion de l'achat de nouvelles immobilisations. Le coût en capital cumulé représente le total des dépenses en immobilisations engagées pour un bien au moment de la construction ou de l'achat et après.

Durée d'utilisation prévue

La durée d'utilisation prévue d'un bien n'a pas de rapport avec la durée d'utilisation déclarée aux fins de l'impôt sur le revenu. Dans le cas d'une mine, la durée d'utilisation prévue est la période pendant laquelle la mine est censée être productive. Il s'agit ici des dépenses amorties (ou passées en charges dans certain cas) liées à l'exploration et à la mise en valeur du site minier. La durée prévue est basée sur le nombre d'années pour lequel l'entreprise s'engage dans la production au départ (exemple : méthode de l'amortissement proportionnel au rendement) en supposant qu'aucune diminution (ou augmentation) du prix des minéraux ne vienne réduire (ou prolonger) cette durée. La durée d'exploitation ou de productivité peut ne pas correspondre à la durée déclarée aux fins de l'impôt sur le revenu ni à la teneur mesurée des gisements.

Durée d'utilisation restante prévue des immobilisations

La durée d'utilisation restante prévue des immobilisations représente le nombre d'années qui restent dans la durée d'utilisation d'un bien usagé au moment de l'acquisition.

Valeur comptable brute

La valeur comptable brute est le prix d'achat du bien à l'origine.

Classification

Dans l'enquête sur les dépenses en immobilisations, l'établissement sert d'unité statistique principale dans la mesure des dépenses en immobilisations et en réparations. Par définition, l'établissement est la plus petite entité opérationnelle produisant un ensemble de biens et de services aussi homogène que possible, dont les registres indiquent la valeur de la production ainsi que le coût des matériaux utilisés et le coût et la qualité des ressources humaines employées pour cette production et pour laquelle des registres ou des ventilations estimées permettent d'obtenir toutes les variables de production nécessaires pour calculer la valeur ajoutée.

Le terme **établissement** fait référence à une capacité de production organisée comportant un certain degré de spécialisation. Pour tenir compte de la production diversifiée, on utilise le **Système de classification des industries de l'Amérique du Nord** (SCIAN, n° 12-501-X au catalogue), qui établit une distinction entre les activités principales, secondaires et auxiliaires et qui, en définitive, regroupe les établissements selon leur activité principale. Dans cette version, les établissements sont regroupés en industries, en grands groupes et en divisions selon la production

de biens ou de services homogènes ou selon leur participation à une activité économique similaire. Ce mode de regroupement s'applique à tous les établissements privés ou publics ainsi qu'aux entreprises gouvernementales. Toutes les autres activités gouvernementales sont classées comme fédérales, provinciales ou municipales dans la division des services gouvernementaux. Les notions et définitions employées dans la série des dépenses en immobilisations sont celles qui sont décrites dans les **Concepts and Definitions of Capital Stock and Capital Formation Series F No. 3** de 1953 des Nations-Unies.

Puisqu'un établissement peut être fixé dans plusieurs provinces, la **Classification géographique type** (CGT, n° 12-571-X au catalogue) a été employée dans l'enquête sur les dépenses en immobilisations. La CGT a été conçue pour diviser le Canada en régions en fonction des provinces, des divisions et subdivisions de recensement et des régions métropolitaines de recensement. Pour l'enquête sur les dépenses en immobilisations, on a retenu la classification géographique au niveau provincial comme base pour l'échantillonnage stratifié des établissements. Pour descendre au niveau des divisions et des subdivisions de recensement, il aurait fallu accroître l'échantillon pour de nombreuses industries.

Comparabilité

Bien que la série des dépenses en immobilisations soit conforme aux normes préconisées par Statistique Canada en matière de classification géographique et de classification des industries, on observe des différences entre les valeurs des dépenses en immobilisations qui y sont présentées et celles que l'on trouve dans d'autres sources.

Les nouveaux investissements enquêtés par la Division de l'investissement et du stock de capital (DISC) de Statistique Canada comprennent toutes les dépenses d'investissement des entreprises privées et des organismes gouvernementaux qui acquièrent des biens corporels durables. Toutefois, les totaux ne correspondent pas exactement aux données publiées pour la formation brute de capital fixe dans la comptabilité nationale des revenus et dépenses à cause des rajustements effectués pour le système de comptabilité nationale. Ces rajustements comprennent des déductions pour les constructions servant à la défense, les ventes nettes de véhicules automobiles usagés et le matériel mis au rebut ou à récupérer et des ajouts pour les coûts de transfert des terrains et des bâtiments existants.

Les totaux des dépenses en immobilisations publiés par la Division de l'organisation et des finances de l'industrie (DOFI) ne correspondent pas non plus exactement aux résultats présentés ici du fait que la DOFI se concentre sur les données à l'échelle de l'entreprise dans le secteur privé. De plus, contrairement à la série des dépenses en immobilisations, la DOFI compte le prix d'achat des terrains et des bâtiments usagés.

Les chiffres de la présente publication de la DISC diffèrent sous plusieurs rapports des dépenses connexes d'activités d'amont publiées par le Secteur de la politique énergétique de Ressources naturelles Canada (RNCAN) et par la Division des comptes des industries de Statistique Canada. D'abord, la comparabilité des statistiques de l'exploration et de la mise en valeur dans les secteurs du pétrole et du gaz naturel se trouve limitée par le fait que la Division des comptes des industries de Statistique Canada tient compte des terrains achetés à des fins de construction, ainsi que des acquisitions et locations de terres. Dans le secteur non traditionnel, la Division des comptes des industries inclut également les acquisitions de logements. De plus, le Secteur de la politique énergétique de Ressources naturelles Canada et la Division des comptes des industries incluent les dépenses liées aux activités géologiques et géophysiques. Or, ces dépenses ne sont pas considérées comme faisant partie de la « formation de capital » au sens de la comptabilité nationale et ne sont pas comptées dans la présente publication. Ensuite, RNCAN et la Division des comptes des industries recueillent les données sur les « autres dépenses en immobilisations » au niveau national, tandis que la DISC le fait à l'échelle provinciale. Enfin, la Division des comptes des industries recueille ses données pour l'année civile, dans la mesure du possible, contrairement à RNCAN et à la DISC. Cette dernière différence ne devrait cependant pas causer des écarts considérables.

L'enquête sur les dépenses en immobilisations respecte autant que possible les recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA); cependant, les données fournies par les établissements comportent souvent des coûts passés en charge pour des articles qui auraient dû être immobilisés. Les biens loués à bail sont déclarés par le bailleur dans l'enquête sur les dépenses en immobilisations, alors que l'ICCA recommande que les biens acquis par location-acquisition soient comptabilisés par le preneur.

Sources

Données enquêtées

La majorité des secteurs couverts par les séries sur les investissements sont enquêtés. Tous les établissements sélectionnés durant les trois périodes d'enquête (voir « Périodes d'enquête ») reçoivent soit le questionnaire ordinaire (long ou abrégé), soit un questionnaire spécialisé (long ou abrégé) soit le questionnaire de nouveau projet. Le genre de questionnaire reçu par un établissement dépend de son secteur d'activité, du niveau de dépenses anticipé, de l'enquête en cause et du fait que l'établissement fait partie ou non des nouveaux projets (hors de la base de sondage ou cas aberrant).

Le questionnaire ordinaire abrégé est le plus utilisé pour les trois périodes d'enquête. Ce questionnaire vise à recueillir des renseignements de base portant sur les constructions, le matériel et l'outillage immobilisés, les réparations apportées aux constructions ainsi qu'au matériel et à l'outillage, la valeur comptable brute, l'utilisation de la capacité dans les secteurs manufacturier et minier, les motifs des changements de dépenses, les travaux en cours et les contrats de location à bail. Soulignons que l'établissement est tenu de revoir ses dépenses en réparations durant l'enquête sur les données réelles seulement. L'établissement reçoit l'un des autres types de questionnaire si on l'on croit qu'il consacre des sommes importantes aux immobilisations, s'il est engagé dans un secteur spécialisé ou s'il fait partie des nouveaux projets.

Le questionnaire ordinaire long ne sert que pour l'enquête sur les données réelles et vise les établissements ayant déjà déclaré des dépenses importantes. Il vise à rassembler des renseignements plus approfondis que le questionnaire abrégé et touche le détail des dépenses par type d'actif, la valeur brute des actifs, les motifs d'aliénation, les frais d'intérêt capitalisés, le nombre de robots et les contrats de location selon le genre de bien (voir l'enquête 2803).

Les questionnaires spécialisés concernent le secteur minier et celui du pétrole et du gaz naturel. Les questionnaires de projets nouveaux sont destinés aux nouveaux établissements qui ne font pas encore partie de la base de sondage parce qu'ils ne produisent pas ou sont classés comme des cas aberrants.

Outre le sondage des établissements, la série des dépenses en immobilisations repose aussi sur des modes de cueillette particuliers. En effet, certains répondants opérant au Canada sont dans l'impossibilité de fournir une ventilation provinciale de leurs dépenses pour les périodes en cause. On utilise alors un rapport consolidé. La répartition entre les provinces est calculée à partir de ce rapport selon les caractéristiques pertinentes. Il peut aussi arriver que le nombre de sites administrés par l'établissement soit trop élevé pour un sondage classique. Dans ce cas, pour simplifier la déclaration, on fait appel, pour la collecte des données, à une entité appelée établissement provincial. Cependant, les sites représentés par l'établissement provincial doivent tous faire partie de la même industrie.

On demande aux répondants de déclarer les dépenses pour l'exercice financier de douze mois dont le dernier jour se situe entre le 1^{er} avril de l'année demandée et le 31 mars de l'année suivante.

Données non enquêtées

Bien que la série des dépenses en immobilisations fournisse une estimation des dépenses attribuables à chaque division de la SCIAN, toutes ne sont pas enquêtées. Lorsqu'elles ne le sont pas, l'estimation des dépenses est fondée sur les indices de production, de consommation et de coûts associés au secteur en cause.

La valeur des dépenses en immobilisations du secteur de la **pêche** (division B), pour toutes les périodes d'enquête, est fondée sur la modélisation statistique des données obtenues du ministère des Pêches et Océans du Canada

et de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie de Statistique Canada. Toutefois, les groupes industriels 032 et 033, soit les services relatifs à la pêche et le piégeage respectivement, ne sont pas couverts par ces sources et ne font pas l'objet d'estimations dans la série des dépenses en immobilisations.

L'estimation des changements dans les dépenses en immobilisations dans le secteur de la **construction** (division F), pour toutes les périodes d'enquête, se base sur la tendance observée dans le domaine du bâtiment pour l'ensemble de l'économie. Cette méthode repose sur l'hypothèse selon laquelle la valeur des mises en chantier, aussi bien dans le secteur résidentiel que dans les secteurs non résidentiels, constitue un indice fiable de la demande dans le domaine du bâtiment, donc des investissements des entreprises qui en font partie. Cependant, le grand groupe 44, soit les services relatifs à la construction, n'est pas visé par l'enquête sur les dépenses en immobilisations et ne fait pas partie des estimations de la série.

Finalement, les chiffres sur les investissements dans le domaine du **logement** sont produits par la Section des indicateurs courants de l'investissement et sont fondés sur les mises en chantier projetées, les coûts de construction et la valeur des rénovations dans chaque province. L'**infrastructure résidentielle** mise en place par les promoteurs est estimée et la valeur des infrastructures qui seront remises aux municipalités une fois achevées est comprise dans la série des dépenses en immobilisations sous la rubrique des administrations locales.

Mode de collecte des données

Plusieurs divisions de Statistique Canada participent à la collecte des données comprises dans les estimations finales des dépenses en immobilisations produites par la Division de l'investissement et du stock de capital. La Division de l'agriculture recueille des données sur les dépenses réelles et réelles préliminaires en immobilisations à l'aide de l'Enquête financière sur les fermes et de l'Enquête sur les cultures. La Division des institutions publiques accélère le processus en fournissant les données de son Enquête sur les dépenses en immobilisations des administrations locales, tandis que la Division des comptes des industries apporte des données sur les petites entreprises en se fondant sur son Enquête sur les dépenses nettes de l'industrie pétrolière et gazière. Les estimations portant sur le logement sont produites par la Section des indicateurs courants de l'investissement (Division de l'investissement et du stock de capital).

De plus, la série des dépenses en immobilisations comprend des données recueillies par des organismes et ministères extérieurs à Statistique Canada. Ainsi, les données rassemblées par chaque coordonnateur statistique provincial ou territorial dans le domaine de l'enseignement (écoles provinciales et territoriales), de la santé et de l'administration publique sont incorporées dans les séries des dépenses en immobilisations. Les chiffres portant sur l'industrie minière sont recueillis à l'échelle provinciale par les ministères provinciaux de l'énergie, des mines et des richesses naturelles de Terre-Neuve et Labrador, de la Nouvelle-Écosse, du Québec et du Manitoba.

Périodes d'enquête

Les deux périodes d'enquête sont organisées de telle sorte qu'on recueille trois ensembles de données annuelles ayant trait aux perspectives, aux données réelles préliminaires et aux données réelles relativement aux dépenses en immobilisations et en réparations pour toutes les branches de l'économie (voir tableau explicatif 1).

Tableau explicatif 1
Collecte des données pour la série des dépenses en immobilisations

Données	Période de collecte	Date de publication
Perspectives (A 1)	novembre (A-1) à février (A) ¹¹	février
Réelles préliminaires (A 1-1)	novembre (A-1) à février (A) ¹¹	février
Réelles (A 1-2)	mars (A-1) à octobre (A-1) ¹¹	février

1. A = année civile courante.

Assurance de la qualité

Suivi des questionnaires non retournés

Les mesures de suivi sont le plus souvent motivées par un faible taux de réponse dans un secteur ou dans une province ou un territoire en particulier. Pour commencer, on envoie un rappel général par la poste à toutes les unités n'ayant pas encore répondu. Si la situation ne se règle pas, on téléphone aux établissements faisant partie des secteurs les plus lacunaires pour les inciter à retourner le questionnaire rempli. Le fait d'intervenir activement auprès des établissements enquêtés qui ne répondent pas accroît le taux de réponse et permet ainsi d'obtenir des résultats plus précis pour l'estimation de la partie non enquêtée de la base de sondage (voir « Qualité des données, concepts et méthodologie — Méthodologie »).

Vérification

Lorsque les questionnaires remplis sont reçus, le processus d'assurance de la qualité se poursuit par la vérification statistique des données, qui consiste à scruter les données pour détecter les incohérences internes et les anomalies par rapport aux autres enquêtes ou aux autres années.

La vérification des additions sert à repérer les chiffres indiqués en unités plutôt qu'en milliers, les pourcentages dont la somme n'arrive pas à 100 % et les totaux inexacts. La vérification des différences consiste à évaluer la vraisemblance des dépenses déclarées en les comparant avec les dépenses indiquées lors des enquêtes antérieures de la même année et d'une autre année. Pour l'enquête sur les données réelles auprès des répondants qui reçoivent le questionnaire long, la vérification du détail des biens permet de découvrir les établissements qui présentent des renseignements sur les biens d'une manière qui ne concorde pas avec les déclarations des questionnaires antérieurs ou avec les réalités communes dans l'industrie. Ces vérifications permettent d'identifier les données pour confirmation selon des seuils fixés après évaluation de la portion couverte par l'enquête par rapport à l'industrie et selon l'emplacement géographique. De plus, des données sur les grands projets et sur les projets nouveaux sont recueillies dans les journaux, dans les revues spécialisées et dans les rapports d'industrie. Ces renseignements sont confrontés aux données déclarées et toute incohérence est identifiée pour confirmation.

Lorsque les données d'un établissement ont été identifiées à l'étape de la vérification, on consulte les autres données du questionnaire pour éclaircir le cas. Par exemple, une section du questionnaire demande au répondant d'indiquer les motifs des changements dans ses dépenses en immobilisations. Toutefois, si l'incohérence ne peut être expliquée à partir du questionnaire ni par d'autres renseignements portant sur l'industrie, on appelle directement l'établissement pour demander une confirmation. Les données sont alors mises à jour, soit par une correction, soit par une explication.

D'autres vérifications des microdonnées peuvent être effectuées pour les valeurs comptables brutes ou l'utilisation de la capacité. On fait une vérification des valeurs comptables brutes lorsque la valeur déclarée des immobilisations d'un établissement n'égale pas la valeur comptable brute déclarée antérieurement plus les investissements courants en immobilisations nouvelles déduction faite des aliénations. Dans un cas de ce genre, on appelle l'établissement pour qu'il confirme ou corrige les données. La vérification de l'utilisation de la capacité consiste à repérer tous les établissements manufacturiers et miniers qui fonctionnent à une capacité inférieure aux perspectives. Si les déclarations antérieures présentent des différences considérables par rapport aux données du questionnaire examiné, on appelle l'établissement pour qu'il confirme ou corrige les chiffres.

Évaluation des macrodonnées

L'exercice d'estimation (voir « Estimation ») permet d'obtenir un ensemble complet de données pour les parties enquêtées et non enquêtées de l'univers (base de sondage), donc il est possible de commencer l'analyse des tendances des divers secteurs. On commence par une évaluation des changements annuels (ou en pourcentage) dans chaque industrie pour repérer les provinces et territoires comportant des industries ou des sous-industries qui présentent une activité inhabituelle. Ce genre d'analyse met aussi en relief les industries qui ont le plus de poids dans les totaux canadiens.

La macroanalyse se poursuit par l'ajout des facteurs pouvant avoir un effet sur les dépenses dans une province ou dans une industrie en particulier. Ces renseignements supplémentaires peuvent prendre la forme d'indices économiques comme le PIB, la productivité, l'utilisation de la capacité, les bénéfices ou l'innovation technologique. D'autres facteurs peuvent influencer sur les dépenses, par exemple les politiques gouvernementales (politique fiscale, politique monétaire, subventions) ou les données propres à une industrie comme le nombre de mètres forés, l'import-export et les permis de construction. Sans établir un lien de cause à effet, cette analyse vise à mettre en rapport les informations ayant directement et indirectement trait à l'industrie avec les tendances récentes en matière de dépenses d'immobilisations. À la suite de cet exercice, les industries qui présentent une activité exceptionnelle sont soumises à des évaluations de microdonnées plus poussées en vue d'expliquer les différences importantes entre les années.

Méthodologie

Introduction

L'enquête sur les dépenses en immobilisations (EDI) produit des données sur les investissements qui se font au Canada et dans tous les types d'industries canadiennes. Ces données sont recueillies deux fois par année, à deux moments bien précis. Ceci permet d'avoir un suivi sur les perspectives et les réalisations en termes d'investissements et ce, sur une base annuelle. Un seul et même échantillon sert à recueillir des données pour trois années financières distinctes. Un premier questionnaire est envoyé aux unités de l'échantillon en mars de l'année financière A. Ce questionnaire sert à recueillir les données réelles de l'année financière A-1 qui vient de se terminer. Un deuxième questionnaire est ensuite envoyé à ces mêmes unités au mois d'octobre suivant, toujours dans l'année financière A. Ce questionnaire sert à recueillir les données réelles provisoires de l'année financière A qui s'achève bientôt et les données sur les perspectives pour l'année financière A+1. Notons que cet échantillon est tiré au mois de novembre de l'année financière A-1.

De même qu'un échantillon recueille des données pour trois années financières différentes, une année financière est couverte par trois échantillons différents. Un premier échantillon produit des données sur les perspectives pour une année financière A. Un an plus tard, un second échantillon produit des données réelles préliminaires pour cette même année financière A. Enfin un an plus tard, un troisième échantillon produit les données réelles pour cette même année financière A.

À chaque année, la Division des investissements et stock de capitaux (DISC) publie, au mois de février de l'année A, les résultats de l'enquête sur les données réelles (ER) de l'année financière A-2, de l'enquête sur les données réelles préliminaires (ERP) de l'année financière A-1 et de l'enquête sur les perspectives (EP) de l'année financière A.

Lors des enquêtes EP et ERP, les variables d'intérêt sont les capitaux immobilisés pour de la nouvelle construction (CC) ainsi que les capitaux immobilisés pour de la nouvelle machinerie et du nouvel équipement (CM). Lors de l'enquête ER, on ajoute les capitaux immobilisés pour la réparation reliée à la construction (RC) et les capitaux immobilisés pour la réparation reliée à la machinerie et à l'équipement (RM). De plus, lors de l'enquête ER, on produit des estimations plus détaillées pour les nouveaux capitaux. En effet, des estimations par type d'actifs sont également disponibles dans la publication **Dépenses en immobilisations par type d'actif**, no 61-223-X au catalogue.

Méthodologie par secteur industriel

Comme dans toute enquête qui couvre plusieurs secteurs industriels, la méthodologie de l'EDI diffère d'un secteur à un autre et devient par conséquent très fastidieuse à expliquer à l'intérieur d'une même section. Voici comment se scinde la méthodologie pour les différents secteurs industriels selon le Système de classification industrielle de l'Amérique du Nord (SCIAN) :

Secteur 11, sous-secteurs 111 et 112 (Industrie de la production animale et agricole) :

- L'enquête est menée par la Division de l'agriculture (DA) qui ajoute les questions d'investissements à certaines de leurs enquêtes auprès des fermiers. Les données sont traitées par la DA et les estimations sont rapatriées dans la publication bi-annuelle. Consultez la section « Données non enquêtées » sous la rubrique Qualité des données, concepts et méthodologie — Sources pour plus de détails.

Secteur 11, sous-secteur 114 (Industrie de la pêche, de la chasse et du piégeage) et secteur 23 (Industrie de la construction):

- Il n'y a pas d'enquête. Les données publiées sont basées sur des indicateurs économiques. Consultez la section « Données non enquêtées » sous la rubrique Qualité des données, concepts et méthodologie — Sources pour plus de détails.

Secteur 91, sous-secteur 913 (Administrations locales):

- L'enquête est menée par la Division des institutions publiques (DIP) qui en profite pour demander la distribution des dépenses en investissements par fonction qui servira pour leur propre publication "Finance du secteur public". Les données sont cependant traitées par la DISC et sont habituellement dans le même format que la plupart des données recueillies par la DISC. Pour plus de détails quant à la méthodologie d'échantillonnage, consultez Pandher (1995). Notons que dans le cas du Québec, un arrangement spécial permet d'obtenir les valeurs d'investissements pour la province.

Secteur 21, sous-secteurs 211 (Pétrole brut et gaz naturel) et 212 (Mines) et secteur 91, sous-secteurs 911, 912 et 914 (Gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux et autochtones) :

- Un échantillon suivant une méthodologie complètement basée sur un modèle a été préservé. Le traitement est le même que pour le reste de l'échantillon à quelques exceptions près. Pour plus de détails, consultez Lacroix (1991).

Secteur 21, industrie canadienne 213119 (Services reliés aux mines), secteur 55, industrie canadienne 551114 (Bureaux-chefs) et secteur 81 sous-secteur 814 (Ménages privés) :

- Il n'y a pas d'enquête ni aucune estimation pour ces secteurs.

Autres secteurs industriels:

- On utilise la méthodologie décrite dans cette section, en particulier une méthode d'estimation assistée d'un modèle.

Les sections suivantes présentent la méthodologie utilisée pour l'échantillonnage, la calendrialisation, l'imputation et l'estimation des autres secteurs. L'information concernant la méthodologie des secteurs industriels autres que ceux décrits au dernier point, est disponible dans les documents de référence cités.

Base de sondage

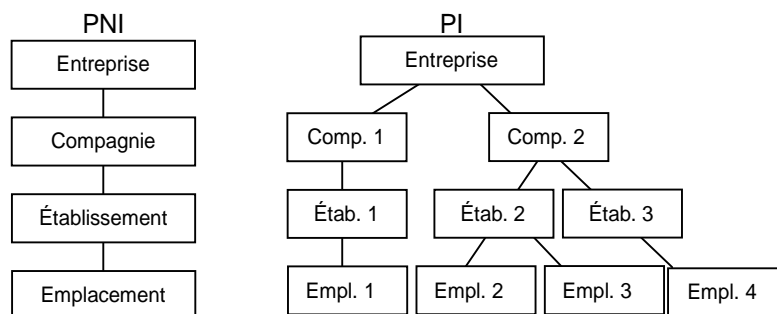
La base de sondage est principalement formée du Registre des entreprises (RE) développé à Statistique Canada. La Division du Registre des entreprises (DRE) est chargée d'en faire l'entretien et la mise à jour. Le registre est utilisé par un grand nombre d'enquêtes qui ne manquent pas de lui retourner de la rétroaction pour s'assurer que les plus récents changements dans le monde des entreprises soient incorporés au RE dans les plus brefs délais.

On retrouve sur le RE les unités nécessaires à l'établissement de notre base de sondage finale. La hiérarchie s'y lit comme suit : Entreprise - Compagnie - Établissement - Emplacement. Une entreprise peut avoir plusieurs compagnies qui peuvent chacune avoir plusieurs établissements qui peuvent à leur tour avoir plusieurs emplacements. Cette structure dite « statistique » est en fait une modélisation de la structure opérationnelle décrite par l'entreprise elle-même. Selon l'information disponible pour chaque niveau de la structure opérationnelle, on définit le niveau statistique correspondant. Par exemple, pour être considéré comme un établissement, on doit pouvoir fournir au RE les salaires et taux de rémunération, le revenu et les intrants principaux dans le processus d'exploitation.

Dans le cas des unités formant la portion non-intégrée (PNI) du RE, la structure statistique est linéaire : une entreprise est reliée à une seule compagnie, à un seul établissement et à un seul emplacement. Dans la portion intégrée (PI), la structure peut être linéaire mais est généralement plus complexe. Le schéma 1 illustre les deux structures.

Figure 1

Structures statistiques



Dans le cadre de l'EDI, l'unité d'échantillonnage choisie est l'établissement, celle-ci correspondant le mieux au besoin de collecte et de divulgation des données d'investissements. Pour plus de détails concernant le RE, consultez Cuthill (1996).

Lorsque l'on tire l'échantillon au mois de novembre, on prend une nouvelle « image » du RE. Avec l'avènement de l'enquête unifiée sur les entreprises, le RE a amélioré sa couverture et cette « image » s'en trouve d'autant plus complète et à jour. L'enquête sur les dépenses en immobilisations fait partie de l'enquête unifiée et se sert de cette nouvelle image pour procéder à l'échantillonnage.

Puisque les questionnaires sont envoyés au mois de mars et au mois d'octobre suivants, et étant donné la nature dynamique des entreprises, il est certain que de nouveaux projets se mettront en branle après la sélection originale de l'échantillon. Pour être certain que d'importants investissements ne soient pas « oubliés », on ajoute des unités à l'échantillon, même après le premier envoi postal, lorsque le projet est jugé assez important. Ces « nouveaux projets » comme nous les appelons, sont trouvés grâce à la lecture de journaux, de rapports de compagnie ou encore grâce aux listes de permis de construction. Ils sont échantillonnés avec certitude et nous permettent d'éviter de sous-estimer grossièrement la valeur des investissements des industries où on les retrouve.

Il est à noter que certaines unités qu'on tient à mettre dans l'échantillon, tels que les nouveaux projets, ont une information incomplète. Le revenu, qui est connu pour toutes les unités de la base, peut être inconnu pour ces unités. Comme le revenu est utilisé au cours de différents processus (imputation, estimation, etc.), ces unités sont regroupées afin de les traiter séparément lors du traitement des données.

Regroupement

Avant de procéder à l'échantillonnage, toutes les unités dans le secteur privé qui ne faisaient pas partie des industries minières et manufacturières ont été regroupées selon la méthode suivante. Tous les établissements opérant dans la même province, dans le même secteur industriel codé à six chiffres et sous la même entreprise ont été regroupés en un seul super-établissement. Le revenu du super-établissement est la somme de tous les revenus des établissements qui le composent et le reste de l'information est tiré de la tête du regroupement, soit le bureau-chef si c'est possible ou, sinon, l'établissement avec le plus grand revenu. Pour le secteur public, toutes les unités font partie de l'échantillon.

Une fois le nouvel univers construit avec les nouveaux super-établissements, toutes les unités qui ont un revenu inférieur à une certaine limite sont éliminées de la base à moins qu'elles ne correspondent à des bureaux-chefs ou à des laboratoires, ces unités étant choisies avec certitude. Cette procédure est mise en place pour éviter de « perdre » ces unités qui ne génèrent pratiquement aucun revenu, mais qui pourraient être l'objet d'investissements substantiels.

La limite inférieure déterminant les unités non-observées est construite en fonction de la province et du secteur industriel. Celle-ci varie de 100 000 \$ à 850 000 \$ selon la taille des unités qui composent l'industrie et la province. En gros, la limite est calculée de sorte à exclure au maximum 10 % du revenu total du secteur industriel et provincial de l'échantillonnage. Ceci permet d'alléger le fardeau des répondants de petite taille et répond ainsi aux lignes directrices du bureau. La portion non couverte est estimée en utilisant des données administratives lorsque disponibles (se référer la la section « Estimation » pour plus de détails).

Lorsque tous les regroupements ont été effectués et que les petites unités ont été éliminées, la population observée est prête à être stratifiée.

Échantillonnage

L'échantillonnage se divise selon les trois parties traditionnelles : la stratification, la répartition et la sélection. Celles-ci sont décrites dans le texte qui suit.

Stratification

On a tout d'abord stratifié selon le lieu géographique, la classification industrielle et également en fonction du pays d'origine du contrôle afin de tenir compte de nouveaux besoins. La division géographique se fait selon les 13 provinces et territoires, sans autre raffinement (aucune stratification infra-provinciale). Douze pays d'origine de contrôle ont été considérés dans la stratification cette année : Canada, États-Unis, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne, Suède, Italie, Pays-Bas, Chine, Hong Kong et Australie. Les autres pays ont été regroupés. Pour ce qui est de la stratification industrielle, le SCIAN de 1997 est utilisé selon le niveau requis pour les estimations. Si par exemple, pour une certaine industrie, le niveau le plus désagrégé publié correspond au SCIAN à 3 chiffres, ce sera le niveau de stratification. Notons que pour le reste de la section, le SCIAN à 6 chiffres sera abrégé par SCIAN-6, le SCIAN à 5 chiffres par SCIAN-5, etc...

Le tableau explicatif 1 indique, par industrie, quels sont les niveaux de publication possibles les plus désagrégés pour les estimations provinciales et canadiennes.

Tableau explicatif 1
Niveaux de publication les plus désagrégés

Secteur industriel	Code de SCIAN	Niveau de publication SCIAN
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11	3
Extraction minière, de pétrole et gaz	21	3 à 6
Services publics	22	4
Fabrication (SCIAN -3 316 et 323)	31-33	3 et 4
Commerce de gros	41	3
Commerce de détail	44-45	3
Transport et entreposage	48-49	3
Information et culture	51	3
Finance et assurances	52	3
Services immobiliers, de location et de location à bail	53	4
Services professionnels, scientifiques et techniques	54	4
Gestion de sociétés et d'entreprises	55	2
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	56	3
Services d'enseignement	61	4
Soins de santé et assistance sociale	62	3
Arts, spectacles et loisirs	71	3
Hébergement et services de restauration	72	3
Autres services	81	3
Administrations publiques	91	3

Les niveaux de publication provinciaux correspondent aux secteurs industriels à l'exception de l'industrie de la fabrication où on publie au niveau SCIAN-3 pour quatre provinces : Québec, Ontario, Alberta et Colombie-Britannique.

Répartition

Une fois la stratification initiale mise en place, on calcule le coefficient de variation (CV) (voir « Estimation » pour plus d'information sur les CV) à viser en utilisant la variable revenu de façon à atteindre le CV fixé pour le niveau de publication le plus désagrégé, dans notre cas, par province et différents niveaux industriels SCIAN tel que définis précédemment. Un exemple aide à mieux comprendre la situation.

Supposons qu'on veuille publier des estimations pour le secteur industriel 72 (Hébergement et services de restauration) pour lequel on publie au niveau SCIAN-3 pour le Canada et au niveau de l'industrie complète par province / territoire. On construit alors le tableau 2, où le nombre de provinces a été simplifié à 3 et le nombre de sous-secteurs (SS) SCIAN-3 pour l'industrie au complet est 2 (721 et 722).

Tableau explicatif 2
Croisements de publication pour le secteur 72

	Province 1	Province 2	Province 3	CV
SS721	...	...	...	15%
SS722	...	...	...	15%
CV	15%	15%	15%	...

La stratification initiale correspond à chacune des cellules du tableau 2 et les marginales correspondent aux estimations qu'on désire publier. Si on désire, par exemple, publier des estimations avec un CV cible de 15 %, on doit d'abord calculer le CV à viser pour chacune des cellules de telle sorte que les CV des marginales soient respectés.

Avant de pouvoir calculer le CV nécessaire au niveau des cellules pour atteindre le CV fixé au niveau des marginales, on doit d'abord ajuster ces CV marginaux. En effet, on ne peut obtenir des CV de 15 % dans les deux directions, car

lorsque l'on fixe la variance dans une direction pour obtenir le CV visé, on fixe automatiquement la variance (donc le CV) pour l'autre direction et on « subit » le CV résultant. Sachant que les CV des deux directions ne peuvent être simultanément égaux au CV visé (à moins d'un hasard), nous avons choisi de minimiser la distance des CV des marginales au CV cible. On obtient donc, dans une direction, un CV résultant supérieur au CV cible et dans l'autre, un CV inférieur à ce même CV. Ceci est fait en minimisant la distance entre les CV résultants et le CV cible sous la contrainte d'avoir des variances égales dans les deux directions. D'une façon mathématique:

$$\text{Minimiser } (CV^C - CV^A)^2 + (CV^C - CV^B)^2 \\ \text{sous la contrainte } VA=VB$$

où CV^A et CV^B représentent les CV atteignables dans les deux directions, CV^C représente le CV cible et VA et VB représentent les variances dans les deux directions.

Appelons le CV résultant le nouveau CV cible. Dans l'exemple précédent, on pourrait se retrouver avec de nouveaux CV cibles comme dans le tableau 3.

Tableau explicatif 3
Nouveau CV cibles (les plus près du CV visé)

	Province 1	Province 2	Province 3	CV
SS721	...	...	...	11%
SS722	...	...	...	11%
CV	18%	18%	18%	...

Pour atteindre le nouveau CV cible, on doit calculer ce que devraient être les CV visés pour chacune des strates initiales en utilisant l'algorithme itératif du quotient tel que décrit dans Latouche (1988).

En utilisant à nouveau les lettres A et B pour désigner les deux directions (A la direction géographique et B la direction industrielle par exemple), on recalcule les CV des cellules jusqu'à ce que la combinaison des CV sur une même ligne ou une même colonne soit assez près du CV cible de la marginale correspondante.

$$CV_r^B(\hat{Y}_{ij}) = CV_{(r-1)}^A(\hat{Y}_{ij}) * \frac{CV(\hat{Y}_{.j})\hat{Y}_{.j}}{\sqrt{\sum_j (CV_{(r-1)}^A(\hat{Y}_{ij}))^2 \hat{Y}_{ij}^2}}$$

$$CV_r^A(\hat{Y}_{ij}) = CV_{(r-1)}^B(\hat{Y}_{ij}) * \frac{CV(\hat{Y}_{i.})\hat{Y}_{i.}}{\sqrt{\sum_j (CV_{(r-1)}^B(\hat{Y}_{ij}))^2 \hat{Y}_{ij}^2}}$$

où :

- r désigne l'itération courante,
- r-1 désigne l'itération précédente,
- i. désigne la marginale dans la direction A,
- .j désigne la marginale dans la direction B,
- ij désigne un croisement des directions A et B et
- Y correspond au total de la variable revenu pour un groupement donné.

L'algorithme s'arrête lorsque le critère de convergence (0,1 %) est rencontré ou après un maximum de 10 itérations. Notons ici que l'algorithme converge très rapidement et on atteint presque à coup sûr le CV visé au niveau des marginales. Le tableau 4 illustre le résultat du procédé itératif.

Tableau explicatif 4
CV des cellules après itérations

	Province 1	Province 2	Province 3	CV
SS721	20%	23%	24%	11%
SS722	17%	20%	21%	11%
CV	18%	18%	18%	...

Maintenant que le CV est fixé pour chacune des strates initiales (celles-ci correspondent aux cellules du tableau précédent), on peut les stratifier en deux strates de taille : grande taille où l'échantillonnage se fait avec certitude et petite taille où l'échantillonnage se fait selon une probabilité de sélection permettant d'atteindre le nouveau CV cible. La méthode préconisée pour séparer les cellules en deux est celle d'Hidiroglou (1986) qui a le mérite de minimiser la taille d'échantillon tout en atteignant le CV cible. La technique est simple : on part de l'équation qui donne le CV de la strate initiale

$$CV(\hat{Y})^2 = \frac{(N-t)(N-n(t)) S_{(N-t)}^2}{\hat{Y}^2}$$

- où
- N désigne la taille de la population,
 - n(t) désigne le nombre total d'unités à échantillonner,
 - t désigne le nombre total d'unités dans la strate à tirage complet,
 - S_{2(N-t)} désigne la variance dans la strate à tirage partiel et
 - Y correspond au total de la variable revenu pour la strate.

On peut la réécrire de façon à isoler n(t), le nombre total d'unités à échantillonner en fonction de t, le nombre d'unités échantillonnées avec certitude :

$$n(t) = t + \frac{(N-t)^2 S_{(N-t)}^2}{CV^2 \hat{Y}^2 + (N-t) S_{(N-t)}^2}$$

Il s'agit alors de bien comprendre la fonction pour trouver son point minimum. Celui-ci peut être atteint selon un processus itératif qui calcule, après avoir convergé, les deux paramètres suivants : la borne qui sépare la strate initiale en deux strates finales ainsi que la taille d'échantillon de chacune des strates. On aura t unités dans la strate à tirage complet et n(t) - t unités à tirer dans la strate à tirage partiel. On aura ainsi tiré le nombre minimal d'unités pour atteindre le CV cible fixé.

Il est fort probable qu'on n'obtienne pas exactement le CV cible au niveau des cellules. Le CV atteint est habituellement près, mais peut être jusqu'à 2 % au-dessus du CV cible pour certaines cellules. Ceci a pour effet de changer légèrement les CV visés au niveau des marginales. Le tableau 5 reprend les résultats du tableau 4 après l'application de l'algorithme d'Hidiroglou.

Tableau explicatif 5
CV final des cellules après itérations

	Province 1	Province 2	Province 3	CV
SS721	20,1 %	22,8 %	24%	10,8 %
SS722	17,2 %	21,5 %	20,4 %	11,7 %
CV	18,1 %	18,9 %	17,8 %	...

Lorsque cette étape est complétée, on peut alors procéder à la sélection proprement dite de l'échantillon.

Sélection

Pour les strates à tirage partiel, la sélection se fait selon un processus aléatoire simple sous les contraintes d'un chevauchement minimum avec l'échantillon de l'enquête unifiée auprès des entreprises (EUE) (Pour plus de détails sur cette enquête, se référer à Simard et al (2001)), d'une fraction de sondage minimale de 1 % et d'un minimum de 3 unités échantillonnées par strate. Dans les strates à tirage complet, toutes les unités sont échantillonnées avec certitude.

Vérification des données

Une fois l'échantillon tiré, un questionnaire est envoyé par la poste invitant le répondant à le retourner dûment rempli. Les unités n'ayant pas répondu font l'objet d'un suivi postal et téléphonique pour s'assurer d'obtenir leurs investissements. Un effort spécial est fait pour les unités faisant partie de strates à tirage complet.

Une fois les données saisies, certaines vérifications sont faites pour chaque établissement. Entre autres, plusieurs règles de cohérence sont en place permettant de s'assurer que si certains champs sont codés, tous ceux qui y sont reliés sont également codés. On peut par exemple, vérifier que la somme des parties égale le tout, que certaines cellules sont bien remplies, etc...

Certaines vérifications ont trait directement aux données d'investissement. Par exemple, si des données historiques sont disponibles, certaines règles de tolérance sont appliquées.

Lorsqu'aucune donnée historique n'est disponible, tous les répondants présentant des investissements de 10 000 000 \$ et plus font l'objet de vérifications approfondies. Notons que ces règles sont sujettes à changements.

Finalement, un grand nombre de règles de vérification de nature qualitative (et non quantitative) sont aussi en place. Pour plus de détails sur les règles de vérification, consulter Comeau (1995).

Calendrialisation

Une fois la collecte effectuée et les données vérifiées, on procède à la calendrialisation des données. Ce processus permet d'obtenir des données pour la période de janvier à décembre de l'année de référence dans les cas où le répondant fournit ses données sur une autre base. En effet, pour diminuer le fardeau de réponse du répondant, on accepte qu'il fournisse ses données sur la base de sa période fiscale. Pour une année donnée, sa période fiscale doit se terminer entre le 1er janvier de l'année visée et le 31 mars suivant l'année visée.

Pour éviter de produire des estimations se rapportant à plusieurs périodes fiscales différentes, on a recours à la calendrialisation. Le principe directeur est assez simple : tout d'abord "briser" les données annuelles en données mensuelles, extrapoler si nécessaire puis sommer les mois qui composent l'année d'intérêt pour ainsi obtenir les données calendrialisées du répondant.

La méthode développée par Cholette (1984) est utilisée pour "briser" les données de façon mensuelle et faire l'interpolation. La méthode s'apparente à la technique d'annualisation de données ("Benchmarking"). En gros, on peut résumer l'algorithme comme suit:

On cherche à minimiser la fonction

$$O(x) = \sum_{m=2}^T ((x_m - x_{m-1}) - (z_m - z_{m-1}))^2$$

de telle sorte que la somme des valeurs mensuelles (x_m) sur la période fiscale soit égale à la valeur rapportée par le répondant.

La série des z_m correspond à l'information auxiliaire connue pour le répondant comme possiblement son cycle ou sa tendance. Pour l'enquête, on n'utilise pas cette option et la série est tout simplement mise égale à une constante ce qui correspond tout simplement à minimiser le changement d'un mois à l'autre (tout en s'assurant de respecter le total fiscal).

Le nombre de mois disponibles (T) sur lequel on calcule la fonction à minimiser dépend de l'information historique que l'on détient sur le répondant. Cependant, étant donné qu'habituellement un répondant reçoit au moins deux questionnaires correspondant à deux années civiles distinctes, T devrait être au minimum égal à 24. Les périodes qui ne sont pas couvertes par les données fiscales (au début ou à la fin de la série) sont extrapolées par la dernière (ou la première) valeur mensuelle calculée. Le reste du traitement décrit peut donc être appliqué sur les données calendrialisées ou sur les données civiles des répondants.

Détection de données aberrantes

Une fois les données transformées sur une base calendrier, on procède à la détection de données aberrantes. La détection peut se faire à quatre niveaux. On commence la détection au niveau le plus désagrégé. S'il n'y a pas au moins 25 unités à ce niveau, on passe au niveau suivant. Dans la définition de ces niveaux, jusqu'à trois variables peuvent être impliquées : le niveau industriel, la taille et la région géographique.

En ce qui a trait à la taille, il y a trois catégories : la strate à tirage complet avec revenu connu, la strate à tirage complet avec revenu inconnu et la strate à tirage partiel.

Quant à la région géographique, l'unité se retrouve soit dans les grosses provinces (Qc, Ont., Alb. et C.-B.), dans les provinces moyennes (N.-É., N.-B., Man. et Sask.) ou dans les petites provinces (I.-P.-É., Yn, T.N.-O., Nt et T.-N.-L.).

Les quatre niveaux de détection sont :

- Niveau 1 : SCIAN-3 * Taille * Qc, Ont., Alb., C.-B., petites et moyennes provinces (séparées)
- Niveau 2 : SCIAN-3 * Taille * grosses provinces et petites et moyennes provinces (ensemble)
- Niveau 3 : SCIAN-3 * Taille * Canada
- Niveau 4 : Secteur * Canada

Lorsque dans une industrie, on publie au niveau du secteur, on commence la détection au niveau le plus agrégé, soit le niveau 4.

De plus, la détection des valeurs aberrantes se fait avant et après imputation. La détection suite à l'imputation se fait avec les données imputées et permet ainsi de détecter les données imputées aberrantes.

La méthode d'Hidiroglou-Berthelot (1986) est utilisée pour les détecter. L'établissement "i" est considéré aberrant si une des deux relations est vérifiée:

$$Y_i < M - C \cdot DQ_1$$

$$Y_i > M + C \cdot DQ_3$$

où

$$DQ_1 = \text{Max}(M - Q_1, |A \cdot M|),$$

$$DQ_3 = \text{Max}(Q_3 - M, |A \cdot M|),$$

M est la médiane (c'est à dire le point où exactement 50 % des établissements se trouvent de part et d'autres),

Q_1 est le premier quartile (25 % des établissements sont plus petits et 75 % sont plus grands),

Q_3 est le troisième quartile (75 % des établissements sont plus petits et 25 % sont plus grands),

A et C prennent respectivement les valeurs : 0,5 et 20.

La détection des données aberrantes est effectuée pour les quatre (ratios) suivants. CC calendrialisé sur le revenu, CM calendrialisé sur le revenu, CC sur le revenu, CM sur le revenu. Si un établissement est trouvé aberrant pour un de ces ratios, alors il est automatiquement considéré aberrant pour les deux variables d'investissements, CC et CM, calendrialisées et fiscales. Dans le cas de l'ER, la même procédure est répétée pour les variables RC et RM en plus des variables CC et CM.

Imputation

Les enregistrements trouvés aberrants ne sont pas imputés puisque les règles de cohérence ont déjà été appliquées et que l'on considère valide l'investissement déclaré par le répondant. On ne fait qu'exclure ces enregistrements du calcul de moyenne lors de l'imputation des non-répondants. De plus, si certains des établissements trouvés aberrants font partie de strates à tirage partiel, alors ils sont promus dans la strate à tirage complet avec revenu connu et la probabilité de sélection des unités résiduelles est recalculée.

Pour les enregistrements à imputer, trois méthodes d'imputation sont utilisées pour procéder à l'évaluation des données manquantes. Il n'existe pas d'imputation partielle : les deux variables d'intérêts, CC et CM (on ajoute RC et RM dans le cas de l'ER) sont disponibles ou manquantes pour chacun des établissements. Les trois méthodes permettent donc d'imputer parallèlement toutes les variables. La première méthode est tout simplement la substitution par valeur historique. Pour les enquêtes suivantes, on utilise la valeur historique, en autant que celle-ci couvre la même année de référence :

$$Y_{its} = Y_{it(s-1)}$$

où t correspond à l'année de référence, s correspond à l'enquête courante, s-1 à l'enquête la plus récente pour laquelle des données ont été rapportées et y est la variable d'intérêt.

Dans le cas de l'enquête sur les perspectives (EP), comme il s'agit de la première enquête pour une année de référence et donc qu'aucune donnée historique n'est disponible pour cette même année, on utilisera l'information historique de l'année précédente :

$$Y_{its} = Y_{i(t-1)(s-1)}$$

Où t-1 correspond à l'année de référence précédente.

Notons que cette dernière imputation est aussi utilisée pour les variables RC et RM puisque celles-ci sont requises seulement pour l'enquête sur les données réelles et donc, aucune valeur historique n'est disponible pour la même année de référence.

Dans les deux cas, l'imputation est faite (là où elle est possible) avant de procéder à la calendrialisation. Ainsi les données imputées historiquement à partir de données pouvant provenir d'une période autre que l'année calendrier sont également calendrialisées.

La deuxième méthode est utilisée lorsqu'aucune donnée historique n'est disponible pour une unité. Dans ce cas, on impute en utilisant la méthode du quotient des valeurs courantes :

$$y_{it} = \frac{\bar{y}_t}{\bar{x}_t} x_{it}$$

où x correspond au revenu.

La troisième méthode est utilisée pour les unités sans valeur historique et dont le revenu n'est pas connu. Dans ce cas, on utilise l'imputation par la moyenne des valeurs courantes :

$$y_{it} = \bar{y}_t$$

Un facteur important lors du calcul de la valeur imputée est le niveau auquel se fait l'imputation. En effet, l'imputation a lieu si le groupe d'imputation comprend au moins 10 établissements dont le questionnaire est complet et que ceux-ci représentent au moins 25 % des unités du groupe.

Groupes d'imputation

Le groupe d'imputation initial correspond à la strate utilisée pour l'échantillonnage une fois mise à jour avec les nouvelles données recueillies. Si l'une ou l'autre des contraintes précédentes (10 unités, 25 % des unités) n'est pas satisfaite, on passe à un groupe d'imputation plus agrégé se situant dans le même groupe industriel et dans le même groupe de taille mais où toutes les provinces sont combinées. Comme dans la détection des valeurs aberrantes, les tailles possibles sont strate à tirage complet avec revenu connu, strate à tirage complet avec revenu inconnu et strate à tirage partiel.

Si encore une fois les contraintes ne sont pas satisfaites, on regroupe les industries. On combine par exemple tous les SCIAN-6 d'un même SCIAN-5. On demeure au niveau canadien et à l'intérieur du même groupe de taille. Le niveau le plus agrégé qu'on peut atteindre correspond aux groupements de tous les SCIAN-3 d'un même secteur, au niveau canadien, pour un groupe de taille où au dernier niveau les tailles strate à tirage complet « avec revenu connu » et « inconnu » sont regroupées. Deux exemples permettront de mieux comprendre.

Si un établissement de l'industrie minière canadienne 212114 en Ontario faisant partie du groupe à tirage partiel est à imputer, on a la séquence suivante:

212114 - Ontario - strate à tirage partiel

212114 - Canada - strate à tirage partiel

21211 - Canada - strate à tirage partiel

2121 - Canada - strate à tirage partiel

212 - Canada - strate à tirage partiel

21 - Secteur de l'extraction minière, de pétrole et gaz - Canada - strate à tirage partiel

Si un établissement du secteur 55 (Gestion de sociétés et d'entreprises) au Québec faisant partie du groupe à tirage complet avec revenu inconnu est à imputer, on a la séquence suivante :

Secteur 55-Québec - strate à tirage complet (revenu inconnu)

Secteur 55-Canada - strate à tirage complet (revenu inconnu)

Secteur 55-Canada - strate à tirage complet (revenu connu et inconnu)

Notons aussi qu'un enregistrement imputé à un niveau désagrégé peut servir dans le calcul des moyennes lors de l'imputation d'un autre enregistrement à un niveau plus agrégé. Par exemple, si on réussit à imputer tous les enregistrements de l'Alberta au premier niveau d'imputation et qu'on doit passer au niveau suivant pour les enregistrements du Nouveau-Brunswick, ceux-ci seront imputés au niveau canadien et les enregistrements imputés de l'Alberta seront utilisés dans le calcul des moyennes au niveau canadien.

Une fois les valeurs manquantes des établissements imputées, on peut passer à l'étape d'estimation.

Estimation

L'estimation se fait par la méthode du quotient avec le revenu comme variable de contrôle. Cette méthode assure que le poids final multiplié par le revenu de chaque unité de l'échantillon, respectera le total connu de la variable revenu pour la population complète du groupe. Les groupes utilisés correspondent cette fois-ci au plus bas niveau industriel publié, à l'intérieur d'un même groupe de taille, au niveau canadien. La différence avec la strate originale est le groupement au niveau canadien. L'exemple suivant permet de mieux comprendre.

Pour un établissement dont la strate correspond au SCIAN-3 323 du secteur de la fabrication dans la Nouvelle-Écosse pour le groupe de strate à tirage partiel, on utilise le groupe d'estimation

323 - Canada - strate à tirage partiel

Lors de l'enquête, il est possible qu'un établissement soit reclassifié dans une nouvelle industrie ou dans une nouvelle province. On utilise cette nouvelle classification pour définir les domaines de publication et c'est cette classification qui déterminera où les investissements seront présents dans les tableaux finaux. L'exemple suivant permet de mieux comprendre.

Si un établissement, échantillonné au Québec selon le SCIAN-3 411, est retrouvé en Ontario selon le SCIAN-3 444, il aura les caractéristiques suivantes :

strate : 411 - Québec

groupe pour calcul de données aberrantes : 444 - Ontario

groupe d'imputation initial : 444 - Ontario

groupe d'estimation : 411 - Canada

domaine de publication : 444 - Ontario

Voici la formule de l'estimateur par le quotient utilisé

$$\hat{Y}_d = \sum_h \sum_{i \in s_h} w_i y_i(d)$$

où pour chaque unité i d'un groupe g ,

$$w_i = D_i \times G_i, D_i = \frac{Nh}{nh}, G_i = \frac{\sum_{j \in P_g} x_j}{\sum_{j \in s_g} \frac{x_j}{p_j}} \text{ et } y_i(d) = \begin{cases} y_i & \text{si } i \in d \\ 0 & \text{si non} \end{cases}$$

où :

x est la variable auxiliaire (le revenu),

h désigne la strate,

g désigne le groupe d'estimation,

d désigne le domaine de publication,

n désigne la taille échantillonnale,

N désigne la taille de la population,

s désigne l'échantillon,

P désigne la population,

w désigne le poids final,

D désigne le poids de sondage,

G désigne le poids de contrôle ("G-weight")

y est la variable d'intérêt (l'investissement) et

p désigne la probabilité de sélection.

Notons que le calcul du poids-G est de telle sorte que le poids final w_i est borné inférieurement à 1. Ainsi on évite que pour des raisons mathématiques les valeurs de certains répondants valent moins que les valeurs rapportées une fois pondérées.

Estimation de la variance et calcul de CV

La variance est estimée à l'aide de la formule de linéarisation de Taylor dans le cas de l'estimateur par le quotient. Celle-ci est disponible dans Estevao (1991). En suivant la même notation que précédemment :

$$\hat{V}(\hat{Y}(d)) = \sum_h \frac{N_h - n_h}{n_h - 1} \frac{n_h}{N_h} \sum_{i \in \mathcal{S}_h} (u_{hi} - \bar{u}_h)^2$$

$$\text{où } u_{hi} = \frac{N_h}{n_h} G_i \left(y_i(d) - x_i * \frac{\sum_{i \in \mathcal{S}_g} y_i / p_i}{\sum_{i \in \mathcal{S}_g} x_i / p_i} \right)$$

$$\text{et } \bar{u}_h = \frac{\sum_{i \in \mathcal{S}_h} u_{hi}}{n_h}$$

Le coefficient de variation (CV) est calculé à l'aide du quotient:

$$CV(\hat{Y}(d)) = \frac{\sqrt{\hat{V}(\hat{Y}(d))}}{\hat{Y}(d)}$$

Ajustement de l'estimation pour la portion non observée

Lorsque disponibles, on se sert de données administratives pour la portion non observée par l'enquête.

Pour l'enquête sur les données réelles, les données administratives des trois années précédentes sont utilisées afin de construire un modèle qui sert à dériver les dépenses en immobilisations.

Pour les enquêtes sur les perspectives et les données réelles provisoires, aucune donnée administrative ne couvre les périodes de référence de ces enquêtes. La portion non enquêtée est alors estimée en utilisant la tendance de la portion enquêtée entre les données réelles et les perspectives et données provisoires qu'on applique à l'estimation de la portion non observée calculée pour l'enquête sur les données réelles.

L'estimation de la portion non observée contribue en moyenne à 2 % de l'estimation totale.

Indicateur de qualité

Lors de la publication des estimations, une échelle permet de distinguer entre les différentes qualités de précision. Celle-ci combine l'effet dû à l'échantillonnage (puisque l'on n'a pas effectué de recensement) et le taux d'imputation (chaque imputation (autre qu'historique) ajoute à l'incertitude des résultats). L'échelle est reproduite au tableau 6.

Tableau explicatif 6
Interprétation de la cote de qualité

CV	Taux d'imputation			
	0,00 à 0,10	0,10 à 0,33	0,33 à 0,60	0,60 et plus
0,00 à 0,05	A	B	C	F
0,05 à 0,10	B	C	D	F
0,10 à 0,15	C	D	E	F
0,15 à 0,25	D	E	F	F
0,25 à 0,50	E	F	F	F
0,50 et plus	F	F	F	F

Note(s) : AExcellent;BTrès bon;CBon;DAcceptable;EÀ utiliser avec prudence; F Trop peu fiable pour être publié.

À cause de considérations techniques, la côte de qualité ne sera pas disponible pour cette publication.

Confidentialité

Certaines règles de confidentialité sont évidemment utilisées pour supprimer toute information qui pourrait mener à la divulgation des données fournies par un répondant. Ces règles permettent à Statistique Canada de respecter son mandat de non-divulgation d'information fournie par les répondants. Les règles elles-mêmes sont confidentielles et ne sont pas disponibles pour consultation.

Erreur d'échantillonnage et non due à l'échantillonnage

La différence entre l'estimation produite à partir de données échantillonnées et de données recensées est appelée erreur d'échantillonnage. Cette différence varie plus ou moins selon la taille de l'échantillon, la variabilité des dépenses, le plan de sondage et la méthode d'estimation. En général, un échantillon plus grand produit une erreur d'échantillonnage plus petite. Si la population est très hétérogène, une taille d'échantillon plus grande est requise pour produire une estimation fiable. L'erreur d'échantillonnage est mesurée par une quantité appelée écart-type. Cette quantité mesure la variabilité anticipée de l'estimation produite si on fait un échantillonnage répété des dépenses. La vraie valeur de l'écart-type est inconnue mais peut être estimée à partir de l'échantillon.

Une deuxième mesure de précision est le coefficient de variation (CV). Ce coefficient est simplement l'écart-type exprimé en pourcentage de la valeur de l'estimation. Il donne donc une mesure de précision relative et comparable entre différentes industries ou provinces. Notons qu'un plus petit CV indique une plus grande fiabilité de l'estimation. (Voir la section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Mesures de la qualité »).

En plus de l'erreur d'échantillonnage, il existe des erreurs non dues à l'échantillonnage sur lesquelles on tente de conserver un contrôle des plus stricts. Néanmoins, celles-ci existent toujours et ne sont pas comptabilisées lorsque l'on calcule le coefficient de variation et ne sont pas incluses dans cette mesure de précision. Certaines mesures telles que les taux de réponses, de couverture et d'imputation peuvent être utilisées comme indicateurs du niveau potentiel des erreurs non liées à l'échantillonnage.

Utilisateurs et utilisations

À Statistique Canada, la Division des comptes et des statistiques de l'environnement de la Direction du système de comptabilité nationale se sert des données recueillies lors des enquêtes sur les dépenses en immobilisations pour appuyer les projections de formation brute de capital fixe au gouvernement et dans l'entreprise. Pour sa part, la Section de la richesse nationale et des stocks de capital de la Division de l'investissement et du stock de capital emploie la série sur les investissements pour estimer le stock de capital brut et net ainsi que l'amortissement pour dépréciation. Ces estimations de stock de capital sont ensuite utilisées dans les estimations de productivité. D'autres divisions de Statistique Canada emploient la série des investissements pour produire diverses statistiques, notamment la Division des comptes des industries.

Dans le secteur public, l'ensemble des données sur les investissements sont utilisées par le ministère des Finances dans l'élaboration de la politique fiscale et dans le calcul des paiements de péréquation aux provinces. La Banque du Canada se sert de la série des dépenses en immobilisations dans la formulation de sa politique monétaire tandis qu'Industrie, Sciences et Technologie Canada en fait usage pour élaborer sa politique industrielle régionale.

Dans le secteur privé, l'ensemble des données sur les investissements permettent à des établissements comme les banques à charte et les sociétés d'experts-conseils d'établir leurs politiques économiques. Les données sur les dépenses en immobilisations servent aussi à analyser la demande sur le marché, tandis que les perspectives d'investissements peuvent servir à prévoir la demande portant sur la main-d'oeuvre et les matériaux. En consolidant des totalisations, les fournisseurs de matériel et d'outillage peuvent connaître les parts de marché en évaluant les dépenses en immobilisations consacrées aux différents types de matériel et d'outillage dans chaque secteur.

Les ministères et organismes chargés des statistiques provinciales et territoriales emploient aussi la série des dépenses sous forme de microdonnées dans l'exécution de leur mandat. Conformément à l'article 11 de la *Loi sur la statistique*, les renseignements se rapportant aux diverses provinces sont communiqués respectivement à la Newfoundland and Labrador Statistics Agency, à l'Agence de la statistique du Nouveau-Brunswick, au Bureau de la statistique du Québec, à l'Unité de la statistique du ministère du Trésor et de l'Économie de l'Ontario, au Bureau de la statistique du Manitoba, au Saskatchewan Bureau of Statistics, au British Columbia Central Statistics Bureau et au Nunavut Bureau of Statistics. Des données sont aussi transmises conformément à l'article 12 de la *Loi sur la statistique* au Department of Finance de l'Île-du-Prince-Édouard, à la Statistics and Research Services Branch du Department of Development de la Nouvelle-Écosse, à la Budget Planning and Economics Division de la Treasury Branch de l'Alberta, au Bureau de la statistique des Territoires du Nord-Ouest et au Bureau de la statistique du Yukon.

Toujours dans le cadre d'ententes conclues en vertu de l'article 12, les ministères provinciaux suivants ont accès aux microdonnées portant sur les mines : le Department of Mines and Energy de Terre-Neuve et Labrador, le Department of Natural Resources de Nouvelle-Écosse, le ministère des Ressources naturelles du Nouveau-Brunswick, le ministère du Développement du Nord et des Mines de l'Ontario, le ministère de l'Énergie et des Mines du Manitoba et le Ministry of Energy, Mines and Petroleum Resources de la Colombie-Britannique. Les secteurs de la Politique minérale et de la Politique énergétique de Ressources naturelles Canada ont accès respectivement aux microdonnées portant sur l'industrie minière.

Chronologie de la série des dépenses en immobilisations

En 1941, le Bureau fédéral de la statistique donne le coup d'envoi à la première véritable série sur les dépenses en immobilisations en recueillant, entre autres, des données sur les dépenses en immobilisations provenant de certains secteurs. Les premières perspectives d'investissements sont publiées à l'automne 1946 sous le titre **Dépenses d'immobilisation, de réparation et d'entretien des entreprises commerciales au Canada : perspectives 1946**.

En 1947, le champ de la série des dépenses en immobilisations s'élargit avec l'inclusion des biens d'investissement imputés aux dépenses d'exploitation. Cette nouveauté accroît la précision des données en permettant l'estimation des biens qui comptent dans le stock de capital du pays sans être immobilisés par les entreprises répondantes.

Depuis 1946, la portée de l'enquête sur les dépenses en immobilisations s'est accrue pour englober de nouvelles branches de l'économie. Les dépenses en immobilisations des sous-industries minières et manufacturières sont publiées dans **Statistique des investissements - Bulletin de service** (n° 61-007-X au catalogue) depuis 1975; pour les données sur l'énergie, la première parution remonte à 1976. Les données sur l'énergie publiées dans le numéro 2 du volume 2 de **Statistique des investissements - Bulletin de service** portaient sur l'année en cours et présentaient des estimations remontant à 1955.

En 1978 paraît le premier numéro de **Dépenses d'immobilisations et de réparations - Sous-industries manufacturières, Canada** (n° 61-214-X au catalogue), avec des estimations pour 1976 et 1977.

Le Quotidien (n° 11-001-X au catalogue), en 1980, remplace le *Bulletin de service* à titre de principal organe de diffusion des données sur les dépenses en immobilisations des secteurs des mines et de l'énergie. Les dépenses du secteur minier paraissent dans cette publication de 1980 à 1982.

Les données sur l'énergie sont greffées à **Dépenses d'immobilisations et de réparations - Sous-industries manufacturières, Canada** (n° 61-214-X au catalogue) en 1981. La publication des données portant sur les sous-industries manufacturières connaît un nouveau tournant en 1982 avec la parution de la série historique portant sur les années 1960 à 1967, pour 20 grands groupes et sous-industries, dans **Statistique des investissements - Sous-industries manufacturières, Canada** (n° 61-518-X au catalogue).

La définition de **dépenses en immobilisations**, en rapport avec l'exploration et la mise en valeur dans le secteur minier, est élargie en 1982 pour comprendre les frais de travaux physiques et de levés exécutés sur le terrain ainsi que les frais connexes tels que les frais de location à bail, les frais généraux et les frais d'administration passés en charges. **Statistique des investissements - Dépenses d'exploration, de mise en valeur, d'immobilisations et de réparations par les compagnies minières et d'exploration** (n° 61-216-X au catalogue), paraît pour la première fois en 1983.

En 1986, l'enquête sur les données réelles de 1985 s'élargit pour comprendre des renseignements détaillés sur les biens nouveaux, les biens usagés, les rénovations et les réfections des constructions, du matériel et de l'outillage. Cette nouvelle formule vise aussi d'autres objets, notamment les motifs d'aliénation, de vente ou de réduction des immobilisations, l'âge des biens, la durée de vie des biens, les motifs des dépenses et la valeur comptable brute. De plus, le matériel ou l'outillage non militaires sont maintenant imputés au ministère de la Défense.

La portée de la publication n° 61-216-X au catalogue commence en 1987 à englober des données détaillées provenant des secteurs du pétrole et du gaz naturel (remontant à 1985) ainsi que de l'énergie, qui étaient auparavant comprises dans la publication n° 61-214-X au catalogue.

Conformément aux exigences de la comptabilité nationale en matière de dépenses en immobilisations et à la tendance en faveur d'une simplification des opérations, Statistique Canada cesse en 1990 de recueillir et de publier des données sur les compagnies d'exploration non productrices. Ces données sont maintenant recensées par Ressources naturelles Canada.

En 1993, l'enquête adopta la Classification type des industries de 1980 et fusionna les publications nos 61-214-X et 61-216-X au catalogue dans **Investissements privés et publics au Canada**, (nos 61-205-X et 61-205-X au catalogue).

Les derniers changements commencent avec l'enquête les Perspectives révisées pour 1995 dont l'échantillon aléatoire fut presque entièrement sélectionné de la Base de données du registre central de la Division du Registre des entreprises.

En 1999, d'importants changements ont été apportés à l'enquête, et les données chronologiques ont été recalculées sur la même base depuis 1991, dans un souci de continuité. Il faut savoir que les données ont été recueillies et totalisées en fonction du nouveau Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), ce qui accroît la comparabilité internationale des données économiques et présente des différences marquées par rapport à la Classification type des industries (CTI 1980) utilisée auparavant. De même, les données ont été établies en fonction de l'année civile et sont conformes au concept du Système de comptabilité nationale pour le capital.

Les données antérieures à 1956 existent sur papier seulement, mais les données historiques ultérieures peuvent être obtenues sur CANSIM ou à la Division de l'investissement et du stock de capital de Statistique Canada.

Depuis 2002, tous les chiffres du communiqué reflètent les changements apportés récemment à la série sur les machines et le matériel pour inclure dans les immobilisations toutes les dépenses en logiciels. Ce changement au concept utilisé pour les immobilisations est requis par le Système de comptabilité nationale.

Deux importantes améliorations ont été apportées aux données depuis 2003 dans le numéro d'**Investissements privés et publics au Canada**. Des estimations sont maintenant incluses pour tenir compte des éléments du capital imputés aux dépenses d'exploitation (ECIDE) et des estimations sont fournies, fondées sur des données administratives, des dépenses en immobilisations effectuées par les entreprises qui se situent au-dessous des actuels seuils d'inclusion dans l'enquête.

Mesures de la qualité

Tableau explicatif 1
Couverture de l'enquête sur les dépenses réelles en 2006

	Code du SCIAN	Déclaré	Imputé	Estimé	Total	Coefficient ¹ de variation
		pourcentage		millions de dollars		pourcentage
Extraction minière, de pétrole et de gaz	21	95,9	1,8	2,3	57 767,3	0,6
Services publics	22	94,9	4,9	0,3	15 900,0	0,2
Fabrication	31-33	67,4	14,3	18,3	19 352,9	1,5
Commerce de gros	41	53,9	16,1	30,0	4 910,3	6,7
Commerce de détail	44-45	62,3	12,9	24,8	8 023,5	1,9
Transport et entreposage	48-49	73,3	10,1	16,6	14 542,1	2,4
Industries de l'information et culturelle	51	67,3	27,7	5,0	9 040,8	0,8
Finance et assurances	52	97,0	1,7	1,4	18 042,5	0,9
Services immobiliers et services de location et location à bail	53	60,3	23,5	16,1	16 649,7	0,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	54	41,4	17,7	40,8	3 209,1	3,4
Gestion de sociétés et d'entreprises	55	69,1	17,4	13,5	186,1	36,7
Services administratifs de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	56	43,6	11,6	44,8	1 795,0	7,3
Services d'enseignement	61	94,9	3,1	2,0	7 415,3	1,3
Soins de santé et assistance sociale	62	87,6	6,7	5,7	7 236,0	1,7
Arts, spectacles et loisirs	71	75,5	14,8	9,7	1 487,9	1,5
Hébergement et services de restauration	72	55,4	11,6	33,0	2 604,1	2,9
Autres services, sauf les administrations publiques	81	25,2	15,0	59,8	1 509,3	7,3
Administrations publiques	91	78,8	7,0	14,2	25 220,0	1,2
Enquêtées		82,2	8,2	9,6	214 891,9	-
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11	-	-	-	4 091,6	-
Construction	23	-	-	-	4 717,7	-
Logement		-	-	-	81 708,8	-
Non enquêtées		-	-	-	90 518,1	-
Grand total					305 410,2	0,4

1. Voir Glossaire.

Tableau explicatif 2
Couverture de l'enquête sur les dépenses réelles provisoires 2007

	Code du SCIAN	Déclaré	Imputé	Estimé	Total	Coefficient ¹ de variation
		pourcentage			millions de dollars	pourcentage
Extraction minière, de pétrole et de gaz	21	87,6	10,2	2,2	54 091,9	0,9
Services publics	22	95,0	4,7	0,3	19 680,4	0,0
Fabrication	31-33	69,3	14,0	16,7	18 295,2	1,2
Commerce de gros	41	48,6	20,2	31,1	4 979,1	3,2
Commerce de détail	44-45	52,5	25,2	22,4	8 162,4	1,8
Transport et entreposage	48-49	80,5	8,5	10,9	18 776,2	1,6
Industries de l'information et culturelle	51	80,4	16,5	3,2	9 490,9	0,6
Finance et assurances	52	93,1	4,5	2,4	17 769,8	1,0
Services immobiliers et services de location et location à bail	53	53,1	25,3	21,6	17 855,5	3,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	54	33,7	25,0	41,3	3 169,7	1,9
Gestion de sociétés et d'entreprises	55	65,5	20,7	13,8	190,6	38,3
Services administratifs de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	56	35,0	18,8	46,3	1 844,6	6,6
Services d'enseignement	61	93,3	4,0	2,8	8 173,9	2,0
Soins de santé et assistance sociale	62	87,4	6,2	6,4	7 174,8	1,1
Arts, spectacles et loisirs	71	76,0	18,4	5,7	2 046,4	1,8
Hébergement et services de restauration	72	62,1	9,6	28,3	2 699,5	5,3
Autres services, sauf les administrations publiques	81	38,8	7,2	54,0	1 555,1	6,9
Administrations publiques	91	76,6	9,9	13,5	29 026,1	1,0
Enquêtées		79,3	11,2	9,5	224 982,1	-
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11	-	-	-	4 057,6	-
Construction	23	-	-	-	5 097,1	-
Logement		-	-	-	88 459,0	-
Non enquêtées		-	-	-	97 613,7	-
Grand total					322 595,8	0,5

1. Voir Glossaire.

Tableau explicatif 3
Couverture de l'enquête sur les perspectives 2008

	Code du SCIAN	Déclaré	Imputé	Estimé	Total	Coefficient ¹ de variation
		pourcentage			millions de dollars	pourcentage
Extraction minière, de pétrole et de gaz	21	86,6	11,6	1,7	56 397,6	0,8
Services publics	22	95,4	4,3	0,3	21 250,9	0,0
Fabrication	31-33	72,0	12,3	15,7	19 685,4	1,8
Commerce de gros	41	51,0	19,6	29,4	5 239,0	2,9
Commerce de détail	44-45	52,0	19,4	28,5	8 864,7	4,1
Transport et entreposage	48-49	82,6	9,7	7,7	23 149,7	1,4
Industries de l'information et culturelle	51	59,5	38,0	2,4	10 018,2	0,4
Finance et assurances	52	92,7	4,9	2,4	17 868,3	1,3
Services immobiliers et services de location et location à bail	53	45,4	33,4	21,2	19 319,6	1,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	54	29,7	27,5	42,8	3 160,0	2,6
Gestion de sociétés et d'entreprises	55	52,5	18,7	28,8	163,5	23,6
Services administratifs de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	56	37,5	20,7	41,9	1 806,5	4,7
Services d'enseignement	61	92,6	4,5	2,9	7 814,6	1,7
Soins de santé et assistance sociale	62	86,3	8,7	5,0	7 016,6	0,9
Arts, spectacles et loisirs	71	68,9	23,4	7,7	1 681,6	1,6
Hébergement et services de restauration	72	67,7	11,7	20,5	2 657,1	3,3
Autres services, sauf les administrations publiques	81	43,4	8,3	48,4	1 500,5	7,2
Administrations publiques	91	69,4	17,1	13,4	33 304,2	0,0
Enquêtées		76,7	14,0	9,2	240 898,0	-
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11	-	-	-	3 881,8	-
Construction	23	-	-	-	5 341,7	-
Logement		-	-	-	89 331,9	-
Non enquêtées		-	-	-	98 555,4	-
Grand total					339 453,2	0,4

1. Voir Glossaire.

Appendice I

Glossaire

CC	Capitaux immobilisés pour de la nouvelle construction
CM	Capitaux immobilisés pour du nouveau matériel et du nouvel outillage
CTI	Classification type des industries
CV	Coefficient de variation
DA	Division de l'agriculture
DIP	Division des institutions publiques
DISC	Division de l'investissement et du stock de capital
DRE	Division du Registre des entreprises
EDI	Enquête sur les dépenses en immobilisations
EP	Enquête sur les perspectives
ER	Enquête sur les données réelles
ERP	Enquête sur les données réelles provisoires
PI	Portion intégrée
PNI	Portion non intégrée
RC	Capitaux immobilisés pour la réparation reliée à la construction
RE	Registre des entreprises
RM	Capitaux immobilisés pour la réparation reliée au matériel et à l'outillage
SCIAN	Système de classification industrielle de l'Amérique du Nord
SS	Sous-secteur

Coefficient de variation (c.v). Il est rattaché à chacune des variables et est inclus dans le but d'aider les utilisateurs à juger de la qualité des estimations. En utilisant l'estimation et l'écart type (dérivés du coefficient de variation), il est possible de construire un intervalle de confiance pour cerner la valeur inconnue qu'un recensement aurait produite. Par exemple, dans un cas où l'estimation du nombre de salariés est 1 000 et le coefficient de variation est 2.0 %, l'écart type est de 20 (2 % de 1 000); nous pouvons dire que 95 fois sur 100 un recensement aurait produit une valeur entre 960 et 1 040 (deux fois l'écart type en dessous et au-dessus de l'estimation).

Les utilisateurs devraient être prudents lorsque l'écart type est élevé ou lorsque le coefficient de variation varie beaucoup d'une enquête à l'autre. C'est la principale indication que l'échantillon est instable et que les variations annuelles des estimations doivent être interprétées avec réserve.

Lettre et signification	Coefficient de variation
A Excellent	0.00 % à 0.05 %
B Très bon	0.05 % à 0.10 %
C Bon	0.10 % à 0.15 %
D Acceptable	0.15 % à 0.25 %
E à utiliser avec prudence	0.25 % à 0.50 %
F trop peu fiable pour être publié	0.50 % et plus

Activités d'amont. Les dépenses liées aux activités d'amont comprennent les coûts associés à la mise en valeur, à la production, à l'extraction et à la récupération de pétrole brut, de gaz naturel, de liquides de gaz naturel et de soufre, ainsi qu'à la production de pétrole synthétique.

Activités d'aval. Opérations pétrochimiques et raffinage, mise en marché et transport des produits pétrochimiques.

Cas aberrant. Établissement ayant déclaré des dépenses qui jurent dans l'ensemble de la cellule (strate provinciale de la classe du SCIAN) à laquelle il appartient. Les établissements déclarés aberrants ne sont représentatifs d'aucun autre établissement de la cellule ou du secteur et n'entrent donc pas dans le calcul des estimations.

Dépenses d'administration et frais généraux à la mine. Dépenses visant, par exemple, la location de bureaux et les frais auxiliaires connexes, les frais de secrétariat, les frais divers de transport et de logement, les fournitures et équipements généraux, les dépenses liées aux véhicules (entretien et réparation), l'entreposage, les communications par radio et télévision, les cuisiniers, les gardiens, les concierges et la surveillance générale.

Dépenses d'exploration de nature générale. Dépenses consacrées à toutes les activités principales et auxiliaires liées à la recherche et à la délimitation des gisements miniers d'une propriété lorsqu'il n'y a aucune production en cours. Comprend les dépenses consacrées aux travaux physiques et aux levés sur le terrain, les frais de location à bail et autres dépenses foncières, les frais d'administration, les frais généraux et les dépenses du siège social.

Dépenses du siège social. Fraction des dépenses totales du siège social attribuable aux travaux d'exploration ou d'exploitation dans la province en cause. Comprend la rémunération et les avantages sociaux des travailleurs, les frais généraux de bureau, les honoraires d'avocat et tous les autres frais non déclarés comme dépenses liées aux terrains, comme frais de location à bail et dépenses foncières ou comme frais d'administration.

Dépenses en travaux de géologie et de géophysique. Frais liés aux équipes sismiques mises sur pied par l'entreprise ou par un sous-traitant. Comprend les dépenses liées au campement, au terrassement, au déblaiement, aux équipes volantes, à la sismographie, aux sismo-sondages, à la gravimétrie, à la magnétométrie, au carottage, au traitement numérique photogéologique, au rejeu (playback) magnétique, aux contributions des fonds de puits, aux études de répercussions environnementales et aux autres activités similaires précédant l'exploration. Toutes les dépenses de travaux de sismographie, de géologie ou de géophysique rentrent dans cette catégorie, qu'elles soient considérées par la compagnie comme des dépenses d'exploration ou d'exploitation.

Dépenses liées aux terrains. Dépenses d'exploration aérienne et souterraine ou d'exploration en surface, notamment les frais liés au jalonnement, aux levés aériens, à l'évaluation et au forage au diamant ainsi qu'aux travaux de géologie, de géophysique et de géochimie, aux tranchées, aux autres travaux de surface, aux puits d'exploration et aux autres travaux d'exploration souterraine.

Exploration à l'emplacement de la mine. Ensemble des activités principales et auxiliaires liées à la recherche et à la délimitation d'un gisement minier supplémentaire (mine distincte) sur une propriété en cours de production ou destinée à la production. Les dépenses incluses dans ce poste comprennent les sommes consacrées aux travaux physiques et aux levés sur le terrain (remontées, ventilation), les frais de location à bail et autres dépenses foncières, les frais d'administration, les frais généraux et les dépenses du siège social.

Pour les travaux de mise en valeur comme pour l'exploration à l'emplacement de la mine, les dépenses liées aux terrains qui sont présentées sont celles qui sont uniquement attribuables aux travaux physiques et aux levés. Les autres dépenses connexes liées aux terrains, comme les frais d'administration, les frais généraux et les loyers imputés, peuvent être dérivées par élimination.

Forage d'exploitation ou forage de développement. Les dépenses en forage d'exploitation sont déclarées en montants bruts, qu'elles soient immobilisées ou passées en charges, avant déduction des subventions d'encouragement; elles comprennent les dépenses consacrées à des travaux de forage dans un secteur reconnu comme contenant des gisements de pétrole ou de gaz, jusqu'à la profondeur d'un horizon stratigraphique reconnu comme pouvant permettre l'extraction des réserves de pétrole ou de gaz. Le coût des puits secs, y compris le tubage et les autres matériaux et équipements laissés sur place, les puits productifs, y compris les puits obturés, et les puits dont la mise en valeur n'est pas terminée à la fin de l'exercice sont aussi inclus. Les coûts engagés pour combattre l'explosion d'un puits et les frais liés aux emballements et au remplacement de l'équipement endommagé sont aussi inclus.

Forage d'exploration. Les dépenses en forage d'exploration sont déclarées en montants bruts, qu'elles soient immobilisées ou passées en charges, avant déduction des subventions d'encouragement; elles comprennent les dépenses consacrées à des travaux de forage hors d'un secteur reconnu, ou à l'intérieur d'un secteur reconnu mais à un horizon n'ayant pas encore fait l'objet d'un essai, afin de vérifier la présence de gisements de pétrole ou de

gaz plutôt que pour exploiter des réserves reconnues découvertes lors de forages antérieurs. Cela inclus le coût des puits secs, y compris le tubage et les autres matériaux et équipements laissés sur place, les puits productifs, y compris les puits obturés, et les puits dont la mise en valeur n'est pas terminée à la fin de l'exercice. Les coûts engagés pour combattre l'explosion d'un puits et les frais liés aux emballements et au remplacement de l'équipement endommagé sont aussi inclus.

Frais de location à bail et autres dépenses foncières. Frais de jalonnement et d'enregistrement, loyers et frais de demande et de renouvellement de licence et de bail, coût des permis, frais juridiques liés aux terrains ou aux titres, coût des travaux d'évaluation et frais liés aux obligations environnementales.

Immobilisations assistées par ordinateur. Appareils pouvant être programmés pour des fonctions très diverses et aptes, jusqu'à un certain point, à régler leurs actions sur des changements se produisant dans leur environnement physique. Cela comprend les robots, les machines-outils à commande numérique et les machines informatisées individuelles.

Installations connexes. Équipements d'automobile, d'avion, de communication, d'entrepôt, de quai, de bureau et autres non déclarés ailleurs.

Installations de production. Puits corporels et équipement loué, notamment le tubage, la colonne de production, les têtes de puits, les pompes, les conduites d'écoulement, les réseaux de collecte du pétrole et du gaz, les séparateurs, les purificateurs, les déshydrateurs et les batteries de citerne louées et centralisées. Comprend aussi les pipelines de collecte, les batteries et les installations connexes utilisées avant la livraison aux terminaux des pipelines principaux, et d'autres installations de production. Les frais liés aux installations de production comprennent aussi les coûts associés aux biens incorporels, tels que les coûts d'études de pré-production et les dépenses considérées comme préalables à la mise en valeur.

Mise en valeur à l'emplacement de la mine. Ensemble des travaux effectués pour délimiter et découper un gisement de minerai, pour aménager un accès et pour le préparer à la production sur une propriété en cours de production ou destinée à la production (forage et excavations destinées à accroître le gisement reconnu d'une mine en production). Les dépenses incluses dans ce poste comprennent les sommes consacrées aux travaux physiques et aux levés sur le terrain, les frais de location à bail et autres dépenses foncières, les frais d'administration, les frais généraux et les dépenses du siège social. Les dépenses pour travaux physiques sont les frais liés au décapage, au coupage de lignes, aux puits, aux travers bancs, aux galeries, aux rampes, au forage au diamant et à divers services comme les remontées et la ventilation.

Ouvrages. Les frais liés aux ouvrages comprennent les dépenses visant la construction et l'acquisition de bâtiments neufs et d'autres ouvrages en surface ainsi que des ouvrages souterrains qui ne sont pas inclus dans les dépenses de mise en valeur. Cela comprend la construction de bâtiments et les travaux de génie tels que la construction de routes, les systèmes d'élimination et les constructions maritimes. Les frais immobilisés tels que les honoraires d'ingénieurs, de notaires, d'avocats et d'architectes, ainsi que la valeur des immobilisations mises en place par la propre main-d'oeuvre des entreprises sont inclus dans ce poste. Le prix d'achat du terrain et le coût des logements résidentiels en sont exclus.

Projets de récupération assistée. Les dépenses consacrées aux projets de récupération assistée comprennent uniquement les frais liés à des installations faisant partie de projets tertiaires et faisant appel à l'injection de vapeur et à l'injection de fluides miscibles. Comprend les coûts du forage et de l'équipement des puits d'injection et des puits de service.

Propriété en cours de production ou destinée à la production. Propriété répondant essentiellement aux critères suivants : i) l'entreprise a effectué une étude de faisabilité et a décidé officiellement d'entreprendre la production; ii) l'entreprise dispose des fonds nécessaires ou a pris des arrangements à cet égard, iii) la province ou le territoire a donné son autorisation (s'il y a lieu) et iv) des pièces majeures de matériel de production ont été achetées.

Secteur non classique. Ensemble des activités menées dans les régions de Cold Lake, Peace River, Athabasca, Wabasca et Lindbergh. Les produits dérivés de ces opérations sont soit du bitume brut, soit du bitume transformé en pétrole synthétique dans des usines de pétrole synthétique.

Travaux physiques et levés. Exploration aérienne et souterraine et exploration de surface. Comprend le forage au diamant, les travaux de géologie, de géochimie et de géophysique, les tranchées, le décapage, le coupage de lignes et les autres travaux de surface, les puits d'exploration et les autres travaux souterrains, ainsi que le salaire du personnel sur le terrain et le coût des travaux impartis à des sous-traitants.

Usines de traitement du gaz naturel. Ce poste comprend la valeur immobilisée des usines, y compris les ouvrages et le matériel de mesure et de régulation et les équipements connexes.

Appendice II

Références

Cholette, P.A. (1984). L'ajustement des séries infra-annuelles aux repères annuels. **Technique d'enquête**, vol 10. No. 1, 39-53.

Corneau, L. (1995). Spécifications des règles de vérification dans le cadre de l'enquête sur les dépenses en immobilisations. Document interne de Statistique Canada, décembre 1995.

Cuthill, I. (1996). The Statistics Canada Business Register. Document interne de Statistique Canada, 1996.

Estevao, V. (1991). Generalized Estimation System, Methodology Review. Document interne de Statistique Canada, septembre 1991.

Hidiroglou, M.A. (1986). The Construction of a Self-representing Stratum of Large Units in Survey Design. *The American Statistician*, 40, 27-31.

Hidiroglou, M.A. et Berthelot, J.-M. (1986). Contrôle statistique et imputation dans les enquêtes-entreprises périodiques. *Techniques d'enquêtes* 12, 79-89.

Lacroix, J. (1991). Capital and Repair Expenditures - Surveys Overview. Document interne de Statistique Canada, janvier 1991.

Latouche, M. (1988). Détermination, allocation et sélection de l'échantillon. Cahier de travail BSMD-88-021 de Statistique Canada, mai 1988.

Pandher G.H. (1995). Population asymétrique : construction optimale de groupes "à tirage complet" et "échantillons", avec application au remaniement de l'enquête sur les finances des administrations locales. Cahier de travail SSMD-95-001 de Statistique Canada, mars 1995.

Simard, Girard, Parent, Smith (2001). Sampling Designs for the Unified Enterprise Surveys – The Early Years. Document interne de Statistique Canada, Mars 2001